



N° 191960-2023/1-ACTS/DFI

Date du : 2 octobre 2023

**R a p p o r t**  
**à**  
**l' a s s e m b l é e d e p r o v i n c e**

**OBJET** : relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2024

**P.J.** : un projet de délibération  
un fascicule budgétaire  
des annexes

<b>PRESENTATION GENERALE .....</b>	<b>4</b>
------------------------------------	----------

<b>TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT .....</b>	<b>22</b>
--	-----------

<b>CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES.....</b>	<b>22</b>
---	-----------

<b>SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>22</b>
A. LES DOTATIONS LEGALES .....	22
B. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES .....	23
C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT .....	23
D. LES RECETTES DES SERVICES .....	24
E. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE .....	24
F. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	24
G. LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....	24
H. LES DOTATIONS DES COMMUNES.....	24

<b>SECTION 2 - LA DETTE.....</b>	<b>25</b>
A. L'ENCOURS DE DETTE.....	25
B. L'EMPRUNT 2024 .....	25

<b>SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>26</b>
A. LES DOTATIONS LEGALES .....	26
B. LA FISCALITE.....	26
C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE .....	28
D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	29
E. LES RECETTES DES SERVICES .....	30
F. LES RECETTES DES COMMUNES.....	31
G. LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....	31
H. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT .....	31

<b>CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES.....</b>	<b>32</b>
---	-----------

<b>SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS .....</b>	<b>33</b>
A. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT .....	34
B. FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS .....	36
C. FONCTION 10 - L'EQUIPEMENT DES COMMUNES.....	38
D. FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT .....	40
E. FONCTION 0 - L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION.....	42
F. FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE .....	44
G. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION .....	46
H. FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS .....	47
I. FONCTION 11 - LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES.....	49

<b>SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>50</b>
<b>A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS .....</b>	<b>50</b>
A.1 - LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES.....	50
A.2 - LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES .....	51

<b>B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS.....</b>	<b>52</b>
B.1 - FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE .....	53
B.2 - FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT .....	55
B.3 - FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION .....	57
B.4 - FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS .....	60
B.5 - FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS .....	61
B.6 - FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT.....	63
B.7 - FONCTION 0 - L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS .....	65
B.8 - FONCTION 1 - LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC .....	65

<b>SECTION 3 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>66</b>
A – LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS .....	66
B – LA LIGNE DE TRESORERIE.....	66
C – LES AUTRES MOUVEMENTS.....	66

<b>CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE .....</b>	<b>67</b>
A. LES AMORTISSEMENTS.....	67
B. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES .....	67

<b>CHAPITRE 4 – L'AUTOFINANCEMENT .....</b>	<b>67</b>
---	-----------

<b>TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES.....</b>	<b>69</b>
---	-----------

<b>TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE .....</b>	<b>69</b>
--	-----------

Annexes au rapport.....	71
Annexe n° 01 – Les propositions de crédits par chapitre, nature, programme et opération. ....	71
Annexe n° 02 – Les prévisions de subventions de fonctionnement (sur crédits de paiement ouverts au budget par l'assemblée).....	71
Annexe n° 03 – Le projet de délibération, ses annexes relatives aux autorisations de programmes et d'engagement et le fascicule budgétaire. ....	71

## PRESENTATION GENERALE

Pour ce 5<sup>ème</sup> et dernier budget de la mandature, l'exécutif réaffirme sa volonté d'optimiser son plan de dépenses en offrant la priorité à l'investissement tout en maîtrisant, dans des limites acceptables, ses dépenses de fonctionnement.

Néanmoins, l'équilibre du budget de fonctionnement n'offre plus guère de marge de manœuvre pour améliorer notre capacité à investir. Les efforts de gestion ont atteint leurs limites et la capacité d'épargne répond aux obligations légales de couverture de la dotation aux amortissements, de remboursement de l'annuité de la dette et de participation au financement du plan d'investissement qui est en croissance de 25% depuis le début de la mandature.

A l'évidence, le manque de visibilité sur l'évolution de la fiscalité et l'écart croissant entre la part de population et le pourcentage de la clé de répartition appellent toujours à la prudence et matière d'évolution de nos dépenses. C'est d'ailleurs pourquoi, l'exécutif se préserve de toutes mesures nouvelles qui ne sauraient durablement trouver son financement sur les prochains budgets et renouvelle son appel à une meilleure répartition des compétences ainsi qu'une nouvelle organisation institutionnelle plus efficiente et plus efficace des services publics calédoniens.

Le budget primitif qui vous est proposé pour l'exercice 2024, s'élève en mouvements réels à 56,83 milliards XPF.

### *Balance générale du budget primitif pour l'exercice 2024*

<i>postes budgétaires</i>	%	BP 2024	BP 2023	Var. de BP à BP	
<b>RECETTES</b>		<b>56 826 983 217</b>	<b>55 266 450 317</b>	<b>1 560 532 900</b>	<b>3%</b>
<b>Ressources fiscales</b>	<b>65%</b>	<b>36 850 750 000</b>	<b>35 031 275 000</b>	<b>1 819 475 000</b>	<b>5%</b>
Fiscalité de répartition		28 580 750 000	27 801 275 000	779 475 000	3%
Fiscalité additionnelle		8 270 000 000	7 230 000 000	1 040 000 000	14%
<b>Dotations de l'Etat</b>	<b>14%</b>	<b>8 125 787 410</b>	<b>8 791 688 489</b>	<b>-665 901 079</b>	<b>-8%</b>
Dotations globales Etat		6 827 000 000	6 847 000 000	-20 000 000	0%
Contrats de développement		961 249 111	1 733 816 039	-772 566 928	-45%
contributions spécifiques		337 538 299	210 872 450	126 665 849	60%
<b>Dotations NC</b>	<b>5%</b>	<b>2 599 418 158</b>	<b>2 606 254 466</b>	<b>-6 836 308</b>	<b>0%</b>
<b>Recettes des services</b>	<b>1%</b>	<b>769 685 151</b>	<b>876 773 000</b>	<b>-107 087 849</b>	<b>-12%</b>
<b>Recouvrements divers</b>	<b>2%</b>	<b>981 342 498</b>	<b>960 459 362</b>	<b>20 883 136</b>	<b>2%</b>
mouvements financiers		118 500 000	163 000 000	-44 500 000	-27%
contributions des communes		119 270 000	119 270 000	0	0%
autres recettes		743 572 498	678 189 362	65 383 136	10%
<b>Emprunts</b>	<b>13%</b>	<b>7 500 000 000</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>7%</b>

<i>postes budgétaires</i>	%	BP 2024	BP 2023	Var. de BP à BP	
<b>DEPENSES</b>		<b>56 826 983 217</b>	<b>55 266 450 317</b>	<b>1 560 532 900</b>	<b>3%</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>21%</b>	<b>12 099 555 657</b>	<b>12 156 375 163</b>	<b>-56 819 506</b>	<b>0%</b>
<b>Annuité de la dette</b>	<b>6%</b>	<b>3 313 400 000</b>	<b>3 336 600 000</b>	<b>-23 200 000</b>	<b>-1%</b>
Capital		2 665 100 000	2 723 000 000	-57 900 000	-2%
Intérêts		648 300 000	613 600 000	34 700 000	6%
<b>Fonctionnement</b>	<b>73%</b>	<b>41 414 027 560</b>	<b>39 773 475 154</b>	<b>1 640 552 406</b>	<b>4%</b>
Masse salariale	36%	20 386 000 000	20 014 000 000	372 000 000	1,9%
crédits de remplacement	2%	950 000 000	980 000 000	-30 000 000	-3,1%
Autres charges de Personnel	1%	321 950 000	276 042 500	45 907 500	17%
indemnités des Elus	1%	446 600 000	435 800 000	10 800 000	2,5%
Fonc des services	3%	1 526 162 823	1 419 009 518	107 153 305	8%
Interventions et subventions	31%	17 346 001 593	16 017 311 232	1 328 690 361	8%
Mvts financiers	1%	437 313 144	631 311 904	-193 998 760	-31%

→ **Un plan de financement 2024, en croissance de 3%, à ajuster selon le vote, par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, du budget de répartition.**

### **Une fiscalité de répartition en légère croissance**

Principal poste du budget provincial, il comprend les dotations globales de fonctionnement et d'équipement en provenance de la Nouvelle-Calédonie. A périmètre actuel et sur la base des premières projections d'évolution issues des travaux menés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, l'assiette fiscale nette 2024 est évaluée à un montant de 110 milliards XPF.

Pour rappel, l'assiette de répartition évolue comme suit depuis le début de la mandature :

- 2019 : 112,23 milliards XPF ;
- 2020 : 110,30 milliards XPF ;
- 2021 : 103,73 milliards XPF (hors quote-part d'emprunts AFD affecté au budget de répartition) ;
- 2022 : 118,32 milliards XPF ;
- 2023 : 108,62 milliards XPF votés au budget primitif et ajustés par DM1 en septembre à 109.19 milliards XPF.

A noter ces dernières années, les informations sur les recouvrements réels sont tardives et ne permettent plus d'ajuster en cours d'exercice le volume des emprunts ou des interventions.

**Une fiscalité additionnelle** qui tient compte du rythme des encaisses effectives opérées depuis 2022 suite à la reprise progressive de l'activité économique. Cette dotation pourra être réajustée au budget supplémentaire pour tenir compte du rythme effectif des encaisses 2024.

**Les recouvrements en provenance de l'Etat**, qui représentent 14% de nos ressources, avec la dotation globale de fonctionnement (DGF), celle d'équipement des collèges (DGCEC) et les participations issues du contrat de développement inscrites au prorata des dépenses ouvertes à ce budget.

### **La ressource d'emprunts 2024 rehaussée**

A l'instar des budgets précédents, et ce depuis 2014, une enveloppe maximale d'emprunts vous est proposée pour assurer l'équilibre de la section d'investissement. Cette ressource externe, portée à 7,5 milliards XPF dès le budget primitif 2024, sera, bien entendu, adaptée au besoin réel de financement de l'investissement.

Avec l'intégration d'une part des participations de l'Etat entrant dans le cadre du nouveau contrat de développement, et d'autre part, du fonds de roulement issue de la gestion 2023, le volume d'emprunts à souscrire en 2024 devrait raisonnablement avoisiner les 3,5 milliards XPF.

Au-delà, **les autres recettes du budget n'offrent guère de réelle croissance en 2024**. Il convient cependant de rappeler que les dotations spécifiques en provenance de la Nouvelle-Calédonie, qui représentent 5% du plan de ressources 2024, ne couvrent que très partiellement les dépenses prises en charge par la province Sud (programme d'entretien du réseau routier calédonien, placement des demandeurs d'emploi, protection de l'enfance) et sont versées de plus en plus tardivement.

\* \* \*

L'amélioration des recettes fiscales ainsi qu'une plus juste compensation financière des dépenses issues de l'exercice des compétences déléguées sont un enjeu majeur pour redonner des marges au fonctionnement, renforcer en conséquence l'épargne et réguler plus convenablement notre besoin d'emprunt pour poursuivre nos ambitions en faveur des investissements qui améliorent le quotidien des habitants de la province Sud.

A défaut, au-delà de mettre en péril les interventions provinciales en fonctionnement, la collectivité devrait impérativement réviser à la baisse son plan pluriannuel d'investissement ce qui pénaliserait au quotidien le monde économique qui subit déjà une situation économique plombée par le contexte international, les incertitudes institutionnelles et la diminution de l'investissement public par les autres collectivités.

→ **Un budget d'investissement 2024 qui reste ambitieux afin de poursuivre la relance de l'économie calédonienne.**

Pour ce prochain budget, l'exécutif met en œuvre le plan stratégique « Vision Sud » en réaffirmant tout l'intérêt de maintenir une politique d'investissement volontariste sans omettre de maîtriser l'équilibre financier de son budget.

Ainsi, la province Sud prévoit de consacrer, à son budget primitif, 12,1 milliards XPF sur des programmes prioritaires que sont l'aménagement du territoire, le développement et la sécurisation des communes, l'équipement et la construction de collèges publics, le logement social, mais aussi les projets jeunesse et le soutien au développement économique.

Tout comme pour les exercices budgétaires précédents, l'équilibre financier doit se poursuivre en combinant l'affectation des recettes dédiées à l'investissement, notamment celles de l'Etat au titre des contrats de développement ou de la dotation globale d'équipement des collèges, la mobilisation d'emprunt et l'épargne.

→ **Un budget de fonctionnement fortement contraint qui a atteint ses limites.**

Au fonctionnement, la collectivité a pour première obligation légale de dégager de l'épargne pour couvrir, à minima, le remboursement de la dette et couvrir sa dotation aux amortissements.

Sur les 44,76 milliards XPF affectés à la section de fonctionnement, 2,6 milliards XPF seront ainsi réservés pour satisfaire à ces obligations, ce qui représente une épargne brute de 6%. A ce stade, la province Sud ne dégage aucune marge de manœuvre destinée à financer ses investissements.

**Structure des dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2024**

postes budgétaires	% (*)	BP 2024	BP 2023	Var. de BP à BP	
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>44 762 327 560</b>	<b>43 187 075 154</b>	<b>1 575 252 406</b>	<b>4%</b>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>74%</b>	<b>42 062 327 560</b>	<b>40 387 075 154</b>	<b>1 675 252 406</b>	<b>4%</b>
Masse salariale	36%	20 386 000 000	20 014 000 000	372 000 000	1,9%
crédits de remplacement	2%	950 000 000	980 000 000	-30 000 000	-3,1%
Autres charges de Personnel	1%	321 950 000	276 042 500	45 907 500	16,6%
indemnités des Elus	1%	446 600 000	435 800 000	10 800 000	2,5%
Fonc des services	3%	1 526 162 823	1 419 009 518	107 153 305	8%
Interventions et subventions	31%	17 346 001 593	16 017 311 232	1 328 690 361	8%
Mvts financiers	1%	437 313 144	631 311 904	-193 998 760	-31%
Intérêts	1%	648 300 000	613 600 000	34 700 000	6%
(*) % des dépenses totales du budget		56 826 983 217			
<b>EPARGNE BRUTE</b>		<b>2 700 000 000</b>	<b>2 800 000 000</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>-4%</b>
		6,0%	6,5%		

Pour 2024, le cadrage du fonctionnement prend ainsi en compte :

- **des charges de personnel qui tiennent compte essentiellement des évolutions suivantes :**
  - le principe du glissement, vieillesse, technicité « GVT » de l'ordre de 0,8% ;
  - l'évolution des cotisations sociales dont notamment celle de la caisse locale de retraite « CLR » suite à la rehausse des taux actées en 2021 et renforcée en 2023, mais aussi, les perspectives, non stabilisées à ce jour, de révision des cotisations du régime unifié d'assurance maladie maternité « RUAMM » de la mutuelle des fonctionnaires « MDF » ;
  - l'ajustement du volume de postes budgétaires (suppressions de postes, création de postes par redéploiement, gel de postes sur certains secteurs) qui doit être poursuivi en 2024 afin de répondre au mieux aux missions des directions. Pour 2024, il n'est pas proposé de suppression ou création de postes au tableau des effectifs.

Sur la période 2019-2023, la masse salariale enregistre une croissance de 2.8% ce qui représente une moyenne annuelle de 0.7%, soit tout juste 137 millions XPF/an, inférieur au GVT.

Ainsi, les efforts engagés depuis 2020 se sont traduits par une réduction notable des charges de personnel (-2,3% entre 2019 et 2021, soit 457 millions XPF d'économies hors mesures nouvelles cf. le tableau ci-dessous présenté).

A fin 2022, l'objectif de 150 postes ciblés pour être non remplacés a été atteint (80 à fin 2020, 44 à fin 2021, 26 à fin 2022). Cette économie globale de dépenses aura été indispensable d'autant qu'il nous faut prendre en compte:

- l'évolution notable des charges sociales (notamment avec le relèvement des cotisations liées à la caisse locale de retraite) ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique rendue applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour un point. Pour rappel, 4 points restent en suspens si l'on se réfère à la revalorisation actée au profit des agents publics de l'hexagone ;
- l'ajustement des postes budgétaires dans les domaines où la province exerce de nouvelles missions (insertion, tourisme, développement durable) en sachant cependant que l'effort global de rationalisation a été poursuivi.

En 2024, la collectivité poursuit son objectif de maîtrise en s'adaptant à l'évolution du pilotage des missions provinciales et des réformes actées sur ce secteur qui nous impactent fortement.

#### Evolution de la masse salariale

Rémunérations et indemnités	CA 19	CA 20	CA 21	CA 22	CA 23	BP 24
<i>en millions XPF</i>					<i>estimé</i>	
Masse salariale	19 507	19 260	19 363	19 531	20 057	20 386
Remplacements	787	638	715	779	940	950
Autres charges	233	231	178	255	327	322
Elus (indemnités et autres ch.)	423	414	421	439	463	447
	<b>20 950</b>	<b>20 543</b>	<b>20 677</b>	<b>21 004</b>	<b>21 786</b>	<b>22 105</b>
Evolution du poste	195	-407	134	327	782	319
	0,9%	-1,9%	0,7%	1,6%	3,7%	1,5%
↓						
MASSE SALARIALE	CA 19	CA 20	CA 21	CA 22	CA 23	BP 24
<i>Evolution du poste en millions XPF</i>	<b>19 507</b>	<b>19 260</b>	<b>19 363</b>	<b>19 531</b>	<b>20 057</b>	<b>20 386</b>
Evolution	157	-247	103	168	526	329
	0,8%	-1,3%	0,5%	0,9%	2,7%	1,6%
dont :						
1 - GVT : 0,8% à 1%	175	175	175	160	157	166
3 - mesures nelles qui impactent l'année :						
Evolution des missions provinciales			237	211	175	
Evolution des cotisations CLR			76		144	63
Evolution de la valeur du point provision pour rupture conventionnelle				0	100	
				50	100	50
Divers aléas				50		50
masse salariale hors mesures nouvelles	19 507	19 260	19 050	19 220	19 538	
économie		-247	-210	170	318	
<b>variation cumulée</b>			<b>-457</b>	<b>-287</b>	<b>30</b>	
taux			<b>-2,3%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>0,2%</b>	

Associée à la masse salariale, l'enveloppe des crédits de remplacement, portée à 950 millions XPF, sera nécessaire pour assurer le remplacement du personnel titulaire, faire face à tout surcroît d'activité et être plus attractif pour le recrutement d'enseignants remplaçants.

S'agissant des crédits de remplacement du personnel enseignant, la dotation prend en compte les nouvelles dispositions votées <sup>(1)</sup> en décembre dernier visant la revalorisation des rémunérations à octroyer au personnel remplaçant dans le but de prendre en compte les fonctions exercées, la formation initiale acquise mais aussi l'implication attendue selon le remplacement à assurer et ce pour préserver la qualité de la formation.

(1) (Délibération modifiée 06-1993/APS du 14 mai 1993) ;

- **un budget de fonctionnement qui répond à l'évolution des activités de nos services**  
En 2024, la croissance de ce poste correspond à une nécessaire rehausse des interventions en matière de sécurité des biens et des personnels provinciaux, mais aussi de dépenses informatiques comme la maintenance ou l'acquisition de logiciels désormais imputable en fonctionnement, de carburant ou d'entretien du patrimoine provincial ;
- **un périmètre d'interventions et de subventions dont l'évolution est le reflet de l'équilibre général du budget** en lien, bien entendu, avec la croissance fiscale arrêtée par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.  
Il est donc nécessairement question du financement de certaines charges relevant de la Nouvelle-Calédonie ou d'autres collectivités, de leur compensation, de leur transfert ou de leur rationalisation et ce sans attendre l'évolution des compétences liées à la fin de l'accord de Nouméa et à un nouveau statut institutionnel ainsi que des interventions supplémentaires pour lesquelles nous sommes sollicités suite au désengagement notamment du gouvernement.

**Concernant les dépenses de santé relevant de l'aide médicale**, la province Sud va prendre en charge l'intégralité des dépenses d'aide médicale pour l'exercice 2024 et ce poste nécessite un financement moyen annuel, hors dotation de l'Etat, de 3.9 milliards XPF à la seule charge de la province Sud

Il n'en demeure pas moins que le principe d'une compensation financière doit se traduire concrètement tout comme le processus d'unification du régime de couverture sociale dont la gestion serait possiblement confiée à la Caisse de compensation des prestations familiales, des accidents du travail et de prévoyance des travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CAFAT).

Des propositions ont été faites au Congrès de la Nouvelle-Calédonie pour acter le principe d'une évaluation sincère des dépenses et d'une répartition plus juste de leur financement entre l'Etat et les différentes collectivités que sont la Nouvelle-Calédonie et les provinces.

Il est désormais nécessaire de réformer le financement de la protection sociale afin de répondre, notamment, aux enjeux qui impactent toutes les collectivités calédoniennes au détriment d'une mise en œuvre efficace de leurs autres politiques publiques. Cette réforme vise à garantir la prise en charge des bénéficiaires et en les ménageant de toute rupture dans l'accès aux soins liées à des contraintes financières.

Le groupe de travail des présidents d'exécutifs est favorable à ce régime unifié dont la mise en œuvre apparaît plus que jamais nécessaire.

**S'agissant de la contribution à l'enseignement privé**, il convient de rappeler que l'assemblée de province a voté à son budget 2023 une contribution de 746,5 millions XPF, tout en souhaitant, dans un même temps, redéfinir le cadre de compétence sur ce secteur moyennant le respect d'une homologation entre secteur public, secteur privé.

C'est à ce titre que la province Sud avait fait appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le but de proposer des scénarii de financement de l'enseignement privé en province Sud par les différentes collectivités. Ces propositions ont été diffusées aux partenaires concernés dans l'objectif de se doter d'un cadre opposable à tous permettant de sécuriser durablement la liberté de choix du réseau d'enseignement pour les familles.

L'ensemble de ce travail a été partagé avec la Nouvelle-Calédonie qui a acté en GTPE du 8 juin 2023 de retenir un principe de financement des services annexes de l'enseignement privé par homologation avec le financement de l'enseignement public. La province est ainsi compétente pour les collèges et ce, en complément du forfait d'externat, déjà perçu par les établissements privés, et issu d'un transfert financier de l'Etat via la Nouvelle-Calédonie. A noter que la province intervient par le biais des bourses versées pour les repas ainsi qu'en investissement dans le cadre du contrat de



développement et souhaite pouvoir transitoirement accompagner les communes dans la prise en charge de leurs engagements.

Au terme des travaux menés en 2023, la réglementation va permettre de poser le cadre d'une répartition de la charge selon le principe d'homologie et répond enfin aux observations de la Chambre Territoriale des comptes qui rappelait que le premier financeur public étaient les provinces qui, pourtant n'avaient aucune obligation juridique pour ces interventions, contrairement à la Nouvelle-Calédonie et aux communes.

Pour 2024, il vous est donc proposé d'ajuster la contribution de la province Sud à 491 millions XPF comprenant :

- 187 millions XPF au titre du financement des dépenses pour les collèges qui relève des provinces comme le prévoit le projet de délibération examiné le 28 novembre dernier au congrès de la Nouvelle-Calédonie ;
- à titre transitoire, 75% du financement imputable aux communes pour les écoles primaires, soit 304 millions XPF.

**Au titre des autres compétences déléguées**, comme l'entretien du réseau routier calédonien, les prestations relatives à la protection à l'enfance (comprenant l'hébergement des mineurs, l'accueil en foyers, les enquêtes sociales et le suivi socio-éducatifs) ou le placement des demandeurs d'emploi, la province Sud réitère son souhait de voir le niveau des compensations financières en provenance de la Nouvelle-Calédonie ajusté aux charges réelles supportées qu'elle supporte chaque année. Cette situation compromet gravement l'exercice de ces compétences déléguées dans des domaines fondamentaux qui impactent directement les conditions de vie de notre population. De même, il est à noter que les versements arrivent de plus en plus tardivement pénalisant gravement la trésorerie de la province Sud.

\* \* \*

Il est désormais vital de faire évoluer le périmètre des interventions pour répondre au besoin de la population dont 75% des habitants résident en province Sud.

Cela passe par une répartition plus équitable des charges entre les collectivités calédoniennes. C'est pourquoi, la question de la répartition fiscale reste au cœur de nos préoccupations pour trouver un équilibre et répondre durablement aux besoins de nos administrés. Et à ce jour, c'est bien la clé de répartition issue des accords de Matignon qui les pénalise durablement.

## L'économie générale du budget primitif pour l'exercice 2024

**En recettes**, l'économie générale du budget primitif va porter sur une enveloppe financière de **56,8 milliards XPF**, en croissance de 2% par rapport aux prévisions de 2023.

### *Balance générale des recettes*

Postes budgétaires	section d'investissement			Section de fonctionnement			Balance générale		
	BP 2024	Var. BP	Tx.	BP 2024	Var. BP	Tx.	Total BP 2024	Var	
Fiscalité de répartition	1 672 000 000	45 600 000	3%	26 908 750 000	733 875 000	3%	28 580 750 000	779 475 000	3%
Fiscalité additionnelle				8 270 000 000	1 040 000 000	14%	8 270 000 000	1 040 000 000	14%
Dotations de l'Etat	2 253 198 811	-462 485 628	-17%	5 872 588 599	-203 415 451	-3%	8 125 787 410	-665 901 079	-8%
Dotations NC	213 756 846	-11 689 212	-5%	2 385 661 312	4 852 904	0%	2 599 418 158	-6 836 308	0%
recettes des services	282 000 000	-62 000 000	-18%	487 685 151	-45 087 849	-8%	769 685 151	-107 087 849	-12%
Autres recouvrements	143 700 000	-24 144 666	-14%	837 642 498	45 027 802	6%	981 342 498	20 883 136	2%
Emprunts	7 500 000 000	500 000 000	7%				7 500 000 000	500 000 000	7%
<b>TOTAL</b>	<b>12 064 655 657</b>	<b>-14 719 506</b>	<b>0%</b>	<b>44 762 327 560</b>	<b>1 575 252 406</b>	<b>4%</b>	<b>56 826 983 217</b>	<b>1 560 532 900</b>	<b>3%</b>

Hors emprunts et fiscalité de répartition :

<b>TOTAL</b>	<b>2 892 655 657</b>	<b>-560 319 506</b>	<b>-16%</b>	<b>17 853 577 560</b>	<b>841 377 406</b>	<b>5%</b>	<b>20 746 233 217</b>	<b>281 057 900</b>	<b>1%</b>
--------------	----------------------	---------------------	-------------	-----------------------	--------------------	-----------	-----------------------	--------------------	-----------

Cette croissance prend, principalement, en compte l'évolution de deux postes suivants :

- la fiscalité de répartition qui affiche une croissance annoncée de 3% après une hausse affichée au BP 2023 de 5% ;
- la souscription d'emprunt proposée à hauteur de 7,5 milliards XPF, soit +7%.  
Cette ouverture s'établit par anticipation du fonds de roulement issu de la gestion 2023. Au budget supplémentaire, cette enveloppe sera réajustée, à hauteur du besoin réel de financement pour 2024.

En excluant la fiscalité de répartition et la ressource d'emprunts, les autres recettes présentent une variation globale de 1% (281 millions XPF) marquée principalement par l'absence d'inscriptions des participations à venir de l'Etat au titre des opérations qui seront retenues dans le cadre du nouveau contrat de développement 2024-2027.

Pour ce budget 2024, le plan de ressources comprend :

- **pour 65%, les ressources fiscales** (36,8 milliards XPF) comprenant :
  - o les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie issues de la fiscalité de répartition (28,6 milliards XPF).  
Pour mémoire, suite au contentieux initié par la province des Iles Loyauté contre la Nouvelle-Calédonie, le versement de la dotation primitive doit s'établir désormais à 100% de la dotation inscrite au budget de répartition. En effet, les magistrats ont rappelé l'obligation, pour le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, de verser l'intégralité des sommes inscrites au budget primitif de répartition. Cependant, la Nouvelle-Calédonie a tenu à rappeler, par courrier, que jusqu'à la clôture d'un exercice budgétaire elle pourrait revoir le montant de la fiscalité de répartition. Ainsi, par principe de prudence, il est donc proposé de maintenir une fraction de versement de 95% des dotations légales 2024.
  - o les recouvrements issus de la fiscalité additionnelle (8,270 milliards XPF) comprenant le produit des centimes additionnels et des taxes affectées développés précédemment.
- **pour 14%, les dotations de l'Etat** (8,125 milliards XPF) avec notamment les dotations globales de fonctionnement et d'équipement des collèges (6,83 milliards XPF), les contributions aux programmes spécifiques (312 millions XPF) notamment pour l'aménagement des routes, d'équipements sportifs et les recettes prévues au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) et de l'Office Français de la Biodiversité-OFB (25,7 millions XPF).
- **pour 13%, la ressource d'emprunt** (7,5 milliards XPF). Comme en 2023, l'objectif de l'exécutif n'est pas d'en mobiliser l'intégralité. Ce volume d'emprunt sera donc ajusté au besoin réel.

- **pour 5%, les dotations de la Nouvelle-Calédonie** (2,60 milliards XPF) comprenant principalement :
  - la participation via l'agence sanitaire et sociale (ASSNC) au financement d'une partie du minimum vieillesse accordé aux personnes âgées (789 millions XPF) ;
  - la prise en charge des prestations réalisées au titre de la protection de l'enfance (680 millions XPF) ;
  - la compensation partielle liée à la mise en œuvre de la compétence en matière de placement des demandeurs d'emploi (427,5 millions XPF).
  - les contributions aux actions sanitaires et sociales (275 millions XPF) pour la santé scolaire, les actions de dépistage du VIH, l'organisation de l'action sociale et médico-sociale, la délégation de compétence en matière de petite enfance ainsi que l'appel à la responsabilité parentale ;
  - la contribution au doublement des voies et à la sécurisation de l'échangeur sur Paita Nord (180 millions XPF) ;
  - le programme d'entretien des routes territoriales (145 millions XPF) ce qui est loin de couvrir le besoin réel ;
  - le contrôle des centres de vacances et de loisirs (CVL) pour 17 millions XPF ;
  - la mise à disposition de personnel (7,3 millions XPF).
  
- **pour 2%, les recouvrements divers** (981,3 millions XPF) comprenant essentiellement :
  - les recettes entrant dans le cadre des activités médico-sociales (444,8 millions XPF dont 430 millions XPF au titre du tiers payant CAFAT dans le cadre de l'aide médicale, 7 millions XPF au titre des allocations familiales des enfants placés et 6 millions XPF au titre des fonds de prévention en provenance de la CAFAT pour les actions de lutte contre le VIH, la tuberculose et le cancer du col de l'utérus) ;
  - l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des Pins (130 millions XPF) ;
  - les contributions communales à l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI) (115 millions XPF) ;
  - la participation de l'Office des Postes et Télécommunications à la reconstruction du pont de Thio (81 millions XPF) ;
  - les intérêts versés par la STCPI (69 millions XPF) ;
  - le produit de la vente des tenues communes pour les écoles primaires (50 millions XPF) ;
  - les remboursements entrant dans le cadre de l'habitat social (45 millions XPF) ;
  - les conventions menées en partenariat avec l'ADEME (11,34 millions XPF) ;
  - le remboursement des compléments de bourses pension et demi-pension indûment perçus (23 millions XPF) ;
  - les dépôts et cautionnement reçus au titre de la location du site de KoWe Kara (4,5 millions XPF) ;
  - les travaux cartographiques (2 millions XPF).
  
- **pour solde, soit 1%, les recettes des services** (769,6 millions XPF) avec notamment :
  - le produit des cessions de biens immobiliers et mobiliers (268 millions XPF) ;
  - les revenus au titre des locations immobilières et des stations provinciales (136,5 millions XPF) et les redevances d'utilisation du domaine public maritime (125 millions XPF) ;
  - les recettes liées aux activités des parcs et équipements de loisirs (84 millions XPF) en lien avec le centre d'activités nautiques à Nouméa, le centre d'accueil de Poé à Bourail, les parcs provinciaux, les aires aménagées ainsi que les installations de Ko We Kara à Nouméa ;
  - la facturation des prestations de pensions et de demi-pensions dans les internats provinciaux (79,6 millions XPF) ;
  - la facturation des soins médicaux dispensés dans les circonscriptions médico-sociales (60 millions XPF) ;
  - la gestion de dépôts de déchets inertes (6 millions XPF) ;
  - la vente d'eau au golf de Déva à Bourail (6 millions XPF) ;
  - les prestations topographiques ou d'enquêtes publiques (4,6 millions XPF) ;

**En dépenses**, à l'identique, le budget s'élève à 56,8 milliards XPF et se décompose comme suit :

- **29,4 milliards XPF consacrés aux programmes d'investissement, d'interventions et de subventions** soit 52% du budget provincial ;

- **23,6 milliards XPF destinés aux dépenses de fonctionnement** courant, aux rémunérations et charges sociales, aux indemnités des élus soit 42% du budget provincial ;
- **3,3 milliards XPF au titre de l'annuité de la dette** et du crédit de trésorerie, soit 6% du budget provincial ;
- **437 millions XPF pour des mouvements financiers** soit 1% du budget provincial (*frais de gestion des centimes additionnels, annulations et admissions en non-valeur de titres de recettes, frais de contentieux, dommages et intérêts, fonds de provisions ou de reversement...*).

### Balance générale des dépenses

postes budgétaires	%	BP 2024	BP 2023	Var. de BP à BP	
<b>DEPENSES</b>		<b>56 826 983 217</b>	<b>55 266 450 317</b>	<b>1 560 532 900</b>	<b>3%</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>21%</b>	<b>12 099 555 657</b>	<b>12 156 375 163</b>	<b>-56 819 506</b>	<b>0%</b>
<b>Annuité de la dette</b>	<b>6%</b>	<b>3 313 400 000</b>	<b>3 336 600 000</b>	<b>-23 200 000</b>	<b>-1%</b>
Capital		2 665 100 000	2 723 000 000	-57 900 000	-2%
Intérêts		648 300 000	613 600 000	34 700 000	6%
<b>Fonctionnement</b>	<b>73%</b>	<b>41 414 027 560</b>	<b>39 773 475 154</b>	<b>1 640 552 406</b>	<b>4%</b>
Masse salariale	36%	20 386 000 000	20 014 000 000	372 000 000	1,9%
crédits de remplacement	2%	950 000 000	980 000 000	-30 000 000	-3,1%
Autres charges de Personnel	1%	321 950 000	276 042 500	45 907 500	17%
indemnités des Elus	1%	446 600 000	435 800 000	10 800 000	2,5%
Fonc des services	3%	1 526 162 823	1 419 009 518	107 153 305	8%
Interventions et subventions	31%	17 346 001 593	16 017 311 232	1 328 690 361	8%
Mvts financiers	1%	437 313 144	631 311 904	-193 998 760	-31%

### → La structure du budget de fonctionnement

Cette section budgétaire prend en compte notamment :

- le poste de rémunérations et charges (personnel et élus) prévu à hauteur de 22,1 milliards XPF et comprenant essentiellement la masse salariale estimée à 20,4 milliards XPF ;
- le fonctionnement des services pour 1,52 milliard XPF ;
- le périmètre des interventions et des subventions estimé à 17,3 milliards XPF sur lequel repose principalement l'équilibre du budget de fonctionnement 2024.

### Evolution du périmètre d'interventions et de subventions

C1 - Libellé	BP 2024	BP 2023	Var. BP	Tx.
<b>INTERVENTIONS - HCD</b>	14 316 868 210	13 137 075 221	1 179 792 989	9%
<b>INTERVENTIONS - OPC</b>	305 000 000	433 885 163	-128 885 163	-30%
<b>SUBVENTIONS - HCD</b>	2 724 133 383	2 446 350 848	277 782 535	11%
<b>Total général</b>	<b>17 346 001 593</b>	<b>16 017 311 232</b>	<b>1 328 690 361</b>	<b>8%</b>

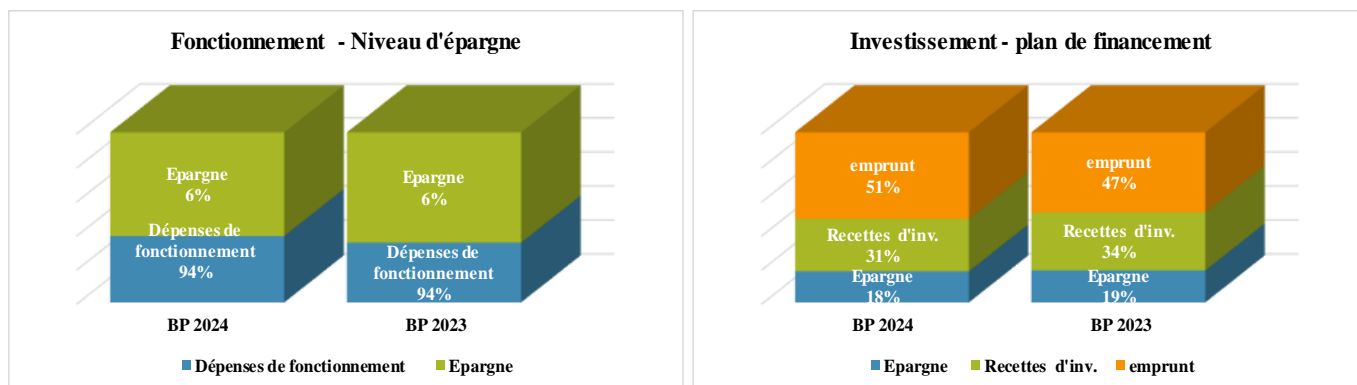
FONCTION' - Libellé	BP 2024	BP 2023	Var. BP	Tx.
<b>4-SANTE-SOCIAL</b>	7 520 680 359	7 280 822 600	239 857 759	3%
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>	3 004 461 000	2 678 343 067	326 117 933	12%
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT<sup>o</sup> PROFESSIONNELLE</b>	2 519 250 456	2 225 843 236	293 407 220	13%
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>	1 924 555 000	1 732 665 407	191 889 593	11%
<b>3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	1 050 571 000	937 761 410	112 809 590	12%
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	750 990 750	638 798 000	112 192 750	18%
<b>0-ADMINISTRATION GENERALE</b>	408 493 028	356 077 512	52 415 516	15%
<b>1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>	167 000 000	167 000 000	0	0%
<b>Total général</b>	<b>17 346 001 593</b>	<b>16 017 311 232</b>	<b>1 328 690 361</b>	<b>8%</b>

### → L'épargne et l'endettement provincial

L'évolution des charges de fonctionnement doit tenir compte du besoin d'épargne<sup>(1)</sup> nécessaire pour répondre aux obligations légales (*dotations aux amortissements et équilibre réel du budget avec la couverture du remboursement en capital de la dette*). Au-delà de ce minimum, le niveau d'épargne permet d'apprécier l'autonomie de la collectivité pour financer ses investissements dont la croissance a été soutenue depuis le début de la mandature.

Sur 2024, la collectivité consacre 6% de ses ressources de fonctionnement à l'épargne, soit 2,7 milliards XPF. Cette ressource, complétée des recettes de la section d'investissement et de l'enveloppe d'emprunts portent le plan de financement de l'investissement à 14,7 milliards XPF dont 12 milliards XPF d'investissements directs et 2,6 milliards XPF de remboursement en capital de la dette.

### Evolution de l'épargne



<sup>(1)</sup> Rappel : recettes de fonctionnement – dépenses de gestion = épargne de gestion  
 épargne de gestion – intérêts de l'annuité de dette = épargne brute  
 épargne brute – capital de l'annuité de dette = épargne nette.

Concernant l'emprunt, comme précisé précédemment, une enveloppe d'emprunts de 7,5 milliards XPF est proposée afin de présenter les principales opérations du programme d'investissement 2024 dès le budget primitif. Au prochain budget supplémentaire, avec l'intégration du fonds de roulement issu de la gestion 2023, la collectivité adaptera le volume d'emprunts qui sera à souscrire en se rapprochant des 3 milliards XPF.

### → L'investissement

Concernant l'investissement, la province Sud poursuit sa politique d'équipement et d'aménagement de la collectivité en procédant régulièrement à une révision de son plan pluriannuel d'investissement (PPI) afin d'être en phase avec sa capacité de financement.

Pour 2024, le programme d'investissement qui vous est proposé, s'élève à environ 12,1 milliards XPF, niveau identique à 2023. Cette enveloppe se concentre autour de programmes prioritaires que sont l'amélioration des infrastructures de mobilité durable de la population, l'équipement des collèges pour favoriser l'éducation et la réussite scolaire de nos enfants, le soutien au développement des communes et donc l'amélioration du cadre de vie en province Sud ainsi que la préservation et la valorisation de la biodiversité sur notre territoire.

Au-delà, l'accès à un logement, la promotion de la santé publique, le soutien au développement économique, la formation de la jeunesse et les projets de développement des activités de plein air pour l'épanouissement de notre jeunesse sont poursuivis et accentués dans le cadre de ce projet de budget.

### Balance générale des dépenses d'investissement

FONCTION' - Libellé	BP 2024	BP 2023	Var. BP
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>	2 018 500 000	2 756 344 000	-737 844 000
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>	2 138 297 675	2 260 391 434	-122 093 759
<b>0-ADMINISTRATION GENERALE</b>	1 503 800 000	1 610 140 000	-106 340 000
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	1 714 439 278	1 554 780 325	159 658 953
<b>10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX</b>	1 973 210 481	1 479 082 691	494 127 790
<b>4-SANTE-SO CIAL</b>	1 208 341 241	1 087 366 916	120 974 325
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT<sup>o</sup> PROFESSIONNELLE</b>	785 525 300	687 669 797	97 855 503
<b>3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	570 500 250	383 600 000	186 900 250
<b>11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>	186 941 432	337 000 000	-150 058 568
<b>1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>12 099 555 657</b>	<b>12 156 375 163</b>	<b>-56 819 506</b>

L'ouverture des crédits d'investissements proposée à ce budget primitif comprend :

- 10,6 milliards XPF sur autorisation de programme inscrites au plan pluriannuel d'investissement (PPI) ;
- 1,5 milliard XPF hors autorisation de programme.

Le plan pluriannuel, présenté en annexe du fascicule budgétaire, affiche la consommation des crédits attendus sur 2024 toute étape budgétaire confondue (budget primitif, budget supplémentaire et reports).

### Le programme de dépenses pour l'exercice 2024

Pour ce prochain exercice, la province Sud va consacrer 29,4 milliards XPF aux programmes d'investissement, d'interventions et de subventions en fonctionnement. Ci-après la balance générale par programmes ouverts au budget de la province en croissance de 8% par rapport à 2023 :

Prog	Prog - Libellé court	INV		FONC	
		BP 2024	BP 2023	BP 2024	BP 2023
17	AIDE MEDICALE	0	0	4 550 600 000	4 524 800 000
19	MEDICO-SOCIAL	32 666 144	15 015 000	2 542 482 280	2 404 755 600
18	HABITAT SOCIAL	914 475 097	841 635 136	38 750 000	16 840 000
20	SANTE PUBLIQUE	191 500 000	191 706 780	368 615 079	317 827 000
01	ADMINISTRATION	69 700 000	39 010 000	0	0
42	DROITS DES FEMMES ET EGALITE	0	0	20 233 000	16 600 000
<b>4-SANTE-SOCIAL</b>		<b>1 208 341 241</b>	<b>1 087 366 916</b>	<b>7 520 680 359</b>	<b>7 280 822 600</b>
07	COLLEGES PUBLICS	1 778 297 675	2 009 437 434	383 000 000	391 000 000
08	ALLO CATIONS D'ENSEIGNEMENT	0	0	1 033 140 000	1 073 635 800
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	130 500 000	75 000 000	491 000 000	280 000 000
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	0	527 150 000	416 626 267
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	121 500 000	100 900 000	392 250 000	349 060 000
11	INTERNATS	101 000 000	47 654 000	177 921 000	168 021 000
01	ADMINISTRATION	7 000 000	27 400 000	0	0
<b>2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>2 138 297 675</b>	<b>2 260 391 434</b>	<b>3 004 461 000</b>	<b>2 678 343 067</b>
21	RESEAU ROUTIER	1 936 000 000	2 540 000 000	624 985 000	584 330 000
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	0	0	979 000 000	825 000 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	50 000 000	23 844 000	263 500 000	263 500 000
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	32 500 000	192 500 000	57 070 000	59 835 407
<b>8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>2 018 500 000</b>	<b>2 756 344 000</b>	<b>1 924 555 000</b>	<b>1 732 665 407</b>
34	SO U TIEN A L'INVESTISSEMENT	615 000 000	604 369 797	0	0
31	EMPLOI	2 000 000	2 000 000	578 620 000	527 767 400
38	TOURISME	0	25 000 000	497 150 000	424 000 000
33	INSERTION	20 700 000	1 300 000	466 310 000	445 179 736
39	EXPANSION GENERALE	0	10 000 000	443 740 456	358 100 000
37	AGRICULTURE	12 575 300	500 000	380 375 000	324 496 100
40	STATIONS PROVINCIALES	133 250 000	39 700 000	35 705 000	31 400 000
36	FORMATION	0	0	74 500 000	69 500 000
35	PECHE ET AQUACULTURE	0	0	42 850 000	45 400 000
01	ADMINISTRATION	2 000 000	4 800 000	0	0
<b>6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		<b>785 525 300</b>	<b>687 669 797</b>	<b>2 519 250 456</b>	<b>2 225 843 236</b>
25	ENVIRONNEMENT	921 849 626	665 780 325	645 190 750	528 798 000
27	ZIZA-ZAC	653 589 652	615 000 000	0	0
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	75 000 000	155 000 000	105 800 000	110 000 000
26	URBANISME	61 000 000	109 000 000	0	0
29	AMENAGEMENT RURAL	3 000 000	10 000 000	0	0
<b>7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>1 714 439 278</b>	<b>1 554 780 325</b>	<b>750 990 750</b>	<b>638 798 000</b>
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 973 210 481	1 479 082 691	0	0
<b>10-CONTRIBUTION AUX PROG COMMUNAUX</b>		<b>1 973 210 481</b>	<b>1 479 082 691</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
01	ADMINISTRATION	1 500 800 000	1 608 640 000	172 656 348	164 006 348
02	INSTITUTIONS	3 000 000	1 500 000	235 836 680	192 071 164
<b>0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>1 503 800 000</b>	<b>1 610 140 000</b>	<b>408 493 028</b>	<b>356 077 512</b>
16	JEUNESSE	52 730 000	43 980 000	612 295 000	512 805 410
14	CULTURE	239 035 250	81 000 000	164 361 000	167 086 000
15	SPORTS	157 950 000	152 370 000	169 635 000	170 965 000
13	PATRIMOINE	120 685 000	106 150 000	104 280 000	86 905 000
01	ADMINISTRATION	100 000	100 000	0	0
<b>3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>570 500 250</b>	<b>383 600 000</b>	<b>1 050 571 000</b>	<b>937 761 410</b>
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	186 941 432	337 000 000	0	0
<b>11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>		<b>186 941 432</b>	<b>337 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
01	ADMINISTRATION	0	0	167 000 000	167 000 000
<b>1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>167 000 000</b>	<b>167 000 000</b>
<b>Total général</b>		<b>12 099 555 657</b>	<b>12 156 375 163</b>	<b>17 346 001 593</b>	<b>16 017 311 232</b>

Par grands secteurs, les principaux postes de dépenses sont les suivants :

→ **La santé, le logement et la solidarité sociale :**

Offrir à toutes et à tous une santé publique, une solidarité sociale de qualité, un logement abordable pour chacun est la priorité de l'Exécutif. A travers cette politique, la volonté de l'Exécutif est de prévenir l'exclusion et l'isolement des populations les plus fragiles de la province Sud.

Ainsi, **près de 8,7 milliards XPF, soit 30% du budget provincial**, seront consacrés au secteur de la santé et du social, comprenant :

→ les programmes d'investissement :

- 914 millions XPF pour les dépenses relatives aux opérations d'habitat social ;
- 191 millions XPF pour les dépenses relatives à la santé publique comprenant 124 millions XPF pour la rénovation de la maison de santé à Bourail, 57 millions XPF pour l'équipement des circonscriptions médico-sociales (CMS) et 10 millions XPF pour l'aide à l'installation de médecins et dentistes en province Sud ;
- 70 millions XPF pour les dépenses d'équipements dont 37 millions XPF pour des travaux d'aménagement de bâtiments dont les CMS de l'Ile des Pins et de Paita, 24 millions XPF pour l'acquisition de deux nouvelles ambulances pour les circonscriptions médico-sociales de Yaté et de Bourail et 9 millions XPF pour l'acquisition de divers équipements ;
- 33 millions XPF pour les dépenses médico-sociales dont 22 millions XPF pour la maison de l'enfance à Bourail et 6,5 millions XPF pour des subventions d'équipement en faveur des associations œuvrant dans le secteur social.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 4,5 milliards XPF pour l'aide médicale dont 4,1 milliards XPF pour la liquidation des dépenses de santé et 174 millions XPF pour les soins externes ;
- 2,5 milliards XPF pour les actions médico-sociales, dont 1,4 milliard XPF d'aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse, 340 millions XPF pour les subventions, 339 millions XPF pour les aides à la famille comprenant le dispositif d'aide de 1<sup>ère</sup> nécessité et 331 millions XPF pour les aides aux enfants secourus ;
- 369 millions XPF pour les dépenses relatives à la santé publique dont 123 millions XPF pour l'achat de produits pharmaceutiques, 100 millions XPF pour le fonctionnement des circonscriptions médico-sociales et 60 millions XPF pour les vacances.

→ **L'enseignement et la réussite éducative :**

**5,1 milliards XPF, soit 17% du budget provincial**, sont consacrés au secteur de l'enseignement, secteur qui forme et aiguise les esprits de la jeunesse en assurant la transmission et le progrès des savoirs dans tous les champs de la connaissance. En effet, l'avenir de notre jeunesse passe par un renforcement de l'égalité d'accès et de réussite éducative et le financement des programmes suivants y contribue :

→ les programmes d'investissement :

- 1,8 milliard XPF pour le programme de construction et d'équipement des collèges publics comprenant :
  - 417 millions XPF pour l'équipement et la maintenance informatique ;
  - 260 millions XPF pour des travaux de rénovation au sein de divers collèges ;
  - 200 millions XPF pour la poursuite de l'extension du collège « Louise Michel » à Paita ;
  - 150 millions XPF pour la poursuite des travaux relatifs aux appels à projets collèges « nouvelle génération » ;
  - 135 millions XPF de dotation globale aux collèges ;
  - 127 millions XPF pour la poursuite de la réfection du collège de Boulari au Mont-Dore ;

- 118 millions XPF pour la réfection du collège de Normandie à Nouméa ;
- 106 millions XPF pour la sécurisation ;
- 73 millions XPF pour la réfection du collège de Bourail.

- 130 millions XPF de participation à la mise aux normes et à la rénovation des bâtiments de l'enseignement privé dont 109 millions XPF dans le cadre de l'appel à projet (AAP) avec l'Etat ;
- 120 millions XPF pour la poursuite de la participation à l'équipement et la maintenance du numérique des écoles primaires ;
- 101 millions XPF au titre de l'équipement des internats dont 86 millions XPF pour la poursuite de travaux d'aménagement et d'équipements à l'internat de La Foa, 10 millions XPF pour divers travaux d'aménagement et d'équipements à l'internat de Bourail et 5 millions XPF pour l'internat de la réussite « Henriette Pentecost » à Dumbéa.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 1 milliard XPF d'allocations d'enseignement, afin de poursuivre les efforts au bénéfice des familles les plus défavorisées ;
- 527 millions XPF pour soutenir les élèves poursuivant des études supérieures comprenant :
  - 130 millions XPF pour l'accompagnement des étudiants dont 100 millions XPF pour une aide au départ et au retour en fin de cursus, de tout étudiant poursuivant un cursus sur le territoire français (hors NC), en Europe, au Canada, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Une participation aux billets aller/retour entre chaque année universitaire est également prévue.  
Le projet de délibération permettant cette aide aux étudiants vous sera présenté prochainement avec des conditions spécifiques d'éligibilités dont l'obligation d'une activité rémunérée, d'un stage de deux semaines minimum ou d'une activité bénévole d'au moins 60 heures en Nouvelle-Calédonie ;
  - 130 millions XPF aux étudiants boursiers hors territoire ;
  - 117 millions XPF seront servis au titre du dispositif dédié aux grandes écoles ;
- 491 millions XPF pour la participation au fonctionnement des collèges de l'enseignement privé comprenant 187 millions XPF au titre du financement des dépenses pour les collèges qui relève des provinces et à titre transitoire, 75% du financement imputable aux communes pour les écoles primaires, soit 304 millions XPF ;
- 392 millions XPF pour la vie scolaire et éducative, dont 150 millions XPF pour l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI), menée en partenariat avec les communes et 113 millions XPF au titre du programme de tenues communes pour la scolarité des élèves du primaire ;
- 383 millions XPF au titre du fonctionnement des collèges avec notamment l'assistance et la maintenance des systèmes informatiques des collèges ;
- 178 millions XPF au titre du fonctionnement des internats provinciaux.

→ L'amélioration des conditions de déplacement de nos administrés :

La modernisation de nos infrastructures de transport et de communications reste un des programmes prioritaires de l'exécutif dont le souci est de favoriser l'accès aux transports du quotidien, nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle d'un large public tout en développant des modes alternatifs de mobilités.

Ainsi, **4 milliards XPF, soit 14% du budget provincial**, sont proposés, notamment sur les programmes suivants :

→ les programmes d'investissement :

- 1,9 milliard XPF pour le réseau routier comprenant :
  - 500 millions XPF pour la poursuite des travaux de doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord ;
  - 400 millions XPF pour le renforcement des réseaux sud ;
  - 210 millions XPF pour la reconstruction d'ouvrages d'art ;



- 205 millions XPF pour l'aménagement de routes dont 125 millions XPF pour l'amélioration de la liaison Thio-Canala et 80 millions XPF pour l'aménagement, principalement cyclable, de la RP14-route de Magenta à Nouméa ;
- 170 millions XPF pour la sécurisation de talus ;
- 170 millions XPF pour le renforcement des réseaux nord ;
- 130 millions XPF pour la réparation et la mise en conformité d'ouvrages d'art ;
- 50 millions XPF pour l'amélioration de la desserte du sud-est au Mont-Dore.
- 48 millions XPF pour la sécurisation routière ;

➤ 50 millions XPF pour les infrastructures maritimes.

➤ 33 millions XPF pour les infrastructures aériennes dont 20 millions XPF pour les infrastructures aériennes de l'aérodrome de Poé à Bourail.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

➤ 979 millions XPF pour le transport public terrestre comprenant 962 millions XPF au titre de notre participation prévisionnelle au réseau de transport public de l'agglomération (SMTU) et 17 millions XPF au titre de notre participation aux réseaux de transport public interurbain (SMTI) ;

➤ 625 millions XPF pour le réseau routier dont 383 millions pour l'entretien des routes provinciales et 145 millions XPF pour l'entretien des routes territoriales avec une recette en provenance de la Nouvelle-Calédonie au titre de la prestation de service exercée ;

➤ 263 millions XPF pour les infrastructures maritimes dont 250 millions XPF liée à l'opération de desserte maritime de l'Île des Pins. Ce poste est partiellement compensé par une recette de 130 millions XPF liée aux recettes générés par la desserte ;

➤ 57 millions XPF pour les infrastructures aériennes sur l'aérodrome de l'Île des Pins.

→ L'emploi, la formation et le développement économique :

**3,3 milliards XPF, soit 11% du budget provincial**, sont proposés pour soutenir la formation, l'insertion professionnelle et donc le développement économique par la création d'emploi, clé d'un pouvoir d'achat durable avec pour objectif une évolution économique vers le plein emploi.

→ les programmes d'investissement :

➤ 615 millions XPF pour le soutien à l'investissement dont :

- 250 millions XPF pour la mise en œuvre de la politique publique agricole provinciale (PPAP) ;
- 105 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet industrie et commerce ;
- 100 millions XPF pour un ré-abondement du fonds « AGRIEQUIP-PSUD » destiné à l'octroi de prêts aux jeunes agriculteurs dans le cadre de leur activité professionnelle ;
- 54 millions XPF pour le plan d'urgence aux activités subaquatiques et nautiques ;
- 20 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet tourisme ;
- 20 millions XPF pour l'aide à la réduction des nuisances sonores ;
- 15 millions XPF pour l'aide à la sécurisation des commerces ;
- 10 millions XPF pour l'aide à la numérisation des données ;
- 6 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet maritime ;
- 5 millions XPF pour la bonification des crédits d'équipement pour l'installation de jeunes artisans.

➤ 133 millions XPF pour l'équipement des stations agricoles provinciales ;

➤ 13 millions XPF pour le secteur de l'agriculture dont 10,5 millions XPF pour la lutte contre le papillon piqueur de fruits.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 1,1 milliard XPF pour les actions en faveur de l'emploi, de l'insertion et de la formation, dont 430 millions XPF pour le programme provincial d'insertion citoyen (PPIC), 466 millions XPF pour les actions d'insertion dont 130 millions XPF pour l'organisation de parcours d'insertion spécifiques et 174 millions XPF pour des chantiers de jeunes par la réalisation ou la réhabilitation de bâtiments, d'espaces de loisirs, d'espaces verts au travers de chantiers d'insertion pour une inclusion durable par l'acquisition de compétences ;
- 497 millions XPF pour le tourisme dont 373 millions XPF pour la participation au financement des actions de la SPL « Sud Tourisme » et 106 millions XPF pour des interventions dont 79 millions XPF de participations au fonctionnement de l'Aquarium des lagons à Nouméa ;
- 423 millions XPF pour le soutien aux secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture dont 331 millions XPF pour le soutien aux organismes et associations du secteur agricole.

→ L'aménagement et l'environnement :

**Autre enjeu majeur, 2,4 milliards XPF, soit 8% du budget provincial** sont proposés pour accentuer notre politique de préservation des espaces naturels, forêts, montagnes, littoraux, océans dont la biodiversité est un trésor inestimable. La substitution de la société du gaspillage et du tout-jetable par du ré-emploi, de la réparation, du recyclage est poursuivie car cette démarche crée de l'activité et donc du pouvoir d'achat. Il est donc proposé les opérations suivantes sur 2024 :

→ les programmes d'investissement :

- 921 millions XPF pour l'environnement dont 362 millions XPF pour des aménagements au domaine de Déva à Bourail, 152 millions XPF pour des études et travaux d'aménagement au parc provincial de la rivière Bleue à Yaté, 105 millions XPF pour les travaux de lutte contre l'érosion à l'îlot Amédée, 86 millions XPF pour la conservation et la gestion de la biodiversité, 75 millions XPF pour le parc provincial des grandes fougères à Farino, Moindou et Sarraméa et 35 millions XPF pour la gestion des déchets ;
- 653 millions XPF pour les ZIZA et ZAC dont 450 millions XPF de subvention d'équilibre en faveur de la SECAL au titre des ZAC de Dumbéa-sur-Mer et Panda et 203 millions XPF pour la poursuite de la création d'une zone d'activité dédiée aux initiatives de recyclage et de réemploi (écopôle) financée par l'Etat au travers du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) à Nouméa ;
- 75 millions XPF pour un prêt en faveur de la SEM Sud Forêt afin de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle de sylviculture ;
- 61 millions XPF pour l'urbanisme dont 53 millions XPF pour la gestion des déchets inertes (centre de Koutio-Koueta à Nouméa) et 5 millions XPF pour des études sur la valorisation des îlots de Moindou

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 645 millions XPF pour les actions en faveur de l'environnement, dont 270 millions XPF pour le soutien aux organismes publics et privés (communes et associations) ;
- 106 millions XPF pour le développement forestier dont 85 millions XPF pour le soutien aux organismes publics et privés.

→ Le développement du territoire de la province Sud :

**2,1 milliard XPF, soit 7% du budget provincial** pour permettre une visibilité et une stabilité des soutiens aux programmes d'équipements et d'interventions des communes de la province Sud dont 170 millions XPF concernent des opérations contractualisées avec l'Etat et les communes.

→ les programmes d'investissement :

- 793 millions XPF pour l'équipement général dont 733 millions XPF de crédits non ventilés et destinés à abonder les opérations de ce programme selon leur avancement et les justifications présentées par les communes ;
- 435 millions XPF de travaux en maîtrise d'ouvrage déléguée dont 415 millions XPF pour la réfection de la RM10-RM12 à Yaté et 15 millions XPF pour la réfection de la route municipale 22 à Farino ;
- 232 millions XPF pour l'enseignement dont 231 millions XPF pour le confort thermique et phonique des écoles primaires ;
- 200 millions XPF pour les équipements en faveur de la qualité de vie et la tranquillité publique ;
- 191 millions XPF pour les programmes d'aménagement et environnement dont 176 millions XPF au titre des opérations contractualisées avec l'Etat et les communes ;
- 187 millions XPF de travaux pour le compte de tiers dont 80 millions XPF pour la restructuration du site de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) à Nouméa et 77 millions XPF pour la restauration écologique de la côte oubliée à Boulouparis, Dumbéa, Païta, Thio et Yaté ;
- 111 millions XPF pour les infrastructures, transports et communication ;

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 167 millions XPF de crédits de paiement sont proposés pour les actions en faveur de la qualité de vie et la tranquillité publique.

En complément du programme d'équipement vu précédemment, cette enveloppe de fonctionnement est essentiellement consacrée aux actions menées par les communes dans leurs missions de protection, de tranquillité publique et de surveillance.

→ **Les services publics provinciaux :**

**1,9 milliard XPF, soit 7% du budget provincial**, relèvent de crédits destinés à l'équipement et aux interventions de l'administration pour garantir des services publics de proximité efficace et de qualité qui répondent aux besoins des habitants de la province Sud. Ainsi, se retrouvent sur ce programme :

→ les programmes d'investissement :

- 427 millions XPF pour le renouvellement de l'équipement informatique et automobile ;
- 378 millions XPF pour la finalisation de la construction du pôle technique de la Vallée du Tir à Nouméa ;
- 208 millions XPF pour des travaux de réfection sur les bâtiments administratifs ;
- 200 millions XPF pour les projets retenus dans le cadre du budget participatif pour l'année 2024 ;
- 100 millions XPF pour la poursuite des travaux de rénovation de l'hôtel de la province Sud à Nouméa ;
- 79 millions XPF pour des travaux de réfection sur les logements administratifs ;
- 34 millions XPF pour l'acquisition d'équipements, mobiliers et matériels de bureau ;
- 30 millions XPF pour l'amélioration de la conception énergétique des bâtiments provinciaux.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 170 millions XPF pour les actions de communication de la collectivité ;
- 22 millions XPF pour la gestion des débits de boissons ;
- 22 millions XPF pour des formations spécifiques en faveur du personnel provincial.

→ **Les activités de jeunesse, culturelles, sportives et de loisirs :**

**Ensuite, 1,6 milliard XPF, soit 6% du budget**, sont proposés pour l'avenir de notre jeunesse, le rayonnement culturel de la collectivité et la sauvegarde du patrimoine qui est notre identité, notre héritage, notre histoire.

Le développement de la pratique sportive qui donne sa chance à tous est également poursuivi, notamment au travers des Jeux Olympiques et paralympiques de 2024 en tant qu'accélérateur de l'activité physique dans notre pays.

→ les programmes d'investissement :

- 239 millions XPF pour la culture dont 175 millions XPF pour la poursuite des travaux de la maison de Wallis-et-Futuna à Nouméa-Magenta et 49 millions XPF au titre du fonds de soutien aux productions audiovisuelles et cinématographiques ;

- 158 millions XPF pour les sports, dont 100 millions XPF pour l'aménagement de pistes de BMX, aux boucles de Tina à Nouméa, labellisées Fédération Française de Cyclisme adaptée au développement du BMX et à l'organisation de championnats de niveau local, régional, national et international, 23 millions XPF pour les sentiers de randonnées, 13 millions XPF pour la participation à l'acquisition d'équipements sportifs par les comités provinciaux et associations et 9 millions XPF pour l'aménagement du stade PLGC à Nouméa ;
- 121 millions XPF pour le patrimoine avec 58 millions XPF pour des actions de sauvegarde, de restauration et de protection de patrimoine, 15 millions XPF pour la boulangerie de Nouville à Nouméa, 14 millions XPF pour le château Hagen à Nouméa et 11 millions XPF pour la restauration des bâtiments historiques provinciaux ;
- 53 millions XPF pour la jeunesse dont 31 millions XPF pour la 2<sup>ème</sup> phase de travaux du dispositif de séjours de rupture de Néméara à Bourail et 17 millions XPF pour l'aménagement et l'équipement du centre d'accueil de Poé (CAP) à Bourail.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 612 millions XPF pour certaines des actions en faveur de la jeunesse dont 218 millions XPF pour le soutien aux associations ;
- 188 millions XPF pour la poursuite du dispositif « clic & mouv » tout en proposant, en 2024 l'extension du dispositif aux enfants âgés de 5 à 11 ans afin d'aider les familles à financer l'accès en centre de vacances et de loisirs habilités et ce, uniquement durant les vacances d'été. Les jeunes de 11-15 ans, déjà détenteurs du porte-monnaie « clic & mouv » auront également accès à cette offre.
- 66 millions XPF pour le centre d'accueil (CAP) de Poé à Bourail, 50 millions XPF pour un plan d'action en faveur de la jeunesse dans le cadre des appels à projets auprès des communes et 23 millions XPF pour l'espace jeune provincial au quai Ferry à Nouméa ;
- 170 millions XPF pour les sports, dont 104 millions XPF pour le soutien aux associations, 20 millions XPF pour les sentiers de randonnées, 15 millions XPF pour les boucles de Tina et 5 million XPF pour le centre des activités nautiques (CAN) tous deux situés à Nouméa ;
- 164 millions XPF pour des actions culturelles dont 108 millions XPF pour le soutien aux organismes à vocation culturelle et 16 millions XPF pour la formation artistique ;
- 104 millions XPF pour le patrimoine avec 43 millions XPF au titre du soutien aux associations, 22 millions XPF pour le château Hagen à Nouméa et 21 millions XPF pour l'archéologie.

\* \* \*

Pour le reste, les propositions vont intéresser le fonctionnement général de la collectivité (rémunérations du personnel, indemnités des élus, fonctionnement des services) et les mouvements financiers (remboursement de la dette, de la ligne de trésorerie et dépenses de gestion financière).

## Le budget primitif par section

Les mouvements réels établis à hauteur de 56,8 milliards XPF doivent être complétés des opérations d'ordre (*reclassements comptables qui ne donnent lieu à aucune décaisse ou encaisse effectives*).

Ainsi complété, le budget primitif pour l'exercice 2024 est arrêté, en mouvements budgétaires, à 68,5 milliards XPF répartis comme suit par section du budget :

### *Répartition par section budgétaire*

budget primitif 2024 <i>en millions XPF</i>	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Budget global		
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	%
<b>1 - DEPENSES</b>							
Investissements		12 100				12 100	21%
Interventions et subventions				17 346		17 346	31%
Personnel et Elus				22 105		22 105	39%
Fonc des sces				1 526		1 526	3%
Mvts financiers				437		437	1%
Annuité		2 665		648		3 313	6%
<b>2 - RECETTES</b>							
Fiscalité de répartition	1 672		26 909		28 581		50%
Fiscalité additionnelle			8 270		8 270		15%
Dotations de l'Etat	2 253		5 873		8 126		14%
Dotations de la NC	214		2 386		2 599		5%
Recettes des sces	282		488		770		1%
Recouvrements divers	144		838		981		2%
Emprunts	7 500				7 500		13%
<b>Mouvements réels</b>	<b>12 065</b>	<b>14 765</b>	<b>44 762</b>	<b>42 062</b>	<b>56 827</b>	<b>56 827</b>	
<b>Mvts d'ordre</b>	<b>7 820</b>	<b>5 120</b>	<b>3 810</b>	<b>6 510</b>	<b>11 630</b>	<b>11 630</b>	
<b>Total</b>	<b>19 885</b>	<b>19 885</b>	<b>48 572</b>	<b>48 572</b>	<b>68 457</b>	<b>68 457</b>	

Telles sont résumées, les principales orientations du projet de budget primitif que j'ai l'honneur de vous soumettre.

# TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT

## CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES

En mouvements réels, les ressources du budget primitif 2024 s'élèvent à **56,8 milliards XPF**, en hausse de 1,6 milliard XPF par rapport aux recettes du budget primitif 2023 (+3%).

En section d'investissement, les recettes sont stables avec une augmentation de la ressource externe d'emprunt et une diminution des dotations sur opérations contractualisées.

En section de fonctionnement, la hausse (+3%) s'explique essentiellement par la fiscalité (+1,040 milliard XPF) et les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie (+733,9 millions XPF).

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par critère :

CRITERE	BP 2024		Total BP 2024	BP 2023		Total BP 2023	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
DOTATIONS LEGALES NC	1 672 000 000	26 908 750 000	<b>28 580 750 000</b>	1 626 400 000	26 174 875 000	27 801 275 000	3%	3%	3%
FISCALITE	0	8 270 000 000	<b>8 270 000 000</b>	0	7 230 000 000	7 230 000 000	.	14%	14%
EMPRUNTS	7 500 000 000	0	<b>7 500 000 000</b>	7 000 000 000	0	7 000 000 000	7%	.	7%
DOTATIONS LEGALES ETAT	978 000 000	5 849 000 000	<b>6 827 000 000</b>	997 000 000	5 850 000 000	6 847 000 000	-2%	0%	0%
DOTATIONS NC	213 756 846	2 385 661 312	<b>2 599 418 158</b>	225 446 058	2 380 808 408	2 606 254 466	-5%	0%	0%
DOTATIONS - OPC	961 249 111	0	<b>961 249 111</b>	1 513 311 989	220 504 050	1 733 816 039	-36%	-100%	-45%
RECETTES DES SCES	282 000 000	487 685 151	<b>769 685 151</b>	344 000 000	532 773 000	876 773 000	-18%	-8%	-12%
RECOUV. & PARTICIPAT. DIV.	92 200 000	651 372 498	<b>743 572 498</b>	71 844 666	606 344 696	678 189 362	28%	7%	10%
DOTATIONS ETAT	313 949 700	23 588 599	<b>337 538 299</b>	205 372 450	5 500 000	210 872 450	53%	329%	60%
DOTATIONS COMMUNES	2 000 000	117 270 000	<b>119 270 000</b>	2 000 000	117 270 000	119 270 000	0%	0%	0%
MVTS FINANCIERS	49 500 000	69 000 000	<b>118 500 000</b>	94 000 000	69 000 000	163 000 000	-47%	0%	-27%
<b>TOTAL</b>	<b>12 064 655 657</b>	<b>44 762 327 560</b>	<b>56 826 983 217</b>	<b>12 079 375 163</b>	<b>43 187 075 154</b>	<b>55 266 450 317</b>	<b>0%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>

## SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement comprennent l'ensemble des ressources réelles de la province, hors emprunts.

Pour 2024, elles s'élèvent à **4,565 milliards XPF** répartis comme suit par provenance :

CRITERE	BP 2024	BP 2023	variation	
			valeur	%
DOTATIONS LEGALES NC	<b>1 672 000 000</b>	1 626 400 000	45 600 000	3%
DOTATIONS LEGALES ETAT	<b>978 000 000</b>	997 000 000	-19 000 000	-2%
DOTATIONS - OPC	<b>961 249 111</b>	1 513 311 989	-552 062 878	-36%
DOTATIONS ETAT	<b>313 949 700</b>	205 372 450	108 577 250	53%
DOTATIONS NC	<b>213 756 846</b>	225 446 058	-11 689 212	-5%
RECETTES DES SCES	<b>282 000 000</b>	344 000 000	-62 000 000	-18%
MVTS FINANCIERS	<b>49 500 000</b>	94 000 000	-44 500 000	-47%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	<b>92 200 000</b>	71 844 666	20 355 334	28%
DOTATIONS COMMUNES	<b>2 000 000</b>	2 000 000	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>4 564 655 657</b>	<b>5 079 375 163</b>	<b>-514 719 506</b>	<b>-10%</b>

### A. LES DOTATIONS LEGALES

#### 1.1. La Dotation Globale d'Équipement de la Nouvelle-Calédonie (DGE NC)

La dotation globale d'équipement est définie par l'article 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie puis est répartie entre les trois provinces dont 40% pour la province Sud du fait de la clé de répartition.

Pour 2024, elle est fixée à **1,672 milliard XPF**.

#### 1.2. La Dotation Globale de Construction et d'Équipement des Collèges publics (DGCEC Etat)

Cette dotation en provenance de l'Etat est fixée par l'article 181-IV de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle évolue en fonction du projet de loi de finances.

Pour 2024, elle est fixée à **978 millions XPF** correspondant à celle de 2023.

## **B. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES**

Ces dotations représentent les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et des communes dans le cadre des contrats de développement (CD) 2017-2023 et inter-collectivité (CI) 2017-2023 ayant un solde d'exécution en 2024, des appels à projet (AAP), du fonds vert (FV) et du fonds exceptionnel d'investissement (FEI) Pour 2024, ces ressources s'élèvent à **961,2 millions XPF** en section d'investissement. Le financement par programme se présente comme suit :

### **2.1. Le réseau routier**

Les participations s'élèvent à **224,5 millions XPF** comprenant :

- la sécurisation des talus pour 114,9 millions XPF dont 63 millions XPF pour la liaison Sarraméa – Canala et 51,9 millions XPF pour les talus du parcours du cœur au Mont-Dore
- la reconstruction des ouvrages d'arts pour 79,7 millions XPF dont 40 millions XPF pour le pont de Kouergoa à Boulouparis et 39,7 millions XPF pour le pont de Thio
- l'amélioration de la liaison Thio – Canala pour 29,8 millions XPF

### **2.2. L'habitat social**

Les participations s'élèvent à **205,5 millions XPF** comprenant :

- l'aide à l'habitat groupé pour 199,5 millions XPF
- les études stratégiques liées à l'habitat social pour 6 millions XPF

### **2.3. Les collèges publics**

Les participations s'élèvent à **188,1 millions XPF** comprenant :

- la poursuite de la mise en place du cartable numérique pour les collégiens pour 121,9 millions XPF
- les travaux de sécurisation des collèges publics pour 66,2 millions XPF

### **2.4. L'environnement**

Les participations s'élèvent à **108,6 millions XPF** comprenant :

- la construction des bâtiments de l'espace culturel de Déva à Bourail pour 101,1 millions XPF
- le diagnostic des mangroves de Rivière Salée et de Ducos à Nouméa pour 7,5 millions XPF

### **2.5. Les travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée**

Les participations s'élèvent à **105,9 millions XPF** comprenant :

- la reconstruction du bâtiment de la FOL à Nouméa pour 64,5 millions XPF
- la restauration des sites dégradés de la côte oubliée entre Thio et Yaté pour 38,5 millions XPF
- le plan de prévention des feux de forêts pour 3 millions XPF

### **2.6. L'enseignement privé**

Les participations s'élèvent à **103,3 millions XPF** pour le soutien aux investissements de la direction diocésaine de l'enseignement privé.

### **2.7. La santé publique**

Les participations s'élèvent à **25,3 millions XPF** pour la construction de la maison de santé à Bourail.

## **C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT**

Les participations de l'Etat sur des opérations spécifiques s'élèvent à **313,9 millions XPF** répartis sur les programmes suivants :

### **3.1. Le réseau routier**

Les participations s'élèvent à **195 millions XPF** comprenant :

- l'aménagement de pistes cyclables entre la RP14-route de Magenta et la VDE à Nouméa pour 105,4 millions XPF
- le doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord pour 71,7 millions XPF
- la sécurisation des talus pour 17,9 millions XPF

### **3.2. Les sports**

Les participations s'élèvent à **89,5 millions XPF** pour la création de pistes BMX sur le site de Tina à Nouméa labélisée par la fédération française de cyclisme (FFC)

### **3.3. Les infrastructures et le transport aérien**

Les participations s'élèvent à **21,6 millions XPF** pour la rénovation et l'extension de l'aérodrome de Moué à l'Ile des Pins.

### **3.4. L'environnement**

Les participations s'élèvent à **7,8 millions XPF** en provenance de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) au titre de la restauration de la forêt sèche à Ko We Kara et Sainte-Marie à Nouméa

## **D. LES RECETTES DES SERVICES**

**282 millions XPF** de recettes des services comprennent :

- 178 millions XPF de cessions de logements
- 75 millions XPF de cessions de terrains
- 15 millions XPF de cessions de véhicules et matériels réformés
- 14 millions XPF de vente de bovins et d'ovins

## **E. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE**

**213,7 millions XPF** de recettes comprenant :

- 180,3 millions XPF de recettes pour la participation au doublement des voies et à la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord
- 33,4 millions XPF pour des actions d'amélioration de la conception énergétique des bâtiments provinciaux en partenariat avec l'Agence Calédonienne de l'Energie (ACE) et la direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM) de la Nouvelle-Calédonie.

## **F. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES**

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent **92,2 millions XPF** répartis sur les programmes ci-après :

### **6.1. Le réseau routier**

**82,2 millions XPF** de participations dont 81,2 millions XPF de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) pour la reconstruction du pont de Thio et 1 million XPF de la société Eau et Electricité de Calédonie (EEC) pour l'aménagement de la RP14-route de Magenta à Nouméa

### **6.2. Les équipements communaux**

**10 millions XPF** de participations de l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) pour la réalisation d'un quai d'apport volontaire sur la ZAC Panda à Dumbéa

## **G. LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

**49,5 millions XPF** de recettes comprenant :

- 45 millions XPF de remboursements d'avances dans le cadre des aides à l'accession au logement social
- 4,5 millions XPF pour le remboursement des cautionnements versés

## **H. LES DOTATIONS DES COMMUNES**

**2 millions XPF** de participations de la commune de Bourail aux travaux de cartographie.



## SECTION 2 - LA DETTE

### **A. L'ENCOURS DE DETTE**

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2024 s'établit à **22,4 milliards XPF** soit 51% des recettes de fonctionnement.

Les emprunts à taux fixe représentent 78% de cet encours et ceux à taux indexé, 22%. Cet encours est décomposé comme suit par établissement prêteur :

▪ AFD	13,535 milliards XPF
▪ BDT	4,113 milliards XPF
▪ BNC	3,255 milliards XPF
▪ CFFL	540 millions XPF
▪ SGCB	581 millions XPF
▪ BCI	387 millions XPF

Pour mémoire, aucun emprunt n'a été souscrit en 2023.

En effet, la collectivité a pris l'option de lisser sur deux exercices les emprunts mobilisés fin 2022 à hauteur de 4,1 milliards XPF. Cette option a pour effet de maintenir la moyenne annuelle des mobilisations aux alentours de 2,6 milliards XPF et permettra ainsi de réduire l'encours de dette de 11% en passant de 25,1 milliards XPF à 22,4 milliards XPF.

### **B. L'EMPRUNT 2024**

Les investissements 2024 sont financés, en partie, par une ressource externe d'emprunt de **7,5 milliards XPF**, en augmentation de 500 millions XPF par rapport au budget primitif 2023 mais le niveau réel de souscription ne sera déterminé qu'en cours d'exercice.

En 2024, ces ressources externes d'emprunt financent 62% des investissements directs.

Au BP 2023, les emprunts ont financé les investissements directs à hauteur de 58 %. Les ajustements effectués sur l'emprunt au BS 2023 ont permis d'annuler l'emprunt et de financer l'intégralité des investissements sur fonds propres au regard du volume emprunté en 2022.

### SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

De BP à BP, les ressources globales de la section sont en hausse de 1,575 milliard XPF soit +4%. Cette augmentation s'explique principalement par la fiscalité (+1,040 milliard XPF) et la dotation légale 2024 en provenance de la Nouvelle-Calédonie (+733,8 millions XPF).

Les recettes directes du budget 2024 s'élèvent à **44,762 milliards XPF** répartis comme suit :

CRITERE	BP 2024	BP 2023	variation	
			valeur	%
DOTATIONS LEGALES NC	<b>26 908 750 000</b>	26 174 875 000	733 875 000	3%
DOTATIONS LEGALES ETAT	<b>5 849 000 000</b>	5 850 000 000	-1 000 000	0%
FISCALITE	<b>8 270 000 000</b>	7 230 000 000	1 040 000 000	14%
DOTATIONS NC	<b>2 385 661 312</b>	2 380 808 408	4 852 904	0%
RECETTES DES SCES	<b>487 685 151</b>	532 773 000	-45 087 849	-8%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	<b>651 372 498</b>	606 344 696	45 027 802	7%
DOTATIONS - OPC	<b>0</b>	220 504 050	-220 504 050	-100%
DOTATIONS COMMUNES	<b>117 270 000</b>	117 270 000	0	0%
MVTS FINANCIERS	<b>69 000 000</b>	69 000 000	0	0%
DOTATIONS ETAT	<b>23 588 599</b>	5 500 000	18 088 599	329%
<b>TOTAL</b>	<b>44 762 327 560</b>	<b>43 187 075 154</b>	<b>1 575 252 406</b>	<b>4%</b>

#### A. LES DOTATIONS LEGALES

##### 1.1. La dotation globale de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie (DGF NC)

La DGF NC est définie par l'article 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. De 2003 à 2013, cette quote-part a été portée à 53,5%. Depuis 2014, la quote-part de cette dotation de fonctionnement a été ramenée à 51,5%. La DGF NC est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles et ce en raison de la clé de répartition, figée depuis 1989 et ce alors que la province Sud accueille aujourd'hui 74,8% de calédoniens.

Pour 2024, elle est donc estimée à **26,908 milliards XPF**.

##### 1.2. La dotation globale de fonctionnement de l'Etat (DGF Etat)

Cette dotation est fixée par l'article 181-III de la loi organique modifiée n° 99-209. Son évolution annuelle suit celle des dotations attribuées par l'Etat aux collectivités locales de Métropole.

Pour 2024, il est proposé une inscription à hauteur de **5,849 milliards XPF** correspondant à une reconduction de la dotation prévue d'être perçue pour l'exercice 2023.

#### B. LA FISCALITE

La fiscalité représente le second poste de recettes de la section. Elle est constituée de centimes additionnels aux impôts locaux et de taxes provinciales. Pour 2024, le rendement est estimé à **8,270 milliards XPF**.

OPERATION	BP 2024	BP 2023
TAXE SUR LE PRODUIT DES JEUX	<b>2 250 000 000</b>	1 900 000 000
PATENTES	<b>1 795 000 000</b>	1 400 000 000
DROIT D'ENREGISTREMENT	<b>1 750 000 000</b>	1 400 000 000
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	<b>1 120 000 000</b>	1 200 000 000
IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES	<b>700 000 000</b>	750 000 000
CONTRIBUTION FONCIERE	<b>580 000 000</b>	500 000 000
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	<b>55 000 000</b>	60 000 000
COURSES HIPPIQUES - PMU	<b>20 000 000</b>	20 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>8 270 000 000</b>	<b>7 230 000 000</b>

### **2.1. Les centimes additionnels à la taxe sur les spectacles et le produit des jeux**

Créés par la loi de pays 2015-2 du 19 mars 2015 et fixés par délibération APS n°5-2015 modifiant la délibération n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 100 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie. Pour 2024, leur rendement est prévu à hauteur de **2,250 milliards XPF**, en hausse de 350 millions XPF (+18%).

### **2.2. Les centimes additionnels aux patentes**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990. Depuis 2010, ils sont passés de 15 à 30 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2024, leur rendement est prévu à **1,795 milliard XPF**, en hausse de 395 millions XPF (+28%), conformément à l'arrêté n°2023-6760/GNC-Pr du 13 octobre 2023 rendant exécutoire le rôle général de la contribution des patentes pour l'année 2023.

### **2.3. Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2024, les recettes sont estimées à **1,750 milliard XPF**, en hausse de 350 millions XPF (+25%).

### **2.4. La taxe sur les communications téléphoniques**

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2024, son rendement est prévu à **1,12 milliard XPF**, en baisse de 80 millions XPF (-7%).

### **2.5. Les centimes additionnels à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières**

Créés depuis le 1<sup>er</sup> février 2015, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2024, leur rendement est prévu à **700 millions XPF**, en baisse de 50 millions XPF (-7%).

### **2.6. Les centimes additionnels à la contribution foncière**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes. Depuis 2010, cette quote-part a été relevée à son maximum passant ainsi de 10 à 30 centimes.

Les recettes 2024 sont estimées à **580 millions XPF**, en hausse de 80 millions XPF (+16%).

### **2.7. Les centimes additionnels aux licences et débit de boissons**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.

Les recettes 2024 sont estimées à **55 millions XPF**, en baisse de 5 millions XPF (-8%).

### **2.8. La taxe sur les activités liées au Pari Mutuel Urbain (PMU)**

Instauré en 2013 par la loi de pays n° 2013-3 du 4 juin 2013, leur taux a été fixé par délibération du Congrès n°278 du 13 juin 2013 à 20% du produit brut des jeux issus de l'activité du Pari mutuel urbain (PMU) en Nouvelle-Calédonie.

Les recettes 2024 sont estimées à **20 millions XPF**, identique à 2023.

## C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Les dotations spécifiques versées par la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à **2,385 milliards XPF** répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME - OPERATION	BP 2024	BP 2023	var %
AIDE AUX PERSONNES AGEES	789 452 904	840 000 000	-6%
PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	680 000 000	680 000 000	0%
DELEGATION EN MATIERE SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE	55 000 000	55 000 000	0%
DELEGATION PETITE ENFANCE	25 000 000	25 000 000	0%
RAPPEL A LA RESPONSABILITE PARENTALE	6 000 000	6 000 000	0%
<b>. MEDICO-SOCIAL</b>	<b>1 555 452 904</b>	<b>1 606 000 000</b>	<b>-3%</b>
PLACEMENT FORMATION DEMANDEURS D'EMPLOI	427 500 000	427 500 000	0%
<b>. EMPLOI</b>	<b>427 500 000</b>	<b>427 500 000</b>	<b>0%</b>
SANTE SCOLAIRE	130 000 000	150 000 000	-13%
DEPISTAGE	59 000 000	59 000 000	0%
<b>. SANTE PUBLIQUE</b>	<b>189 000 000</b>	<b>209 000 000</b>	<b>-10%</b>
PROG NC-ENTRETIEN DES ROUTES TERRITORIALES	145 000 000	114 000 000	27%
<b>. RESEAU ROUTIER</b>	<b>145 000 000</b>	<b>114 000 000</b>	<b>27%</b>
GESTION DES DECHETS	38 000 000	0	.
<b>. ENVIRONNEMENT</b>	<b>38 000 000</b>	<b>0</b>	<b>.</b>
CONTROLE DES CVL	17 000 000	17 000 000	0%
<b>. JEUNESSE</b>	<b>17 000 000</b>	<b>17 000 000</b>	<b>0%</b>
MASSE SALARIALE	7 308 408	7 308 408	0%
AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	6 400 000	0	.
<b>. ADMINISTRATION</b>	<b>13 708 408</b>	<b>7 308 408</b>	<b>88%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 385 661 312</b>	<b>2 380 808 408</b>	<b>0%</b>

### 3.1. Le secteur médico-social

Les recettes de ce programme s'élèvent à **1,555 milliard XPF** comprenant :

- 789 millions XPF au titre de la participation partielle de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour les personnes âgées, contre 1,4 milliard XPF de dépenses
- 680 millions XPF pour le remboursement des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les foyers et les familles d'accueil
- 55 millions XPF au titre de la délégation de compétence de l'action sociale et médico-sociale
- 25 millions XPF pour la délégation relative à la petite enfance
- 6 millions XPF pour le rappel à la responsabilité parentale

### 3.2. L'emploi

**427,5 millions XPF** au titre de la participation partielle de la Nouvelle-Calédonie au programme de placement des demandeurs d'emplois.

### 3.3. La santé publique

**189 millions XPF** comprenant :

- 130 millions XPF pour la santé scolaire,
- 59 millions XPF pour des actions de dépistage et de suivi du VIH et de la tuberculose.

### 3.4. Le réseau routier

**145 millions XPF** pour l'entretien de la voirie territoriale, délégué à la province Sud par la Nouvelle-Calédonie, montant largement insuffisant.

### 3.5. L'environnement

**38 millions XPF** au titre de la taxe de soutien aux actions de lutte contre les pollutions comprenant :

- 23 millions XPF pour la gestion des médicaments non utilisés,
- 15 millions XPF pour la gestion des navires hors d'usage.

### 3.6. La jeunesse

**17 millions XPF** versés par la Nouvelle-Calédonie pour le contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL) délégué à la province Sud par convention depuis 2007.

### 3.7. L'administration

13,7 millions XPF comprenant :

- 7,3 millions XPF pour la gestion du fonds de soutien à la production audiovisuelle
- 6,4 millions XPF pour des actions de maîtrise de l'énergie.

## D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent à **651,4 millions XPF** répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME - OPERATION	BP 2024	BP 2023	var %
CAFAT - LIQUIDATIONS DEPENSES DE SANTE	430 000 000	430 000 000	0%
<b>. AIDE MEDICALE</b>	<b>430 000 000</b>	<b>430 000 000</b>	<b>0%</b>
DESSERTTE MARITIME ILE DES PINS	130 000 000	125 000 000	4%
<b>. INFRA &amp; TRSPRT - MARITIME</b>	<b>130 000 000</b>	<b>125 000 000</b>	<b>4%</b>
TENUE COMMUNE DANS LES ECOLES PRIMAIRES PSUD	50 000 000	0	.
<b>. VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>.</b>
COMPLEMENT BOURSE PENSION	8 902 112	6 070 000	47%
BOURSES - IP DEMI-PENSION	6 558 214	0	.
BOURSES - IP PENSION	4 697 763	0	.
COMPLEMENT BOURSES - DEMI-PENSION	2 894 409	5 470 000	-47%
<b>. ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>23 052 498</b>	<b>11 540 000</b>	<b>100%</b>
OPERATIONS NON VENTILEES - MEDICO SOCIAL	7 000 000	7 000 000	0%
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ACT° SANITAIRES	1 800 000	2 640 000	-32%
<b>. MEDICO-SOCIAL</b>	<b>8 800 000</b>	<b>9 640 000</b>	<b>-9%</b>
CAFAT CMS	6 000 000	6 000 000	0%
<b>. SANTE PUBLIQUE</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>0%</b>
GESTION DES DECHETS	1 450 000	4 450 000	-67%
SUBVENTIONS HCD	0	5 000 000	-100%
<b>. ENVIRONNEMENT</b>	<b>1 450 000</b>	<b>9 450 000</b>	<b>-85%</b>
AMENAGEMENTS URBAINS	900 000	0	.
<b>. URBANISME</b>	<b>900 000</b>	<b>0</b>	<b>.</b>
EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	130 000 000	125 000 000	4%
<b>. CULTURE</b>	<b>870 000</b>	<b>870 000</b>	<b>0%</b>
IDP-AERODROME DE MOUE	300 000	0	.
<b>. INFRA &amp; TRSPRT - AERIEN</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>.</b>
INSTITUTIONS	0	7 944 696	-100%
ADMINISTRATION	0	900 000	-100%
INSERTION	0	5 000 000	-100%
<b>TOTAL</b>	<b>651 372 498</b>	<b>606 344 696</b>	<b>7%</b>

#### 4.1 L'aide médicale

Les recettes s'élèvent à **430 millions XPF** de remboursements opérés par la CAFAT et les mutuelles au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale.

#### 4.2 Les infrastructures et le transport maritime

**130 millions XPF** au titre de l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des Pins.

#### 4.3 Les autres postes de recettes

**91,4 millions XPF** dont les principaux crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

- la vie scolaire et éducative 50,0 millions XPF  
pour la vente des tenues communes dans les écoles primaires, suite à la fin de la délégation de service public
- les allocations d'enseignement 23,0 millions XPF  
pour la facturation des bourses et compléments de bourses versés pour les élèves internes et demi-pensionnaires prenant leur repas dans les internats provinciaux
- le médico-social 8,8 millions XPF

dont 7 millions XPF pour les allocations et prestations familiales des enfants placés et 1,8 million XPF pour les stages de responsabilisation de prévention et de lutte contre les violences sexistes ainsi qu'au sein du couple

- la santé publique 6,0 millions XPF  
au titre du fonds de prévention du cancer du col de l'utérus
- l'environnement 1,4 million XPF  
la participation de l'ADEME à divers projets qui seront validés en cours d'année par les comités de gestion

## **E. LES RECETTES DES SERVICES**

**487,7 millions XPF** de recettes des services sont proposées, répartis sur les programmes suivants :

<b>PROGRAMME - OPERATION</b>	<b>BP 2024</b>	<b>BP 2023</b>	<b>var %</b>
DOMAINE PUBLIC MARITIME	<b>125 000 000</b>	125 000 000	0%
TERRAINS PROVINCIAUX	<b>106 560 000</b>	90 560 000	18%
IMMEUBLES - ADMINISTRATION	<b>9 300 000</b>	8 800 000	6%
KO WE KARA	<b>5 800 000</b>	5 500 000	5%
LOGEMENTS	<b>3 500 000</b>	5 000 000	-30%
PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES	<b>3 000 000</b>	4 000 000	-25%
<b>. ADMINISTRATION</b>	<b>253 160 000</b>	<b>238 860 000</b>	<b>6%</b>
GESTION GENERALE	<b>70 616 000</b>	77 600 000	-9%
<b>. INTERNATS</b>	<b>70 616 000</b>	<b>77 600 000</b>	<b>-9%</b>
SOINS CMS	<b>60 000 000</b>	35 000 000	71%
<b>. SANTE PUBLIQUE</b>	<b>60 000 000</b>	<b>35 000 000</b>	<b>71%</b>
PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	<b>20 000 000</b>	25 000 000	-20%
PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	<b>15 000 000</b>	17 000 000	-12%
AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	<b>6 000 000</b>	6 000 000	0%
AMENAGEMENT ET GESTION SITES TERRESTRES	<b>5 000 000</b>	5 000 000	0%
PARC PROVINCIAL DES GRANDES FOUGERES	<b>4 200 000</b>	4 200 000	0%
ENQUETES ICPE	<b>1 600 000</b>	1 000 000	60%
<b>. ENVIRONNEMENT</b>	<b>51 800 000</b>	<b>58 200 000</b>	<b>-11%</b>
CENTRE D'ACCUEIL DE POE	<b>24 000 000</b>	24 000 000	0%
<b>. JEUNESSE</b>	<b>24 000 000</b>	<b>24 000 000</b>	<b>0%</b>
CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	<b>10 000 000</b>	25 000 000	-60%
STADE DU PLGC	<b>900 000</b>	900 000	0%
<b>. SPORTS</b>	<b>10 900 000</b>	<b>25 900 000</b>	<b>-58%</b>
BOURSES - IP DEMI-PENSION	<b>7 742 000</b>	15 381 500	-50%
BOURSES - IP PENSION	<b>1 257 151</b>	10 111 500	-88%
<b>. ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>8 999 151</b>	<b>25 493 000</b>	<b>-65%</b>
STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	<b>6 000 000</b>	40 000 000	-85%
<b>. URBANISME</b>	<b>6 000 000</b>	<b>40 000 000</b>	<b>-85%</b>
AERODROME DE OUATOM	<b>1 470 000</b>	650 000	126%
BRL-AERODROME DE POE	<b>440 000</b>	320 000	38%
IDP-AERODROME DE MOUE	<b>300 000</b>	6 500 000	-95%
HELISTATIONS	<b>0</b>	250 000	-100%
<b>. INFRA &amp; TRSPRT - AERIEN</b>	<b>2 210 000</b>	<b>7 720 000</b>	<b>-71%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>487 685 151</b>	<b>532 773 000</b>	<b>-8%</b>

### **5.1 L'administration**

**253,2 millions XPF** qui concernent principalement :

- les redevances d'occupation du domaine public maritime 125,0 millions XPF  
dont 40 millions XPF pour l'occupation du domaine maritime par Prony Resources
- les locations de terrains 106,6 millions XPF  
dont 74 millions XPF au titre de baux sur lots industriels et 22 millions XPF  
au titre des stations-services situés sur les voies express
- les locations d'immeubles provinciaux 9,3 millions XPF

## **5.2 Les internats**

**70,6 millions XPF** pour la fourniture de repas comprenant :

- la fourniture de repas aux cantines municipales 38,5 millions XPF
- les participations des parents et des autres provinces aux frais de pensions et demi-pensions des élèves non boursiers accueillis dans les internats provinciaux de Bourail, La Foa et Dumbéa-sur-mer 32,1 millions XPF

## **5.3 La santé publique**

**60 millions XPF** pour la facturation des soins dispensés dans les centres médicaux.

## **5.4 L'environnement**

**51,2 millions XPF** comprenant essentiellement :

- les droits d'entrée, la vente de produits et les locations du parc provincial zoologique et forestier « Michel Corbasson » à Nouméa 20,0 millions XPF
- les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue à Yaté 15,0 millions XPF
- la vente d'eau brute au Sheraton de Déva à Bourail 6,0 millions XPF
- les droits d'entrée des aires aménagées du grand sud à Yaté 5,0 millions XPF
- les droits d'entrée du parc provincial des Grandes Fougères à Farino, Sarraméa et Moindou 4,2 millions XPF

## **5.5 Les autres postes de recettes**

**52,1 millions XPF** répartis sur les programmes et opérations suivantes :

- la jeunesse 24,0 millions XPF  
pour les recettes du centre d'accueil de Poé (CAP) à Bourail
- les sports 10,9 millions XPF  
dont 10 millions XPF de recettes du Centre des Activités Nautiques (CAN) à Nouméa
- les allocations d'enseignement 9,0 millions XPF  
pour la facturation des prestations de pensions et demi-pensions dans les internats de Bourail, La Foa et Dumbéa-sur-mer pour les élèves boursiers de la province Sud
- l'urbanisme 6,0 millions XPF  
pour les redevances de dépôts de déchets inertes
- les infrastructures aériennes 2,2 millions XPF

## **F. LES RECETTES DES COMMUNES**

**117,2 millions XPF** de participations des communes pour les opérations suivantes :

- l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI) 114,8 millions XPF
- la participation du centre communal d'action sociale du Mont-Dore aux frais de vacances de psychologues sur la commune 2,5 millions XPF

## **G. LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

**69 millions XPF** de recettes en provenance de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) au titre des intérêts fixes et plafonnés issus du prêt participatif de 17,11 milliards XPF.

## **H. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT**

**23,6 millions XPF** de participations spécifiques dont 20,4 millions XPF pour la santé scolaire et 3,2 millions XPF pour les stages de citoyenneté.

## CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES

Les dépenses du budget primitif 2024 en mouvements réels s'élèvent à **56,826 milliards XPF**, en hausse de 1,560 milliards XPF par rapport au budget primitif 2023 (+3%).

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par critères et section :

CRITERE	BP 2024		Total BP 2024	BP 2023		Total BP 2023	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
INV PROVINCIAUX - HCD	5 855 565 163	0	<b>5 855 565 163</b>	6 240 390 178	0	<b>6 240 390 178</b>	-6%	.	-6%
INV POUR TIERS - HCD	722 500 000	0	<b>722 500 000</b>	283 000 000	0	<b>283 000 000</b>	155%	.	155%
INV - OPC	2 346 244 463	0	<b>2 346 244 463</b>	2 775 249 538	0	<b>2 775 249 538</b>	-15%	.	-15%
PERSONNEL ET ELUS	0	22 104 550 000	<b>22 104 550 000</b>	0	21 705 842 500	<b>21 705 842 500</b>	.	2%	2%
FONC DES SCES	0	1 526 162 823	<b>1 526 162 823</b>	0	1 419 009 518	<b>1 419 009 518</b>	.	8%	8%
INTERVENTIONS - HCD	0	14 316 868 210	<b>14 316 868 210</b>	0	13 137 075 221	<b>13 137 075 221</b>	.	9%	9%
SUBVENTIONS - HCD	3 068 846 031	2 724 133 383	<b>5 792 979 414</b>	2 671 385 447	2 446 350 848	<b>5 117 736 295</b>	15%	11%	13%
INTERVENTIONS - OPC	0	305 000 000	<b>305 000 000</b>	0	433 885 163	<b>433 885 163</b>	.	-30%	-30%
MVTS FINANCIERS	106 400 000	437 313 144	<b>543 713 144</b>	186 350 000	631 311 904	<b>817 661 904</b>	-43%	-31%	-34%
EMPRUNTS	2 665 100 000	648 300 000	<b>3 313 400 000</b>	2 723 000 000	613 600 000	<b>3 336 600 000</b>	-2%	6%	-1%
<b>TOTAL</b>	<b>14 764 655 657</b>	<b>42 062 327 560</b>	<b>56 826 983 217</b>	<b>14 879 375 163</b>	<b>40 387 075 154</b>	<b>55 266 450 317</b>	<b>-1%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>

Entre 2023 et 2024, on constate que :

- les investissements directs sont stables à 12 milliards XPF,
- les dépenses de gestion augmentent de 1,640 milliard XPF (+4%) comprenant :
  - les rémunérations et charges afférentes, en hausse de 399 millions XPF (+2%),
  - le fonctionnement des services, en hausse de 107 millions XPF (+8%)
  - les interventions et subventions de fonctionnement, en augmentation de 1,329 milliard XPF (+8%),
  - les mouvements financiers, en diminution de 194 millions XPF (-31%)
- le remboursement de la dette s'élève à 3,313 milliards XPF, en baisse de 23,2 millions XPF.

En mouvements réels, la structure des dépenses 2024 se présente comme suit par grands postes :

CRITERE	BP 2024		Total BP 2024	BP 2023		Total BP 2023
	INV	FONC		INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	12 099 555 657		<b>12 099 555 657</b>	12 156 375 163		<b>12 156 375 163</b>
DEPENSES DE GESTION		41 414 027 560	<b>41 414 027 560</b>		39 773 475 154	<b>39 773 475 154</b>
Rémunérations et charges		22 104 550 000	22 104 550 000		21 705 842 500	21 705 842 500
Fonctionnement des services		1 526 162 823	1 526 162 823		1 419 009 518	1 419 009 518
Interventions et subventions		17 346 001 593	17 346 001 593		16 017 311 232	16 017 311 232
Mouvements financiers		437 313 144	437 313 144		631 311 904	631 311 904
ANNUITE DE L'EMPRUNT	2 665 100 000	648 300 000	<b>3 313 400 000</b>	2 723 000 000	613 600 000	<b>3 336 600 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 764 655 657</b>	<b>42 062 327 560</b>	<b>56 826 983 217</b>	<b>14 879 375 163</b>	<b>40 387 075 154</b>	<b>55 266 450 317</b>



## SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent l'ensemble des dépenses d'investissement à l'exception du remboursement en capital des emprunts. Ils traduisent les priorités fixées par l'exécutif.

Pour 2024, ils s'élèvent à **12,099 milliards XPF** avec la répartition suivante par programme :

PROGRAMME		BP 2024	BP 2023
07	COLLEGES PUBLICS	1 778 297 675	2 009 437 434
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	130 500 000	75 000 000
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	121 500 000	100 900 000
11	INTERNATS	101 000 000	47 654 000
01	ADMINISTRATION	7 000 000	27 400 000
<b>FONCTION 2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>2 138 297 675</b>	<b>2 260 391 434</b>
21	RESEAU ROUTIER	1 936 000 000	2 540 000 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	50 000 000	23 844 000
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	32 500 000	192 500 000
<b>FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>2 018 500 000</b>	<b>2 756 344 000</b>
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 973 210 481	1 479 082 691
<b>FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX</b>		<b>1 973 210 481</b>	<b>1 479 082 691</b>
25	ENVIRONNEMENT	921 849 626	665 780 325
27	ZIZA-ZAC	653 589 652	615 000 000
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	75 000 000	155 000 000
26	URBANISME	61 000 000	109 000 000
29	AMENAGEMENT RURAL	3 000 000	10 000 000
<b>FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>1 714 439 278</b>	<b>1 554 780 325</b>
01	ADMINISTRATION	1 500 800 000	1 608 640 000
02	INSTITUTIONS	3 000 000	1 500 000
<b>FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>1 503 800 000</b>	<b>1 610 140 000</b>
18	HABITAT SOCIAL	914 475 097	841 635 136
20	SANTE PUBLIQUE	191 500 000	191 706 780
01	ADMINISTRATION	69 700 000	39 010 000
19	MEDICO-SOCIAL	32 666 144	15 015 000
<b>FONCTION 4-SANTE-SOCIAL</b>		<b>1 208 341 241</b>	<b>1 087 366 916</b>
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	615 000 000	604 369 797
40	STATIONS PROVINCIALES	133 250 000	39 700 000
33	INSERTION	20 700 000	1 300 000
37	AGRICULTURE	12 575 300	500 000
01	ADMINISTRATION	2 000 000	4 800 000
31	EMPLOI	2 000 000	2 000 000
39	EXPANSION GENERALE	0	10 000 000
38	TOURISME	0	25 000 000
<b>FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>		<b>785 525 300</b>	<b>687 669 797</b>
14	CULTURE	239 035 250	81 000 000
15	SPORTS	157 950 000	152 370 000
13	PATRIMOINE	120 685 000	106 150 000
16	JEUNESSE	52 730 000	43 980 000
01	ADMINISTRATION	100 000	100 000
<b>FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>570 500 250</b>	<b>383 600 000</b>
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	186 941 432	337 000 000
<b>FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>		<b>186 941 432</b>	<b>337 000 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>12 099 555 657</b>	<b>12 156 375 163</b>

La répartition des propositions des crédits par type de financement se présente comme suit (en millions XPF) :

Financement	HCD	CD	AAP	CI	FV	CA	CAT50	CDT50	CCA	CCT50	CPEC
HCD	9 798										
OPC		1 282	347	205	163	94	74	62	55	15	5
<b>TOTAL</b>	<b>9 798</b>	<b>1 282</b>	<b>347</b>	<b>205</b>	<b>163</b>	<b>94</b>	<b>74</b>	<b>62</b>	<b>55</b>	<b>15</b>	<b>5</b>

HCD : opérations hors contrat.

OPC : opérations sous contrats 2015-2017, 2017-2023 et projet 2024-2027 comprenant le CD : contrat de développement, les AAP : Appel A Projets, le CI : contrat inter-collectivité, le FV : fonds vert, le CA : Contrat d'Agglomération, le CA T5.0 : Contrat d'Agglomération Trajectoire 5.0, le CD T5.0 : Contrat de Développement Trajectoire 5.0, la CCA : Convention-Cadre ADEME, CCT5.0 : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur Trajectoire 5.0 et le CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur

## A. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **2,138 milliards XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### **Programme 07 - Collèges publics**

Le programme de construction, de rénovation et d'équipements des collèges s'élève à **1,778 milliard XPF** pour l'exercice 2024 décomposé comme suit :

#### → Le matériel et l'équipement numériques

**417,3 millions XPF** de crédits comprenant :

- la poursuite de la mise en place de cartables numériques 247,8 millions XPF  
Cette opération est financée partiellement par l'Etat au titre de l'appel à projet (AAP) 2023
- l'opération « collèges numériques » 169,5 millions XPF  
dont 159,5 millions XPF pour le matériel (ordinateurs, imprimantes, vidéoprojecteurs équipements mobiles..) et 10 millions XPF pour les licences spéciales éducation.

#### → Le gros entretien, la rénovation et l'équipement des collèges

**260 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les travaux de rénovation et d'aménagement des collèges 155 millions XPF  
comprenant notamment :
  - 95 millions XPF pour les travaux de ravalement, d'étanchéité, de toiture et de charpente
  - 60 millions XPF pour divers travaux de rénovation dont notamment :
    - 14 millions XPF pour la réfection des enrobés pour l'accès au collège de Bourail et du parking pour le collège des Portes de Fer à Nouméa
    - 13 millions XPF pour l'installation de préaux aux collèges de La Foa et Baudoux à Nouméa
    - 8 millions XPF pour l'installation de pare-filets au-dessus du collège de Normandie à Nouméa
    - 7 millions XPF pour la réfection des sols des bâtiments EPS, vie scolaire et salle d'études du collège de Thio
- les travaux de sécurité et d'hygiène dans divers collèges 75 millions XPF
- la réfection des logements de fonction 20 millions XPF
- le renouvellement des équipements 10 millions XPF

#### → L'extension du collège Louise Michel à Païta

**200 millions XPF** pour porter la capacité de l'établissement à 600 élèves pour la rentrée 2024. Les travaux comprennent la création d'une extension destinée au pôle scientifique l'extension du bâtiment de restauration, la construction d'un 3<sup>ème</sup> logement de fonction, la création d'un plus grand parking pour le public et la rénovation du parking du personnel.

#### → Le plan « collèges nouvelle génération »

**150 millions XPF** pour permettre la poursuite du dispositif adopté par délibération n° 4-2022/APS du 17 février 2022 pour le versement de subventions au titre des appels à projet qui auront été, au préalable, validés par le comité de sélection et de suivi.

#### → La dotation d'équipement aux collèges publics

**135 millions XPF** de crédits de subventions répartis entre les 21 collèges pour couvrir les besoins d'équipements (mobilier, manuels scolaires...) et les menus travaux et réparations.

#### → Le collège de Boulari au Mont-Dore

**127 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- les études préalables à la rénovation globale du collège prévue en 2024 55 millions XPF

- la rénovation des Unités Localisées d'Inclusion Scolaires (ULIS) et du centre de documentation et d'information 55 millions XPF
- la reprise des désordres extérieurs 12 millions XPF

→ **Le collège de Normandie à Nouméa**

**118,5 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- les travaux de rénovation de l'établissement 65,5 millions XPF  
comprenant notamment :
  - 57,3 millions XPF pour le réaménagement des quatre salles de sciences et des deux laboratoires
  - 4,2 millions XPF pour le remplacement des jalousies
  - 4,0 millions XPF pour la remise aux normes des gardes corps
- les études nécessaires à la programmation des futurs travaux 53,0 millions XPF

→ **La sécurisation des collèges**

**106,5 millions XPF** de crédits, financés sur le CD 2017-2023 pour la finalisation de la mise en place des dispositifs de sûreté afin de réduire significativement le risque d'intrusion et les éventuelles dégradations.

Les travaux concernent les collèges de Kaméré, Rivière Salée, Normandie, Magenta situés à Nouméa, Apogoti, « Francis Carco » et Dumbéa-sur-Mer situés à Dumbéa, Boulari et Plum situés au Mont-Dore, « Gabriel Paita » situés à Païta et « La Colline » situé à Thio.

→ **Le collège de Léopold Djiet à Bourail**

**73 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- les études nécessaires à la programmation des futurs travaux 40 millions XPF
- le réaménagement partiel d'un atelier en foyer pour les élèves et l'aménagement d'une bagagerie pour les élèves internes 33 millions XPF

→ **Les autres opérations**

**191 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- le collège Francis Carco à Dumbéa 63 millions XPF  
pour les études nécessaires à la programmation des futurs travaux
- le collège de Kaméré à Nouméa 63 millions XPF  
dont 55 millions XPF d'études nécessaires à la programmation des futurs travaux
- les aménagements permettant la réalisation d'économie d'énergie 40 millions XPF  
principalement pour les installations de production d'eau chaude
- la poursuite des travaux de mise à niveau du câblage dans les collèges 25 millions XPF

## Programme 09 - Enseignement privé

**130,5 millions XPF** de crédits pour la participation aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC) et de l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE), financée au titre des appels à projet (AAP) 2023 et du CD 2017-2023.

## Programme 12 – Vie scolaire et éducative

**121,5 millions XPF** de crédits principalement pour les équipements numériques des écoles, dans le cadre de l'opération ODI qui comprend :

- l'amélioration des conditions de charge, de stockage et de sécurisation des ordinateurs portables dans les écoles 48 millions XPF
- l'extension du parc de tableaux blancs interactifs afin d'équiper l'ensemble des classes 46 millions XPF
- le renouvellement des équipements obsolètes 17 millions XPF

- les travaux de câblage 5 millions XPF
- les licences logicielles 4 millions XPF

### Programme 11 - Internats

**101 millions XPF** de crédits sont proposés pour l'aménagement et l'équipement des internats provinciaux, répartis sur les opérations suivantes :

- l'internat de La Foa 86,3 millions XPF  
dont 74 millions XPF pour le réaménagement et la mise aux normes du réfectoire
- l'internat de Bourail 10,0 millions XPF
- l'internat de la réussite Henriette Pentecost à Dumbéa 4,7 millions XPF

### Programme 01 – Administration

**7 millions XPF** dont 5 millions XPF pour l'acquisition de matériel techniques et 2 millions XPF pour divers travaux d'aménagement des locaux de la Direction de l'Education et de la Réussite (DERES).

## B. FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **2,018 milliards XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### Programme 21 - Réseau routier

**1,936 milliard XPF** dont 384 millions XPF au titre d'opérations contractualisées répartis comme suit :

Libellé de l'opération	HCD	CD	CI	CA	FV	TOTAL
DOUBLEMENT VOIES & SECU ECHANGEUR PAITA NORD	500 000 000	0	0	0	0	<b>500 000 000</b>
RENFORCEMENT RP RESEAU SUD	400 000 000	0	0	0	0	<b>400 000 000</b>
RECONSTRUCTIONS OUVRAGES D'ART	157 004 625	52 995 375	0	0	0	<b>210 000 000</b>
AMENAGEMENT DES ROUTES	80 000 000	0	125 000 000	0	0	<b>205 000 000</b>
RENFORCEMENT RP RESEAU NORD	170 000 000	0	0	0	0	<b>170 000 000</b>
SECURISATION DES TALUS	30 000 000	90 000 000	0	0	50 000 000	<b>170 000 000</b>
REPARATIONS ET CONFORMITE OUVRAGES D'ART	130 000 000	0	0	0	0	<b>130 000 000</b>
AMELIORATION DE LA DESSERTE DU SUD EST	0	50 000 000	0	0	0	<b>50 000 000</b>
SECURISATION	32 000 000	0	0	16 000 000	0	<b>48 000 000</b>
ETUDES SUR RESEAU ROUTIER	40 000 000	0	0	0	0	<b>40 000 000</b>
MATERIEL D'ENTRETIEN DE VOIRIE	12 000 000	0	0	0	0	<b>12 000 000</b>
TERRAINS - RESEAU ROUTIER	1 000 000	0	0	0	0	<b>1 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 552 004 625</b>	<b>192 995 375</b>	<b>125 000 000</b>	<b>16 000 000</b>	<b>50 000 000</b>	<b>1 936 000 000</b>

#### → Le doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta nord

**500 millions XPF** pour la poursuite des travaux de prolongement de la VE2 sur la RT1 avec doublement des voies. L'ouvrage de franchissement existant est démolé et un nouvel ouvrage sera réalisé pour permettre le doublement des voies en passage supérieur et la création de cheminements piétons en partie inférieure. Les bretelles de l'échangeur seront mises en conformité et deux giratoires seront créés.

#### → Le renforcement des routes provinciales du réseau Sud

**400 millions XPF** pour le renforcement des routes sur les tronçons suivants :

- la RP3-Route de Yaté, la section du carrefour RP3 - Madeleine 250 millions XPF
- la RP2-Route de la corniche au Mont-Dore, la section carrefour RP2 – mairie annexe 150 millions XPF

→ **La reconstruction d'ouvrages d'arts**

**210 millions XPF** de crédit comprenant

- l'achèvement des travaux de reconstruction du pont de Thio 110 millions XPF
- la construction du nouveau pont de Kouergoa à Thio 100 millions XPF

→ **L'aménagement de routes**

**205 millions XPF** de crédit comprenant :

- la poursuite des travaux de requalification de la RP10-Route de Petchekara à Thio avec la réalisation de travaux de terrassement, d'assainissement, de confortement de talus et de revêtement 125 millions XPF
- l'aménagement de la rue Gervolino sur la RP14-Route de Magenta à Nouméa pour le renforcement de la chaussée, la création de trottoirs pour les piétons, les cyclistes et la mise en place d'éclairages et de dispositifs de retenue 80 millions XPF

→ **La sécurisation des talus**

**170 millions XPF** de travaux de confortement des talus sur les voiries suivantes :

- la RP2-Route de la corniche au Mont-Dore au niveau du parcours du cœur 90 millions XPF
- la RP5-Route du col d'Amieu à Sarraméa financés à 50% par l'Etat au titre du Fonds Vert 50 millions XPF
- la RP11-Route de Yahoué à Nouméa et Mont-Dore 30 millions XPF

→ **Le renforcement des routes provinciales du réseau Nord**

**170 millions XPF** pour le renforcement de la RP10-Route de Petchekara à Thio

→ **La réparation et la mise en conformité des ouvrages d'arts**

**130 millions XPF** de crédit comprenant

- la réparation des bossages d'appui du pont de Rivière Salée sur la VE1 à Nouméa 90 millions XPF
- la réparation du pont Mission 6 sur la VDE au Mont-Dore 40 millions XPF

→ **L'amélioration de la desserte du Sud Est au Mont-Dore**

**50 millions XPF** de crédits d'études sur le projet de CD 2024-2027 pour la finalisation des études liées au projet de voie de contournement au Mont-Dore entre Boulari et le sud de la commune.

→ **La sécurisation routière**

**48 millions XPF** de travaux d'éclairage, de signalisation directionnelle, de traitement des obstacles latéraux et de sécurisation des cheminements piétonniers comprenant :

- 30 millions XPF pour la réalisation d'un cheminement piétons sur la RP1-Route du Sud au Mont-Dore au niveau de la Conception
- 11 millions XPF pour la signalisation directionnelle sur les routes provinciales
- 7 millions XPF pour la mise en conformité des dispositifs de retenue

→ **Les autres opérations**

**53 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les études préalables à la réalisation de travaux ainsi qu'un état des lieux des équipements routiers et des chaussées 40 millions XPF
- l'acquisition de divers matériels pour l'entretien de la voirie 12 millions XPF
- l'acquisition de terrains destinés à la voirie 1 million XPF

## **Programme 24 - Infrastructure & transport maritime**

**50 millions XPF** de crédits pour les infrastructures maritimes comprenant :

- la réhabilitation du wharf de l'Île Ouen au Mont-Dore 30 millions XPF

- la réfection de la rampe de mise à l'eau de Numbo à Nouméa dans le cadre du projet de pôle maritime 10 millions XPF
- la rénovation du grand wharf de Kuto à l'Ile des Pins 10 millions XPF

## Programme 22 – Infrastructure & transport aérien

32,5 millions XPF de crédits pour les infrastructures aériennes répartis sur les opérations suivantes :

### → L'aérodrome de Poé à Bourail

20 millions XPF pour la réalisation d'une clôture aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) afin de répondre notamment aux mesures de sûreté en vigueur sur cette plateforme secondaire en sécurisant la zone côté piste (ZCP) et prévenir le risque animalier.

### → L'aérodrome de Moue à l'Ile des Pins

12,5 millions XPF de crédits comprenant :

- divers travaux et aménagements 8,0 millions XPF
- l'acquisition de matériels techniques 4,5 millions XPF

## C. FONCTION 10 - L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **1,973 milliard XPF**. Ces crédits se répartissent en subventions directes pour 1,537 milliard XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 435 millions XPF.

### a. Le programme des subventions

Le tableau ci-dessous présente le détail par fonction, sous-fonction et financement :

FONCTION - SOUS-FONCTION		HCD	CA	CAT50	CCA	CCT50	CPEC	TOTAL
SERVICES GENERAUX	02	793 719 494	0	0	0	0	0	793 719 494
<b>Fonction 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>793 719 494</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>793 719 494</b>
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	21	231 615 987	0	0	0	0	0	231 615 987
<b>Fonction 2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>231 615 987</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>231 615 987</b>
AUTRES	18	100 000 000	0	0	0	0	0	100 000 000
POLICE	11	100 000 000	0	0	0	0	0	100 000 000
<b>Fonction 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>		<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200 000 000</b>
URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	76	15 000 000	66 500 911	74 374 089	0	15 000 000	0	170 875 000
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	71	0	0	0	20 000 000	0	0	20 000 000
<b>Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>15 000 000</b>	<b>66 500 911</b>	<b>74 374 089</b>	<b>20 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>0</b>	<b>190 875 000</b>
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE	81	100 000 000	11 500 000	0	0	0	0	111 500 000
<b>Fonction 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>100 000 000</b>	<b>11 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111 500 000</b>
FAMILLE ET ENFANCE	52	0	0	0	0	0	5 000 000	5 000 000
<b>Fonction 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
SPORTS	32	5 000 000	0	0	0	0	0	5 000 000
<b>Fonction 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 345 335 481</b>	<b>78 000 911</b>	<b>74 374 089</b>	<b>20 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>1 537 710 481</b>

HCD : opérations hors contrat, CA : le Contrat d'Agglomération, CA T5.0 : le Contrat d'Agglomération Trajectoire 5.0, la CCA : Convention-Cadre ADEME, le CCT5.0 : le Contrat de convergence Trajectoire 5.0 et le CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur.

### → L'administration générale

793,7 millions XPF de crédits répartis comme suit par opérations, bénéficiaires et type de financement.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CA	CAT50	CCA	CCT50	CPEC	TOTAL
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON DEFINIS	733 719 494						733 719 494
FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES	DUMBEA	60 000 000						60 000 000
<b>SERVICES GENERAUX</b>		<b>793 719 494</b>						<b>793 719 494</b>
<b>Fonction 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>793 719 494</b>						<b>793 719 494</b>

→ **L'enseignement**

**231,60 millions XPF** de crédits répartis comme suit par opérations, bénéficiaires et type de financement.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CA	CAT50	CCA	CCT50	CPEC	TOTAL
CONFORT THERMIQUE DANS LES ECOLES	NOUMEA	143 828 540						143 828 540
	MONT-DORE	48 450 000						48 450 000
	DUMBEA	39 337 447						39 337 447
<b>. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>		<b>231 615 987</b>						<b>231 615 987</b>
<b>Fonction 2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>231 615 987</b>						<b>231 615 987</b>

→ **La sécurité et l'ordre public**

**200 millions XPF** de crédits pour une participation aux programmes communaux de renforcement de la sécurité et de la lutte contre la délinquance.

→ **L'aménagement et environnement**

**190,9 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit par secteur :

- l'urbanisme, le logement et les espaces publics  
dont 155,8 millions XPF sur opérations contractualisés 170,9 millions XPF
- la gestion des déchets et la lutte contre les pollutions, en totalité sur contrat 20,0 millions XPF

Le détail des opérations, bénéficiaires et type de financement est présenté dans le tableau ci-dessous.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CA	CAT50	CCA	CCT50	TOTAL
AMENAGEMENT DU FRONT DE MER DE L'ANSE VATA	NOUMEA		29 452 083	40 875 000			70 327 083
DEVELOPPEMENT PHOTOVOLTAIQUES SUR BATIMENTS PUBLICS	MONT-DORE			24 499 089			24 499 089
TROTTOIRS & NOUVEAU RESEAU CENTRE-VILLE, QUARTIERS NORD & SUD	NOUMEA		21 360 685				21 360 685
PUD - ELABORATION ET REVISION	MONT-DORE	6 500 000					6 500 000
	LA FOA	4 500 000					4 500 000
	PAITA	1 500 000					1 500 000
	FARINO	1 000 000					1 000 000
	BOURAIL	500 000					500 000
	BOULOUPARIS	500 000					500 000
	DUMBEA	500 000					500 000
CONSTRUCTION D'UN MARCHÉ MUNICIPAL	LA FOA					11 850 000	11 850 000
AMENAGEMENTS DURABLES TRAME VERTE	DUMBEA		9 060 000				9 060 000
CENTRE 1ERE INTERVENTION & POSTE AVANCE POLICE MUNICIPAL. TONTOUTA	PAITA			9 000 000			9 000 000
AMENAGEMENT DE LA PROMENADE JULES RENARD	DUMBEA		6 628 143				6 628 143
AMENAGEMENT WHARF BOURAKE & CREATION BASE NAUTIQUE	BOULOUPARIS					3 150 000	3 150 000
<b>. URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS</b>		<b>15 000 000</b>	<b>66 500 911</b>	<b>74 374 089</b>		<b>15 000 000</b>	<b>170 875 000</b>
QUAI D'APPORT VOLONTAIRE ZAC PANDA	PAITA				20 000 000		20 000 000
<b>. GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS</b>					<b>20 000 000</b>		<b>20 000 000</b>
<b>Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>15 000 000</b>	<b>66 500 911</b>	<b>74 374 089</b>	<b>20 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>190 875 000</b>

→ **Les transports et communication**

**111,5 millions XPF** de crédits pour les voiries communales décomposés comme suit par opération, bénéficiaire et type de financement :

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CA	CAT50	CCA	CCT50	CPEC	TOTAL
RENFORCEMENT ROUTE DU LITTORAL	PAITA	100 000 000						100 000 000
AMENGT VOIRIES TRANSP. EN COMMUN HORS MO PVS	NOUMEA		11 500 000					11 500 000
<b>. INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE</b>		<b>100 000 000</b>	<b>11 500 000</b>					<b>111 500 000</b>
<b>Fonction 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>100 000 000</b>	<b>11 500 000</b>					<b>111 500 000</b>

→ **La protection et l'action sociale**

**5 millions XPF** pour la création d'une maison des familles à Bourail, financés sur CPEC 2017-2023

→ **La culture, la jeunesse, les sports et loisirs**

**5 millions XPF** pour le soutien à l'investissement et la mise en conformité des installations du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVM) de La Foa.

## b. Le programme des maitrises d'ouvrage déléguées

Pour l'exercice 2024, les crédits proposés pour les opérations en faveur des communes, réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée, s'élèvent ainsi à **435 millions XPF**. Les crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION	COMMUNE	SECTEUR	Financ.	DEPENSES	RECETTES (PM)
YATE-ROUTES MUNICIPALES 10 & 12	YATE	voirie	HCD	415 000 000	0
FARINO-ROUTES MUNICIPALES	FARINO	voirie	HCD	15 000 000	0
EXTENSION DES PISTES DE TINA	NOUMEA	sports	HCD	5 500 000	0
<b>TOTAL</b>				<b>435 500 000</b>	<b>0</b>

## D. FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les investissements relatifs à l'aménagement et à l'environnement s'élèvent à **1,714 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opération :

### **Programme 25 – Environnement**

**921,8 millions XPF** répartis principalement comme suit par opération et financement :

#### → L'aménagement du domaine de Déva à Bourail

**362 millions XPF** de crédits comprenant :

- la construction des bâtiments de l'espace culturel financées en partie sur le CD 2017-2023 270 millions XPF
- la construction de campement avec cabanes, terrains de campement et de tables de pique-nique sur le littoral 42 millions XPF
- la mise en valeur touristique et le développement économique du domaine de Déva, confiés par convention à la SEM Mwe Ara 30 millions XPF
- la réhabilitation de la carrière de Déva 20 millions XPF

#### → Le parc provincial de la rivière bleue à Yaté

**151,8 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la réalisation d'une passerelle à la corne du diable financée sur le projet de CD 2024-2027 68,5 millions XPF
- la réalisation de passerelles routières et piétonnes 45,0 millions XPF
- l'aménagement du parc dont 10 millions XPF pour l'amélioration des pistes carrossables non revêtues, 14,0 millions XPF
- l'aménagement des aires d'accueil 8,5 millions XPF

#### → La lutte contre l'érosion sur les îlots à enjeux touristiques

**105 millions XPF** pour la réhabilitation et la lutte contre l'érosion dont 100 millions XPF pour l'îlot Amédée financés sur le projet de CD 2024-2027 et 5 millions XPF pour l'îlot Canard.

#### → La conservation et la gestion de la biodiversité

**85,8 millions XPF** de crédits d'études comprenant notamment :

- une étude sur les requins pour préparer de nouvelles interventions, financé sur le projet de CD 2024-2027 51,2 millions XPF
- un diagnostic des mangroves de Rivière Salée à Nouméa, financé au titre du fonds vert 2023 15,0 millions XPF
- le déblaiement des digues de Ouémo à Nouméa afin d'améliorer l'état environnemental de la mangrove, financé en partie par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) 9,2 millions XPF



→ **Le parc provincial des grandes fougères à Farino, Moindou et Sarraméa**

**75 millions XPF** de crédits pour l'aménagement et l'équipement du parc comprenant notamment :

- la construction des bâtiments administratifs et d'accueil 25,3 millions XPF
- l'entretien des pistes et des sentiers 15,0 millions XPF
- les études pour la construction de passerelles à la cime des arbres 12,0 millions XPF
- les études pour la construction d'une structure d'accueil des scolaires financée sur le projet de CD 2024-2027 11,0 millions XPF
- l'adduction d'eau 7,0 millions XPF

→ **La gestion des déchets**

**35 millions XPF** de crédits au titre du projet de convention-cadre ADEME 2024-2027 pour financer divers études et projets qui seront validés en cours d'année par les comités de gestion (COGES)

→ **Le parc zoologique et forestier « Michel Corbasson » à Nouméa**

**31,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- la réalisation d'un deck dans l'enclos des makis 10,0 millions XPF
- la réalisation d'une aire de jeux 10,0 millions XPF
- la modernisation des installations existantes 9,0 millions XPF
- la restauration de parcelles de forêt sèche 2,5 millions XPF

→ **Les aires protégées aménagées**

**29,9 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- les aires aménagées du Grand Nouméa 10,0 millions XPF  
dont :
  - 5 millions XPF pour le remplacement d'aménagement marins vieillissants
  - 4 millions XPF pour le remplacement des toilettes sèches de l'îlot Larégnère
- diverses études 8,5 millions XPF  
en partie financées par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) avec :
  - 3,5 millions XPF pour la capacité de charge des îlots du grand Nouméa
  - 3 millions XPF pour le plan de protection des reptiles de l'île des Pins
  - 2 millions XPF pour le plan de gestion de la zone côtière Ouest
- les aires aménagées du nord 6,6 millions XPF  
avec notamment :
  - 4,1 millions XPF pour la mise en défens de la forêt sèche de Déva à Bourail
  - 2,5 millions XPF pour le remplacement d'aménagement marins vieillissants
- l'acquisition de matériels 3,0 millions XPF
- le plan de gestion du parc du lagon Sud 1,9 million XPF

→ **Les autres opérations**

**45,7 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la restauration de sites de forêt sèche en partenariat avec l'Office Français de la Biodiversité (OFB) 19,5 millions XPF
- le reboisement et la protection des sites de forêts sèches dégradés 15,0 millions XPF
- le plan de prévention des feux de forêts sur le CD 2017-2023 7,0 millions XPF
- l'équipement des navires de surveillance des milieux naturels 4,2 millions XPF

**Programme 27 - Zones industrielles, artisanales et d'aménagement concerté**

**653,6 millions XPF** répartis comme suit par opération et financement :

→ **Les ZAC de Dumbéa-sur-mer et Panda**

**450 millions XPF** de crédits pour une subvention d'équilibre à la Société d'Équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL).

→ **L'écopôle recyclerie à Nouméa**

**203,6 millions XPF** de crédits, financés au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), pour la création d'une zone d'activité dédiée aux initiatives de recyclage et de réemploi.

### **Programme 41 – Développement forestier**

**75 millions XPF** de crédits pour la 3<sup>ème</sup> fraction de versement d'un prêt de 750 millions XPF en faveur de la SEM Sud Forêt approuvé par délibération n° 43-2022/APS du 25 mai 2022 afin de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle de sylviculture en province Sud.

### **Programme 26 – Urbanisme**

**61 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| ▪ le stockage des déchets inertes par endigage         | 53 millions XPF |
| ▪ les études pour la valorisation des îlots de Moindou | 8 millions XPF  |

### **Programme 29 – Aménagement rural**

**3 millions XPF** de crédits pour la participation éventuelle aux travaux de recherche d'eau souterraine.

## **E. FONCTION 0 - L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION**

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **1,504 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### **Programme 01 - Administration**

**1,501 milliard XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Le pôle technique à Nouméa**

**377,7 millions XPF** de crédits comprenant :

- |  |                    |
|--|--------------------|
| ▪ l'achèvement de la construction de locaux à la vallée du Tir à Nouméa permettant de regrouper sur un même site les agents de la Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens (DAEM) | 240,0 millions XPF |
| ▪ la construction d'une antenne sur le site de l'ancien péage de Koutio à Dumbéa pour accueillir le service des études, la réforme de la DAEM ainsi qu'un site relais à la disposition des agents  | 130,0 millions XPF |
| ▪ l'acquisition de matériels et mobiliers pour équiper ces sites   | 7,7 millions XPF   |

→ **L'équipement informatique**

**311,3 millions XPF** répartis comme suit :

- |  |                    |
|--|--------------------|
| ▪ l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de matériels périphériques | 117,5 millions XPF |
| comprenant notamment :   |                    |
| → 64,5 millions XPF pour les postes informatiques  |                    |
| → 33 millions XPF pour les logiciels   |                    |
| → 16 millions XPF pour le matériel périphérique  |                    |

▪ le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des systèmes et réseaux	63,0 millions XPF
▪ les applications métiers utilisées par les directions pour des travaux de gestion de projet et des développements internes,	30,5 millions XPF
▪ les applications de communication	19,5 millions XPF
▪ les applications de gestion des ressources humaines	18,0 millions XPF
▪ l'infocentre pour la mise en œuvre des outils informatiques décisionnels	16,2 millions XPF
▪ l'application de gestion éducative	12,0 millions XPF
▪ les applications de gestion des aides et des subventions de la collectivité	9,3 millions XPF
▪ l'application de gestion financière	9,0 millions XPF
▪ les applications de gestion du patrimoine	5,5 millions XPF
▪ le système d'information géographique de la collectivité	5,5 millions XPF
▪ les applications de gestion médicale dans les centres médico-sociaux	5,3 millions XPF

→ **Les grosses réparations et les aménagements dans les bâtiments provinciaux**

**208 millions XPF** de crédits répartis comme suit :

▪ les bâtiments du secteur Sud	177,5 millions XPF
comprenant notamment :	
→ 35 millions XPF pour la déconstruction des bâtiments de la Flottille à Nouméa	
→ 26 millions XPF pour la transformation d'anciens dortoirs du PLGC pour le stockage de collections provinciales à Nouméa	
→ 17 millions XPF pour le renouvellement de la climatisation de de la Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale à Nouméa	
→ 15 millions XPF pour la gestion des eaux pluviales au CMS de l'Ile des Pins	
→ 10 millions XPF pour l'aménagement de l'îlot Uéré et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite au centre des activités nautiques (CAN) à Nouméa	
→ 9,0 millions XPF pour l'aménagement de bureau à Port Laguerre à Paita	
→ 8,0 millions XPF pour l'installation d'un groupe électrogène dans les locaux de la Direction de l'Education et de la Réussite à Nouméa	
→ 7,5 millions XPF pour le renouvellement de la climatisation de la Direction de l'Emploi et du Logement (DEL) à Ducos	
→ 7,5 millions XPF pour le remplacement de deux ascenseurs au CAPS 2	
▪ les bâtiments du secteur Nord	30,5 millions XPF
dont 25 millions XPF pour l'amélioration des VRD au centre d'accueil de Poé à Bourail.	

→ **Le budget participatif**

**200 millions XPF** de crédits pour le financement de la participation provinciale aux différents projets retenus, au titre de la campagne lancée en 2023.

→ **Le parc automobile**

**115,5 millions XPF** de crédits pour le renouvellement des véhicules, dont 65 millions XPF pour l'achat de véhicules électriques ou hybrides pour les véhicules de fonction et de service.

→ **Les bâtiments administratifs de la route des artifices à Nouméa**

**100 millions XPF** de crédits pour les travaux de réaménagement de l'hôtel de province avec un soutien de l'Etat au titre du fonds vert.

→ **Les logements provinciaux**

**79,1 millions XPF** de crédits dont 76 millions XPF pour la construction de quatre logements à Yaté et 3,1 millions XPF pour l'équipement de logements.

→ **Les autres opérations**

**109,2 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'équipement et le renouvellement des mobiliers

et matériel de bureau des directions	34,8 millions XPF
▪ l'amélioration de la conception énergétique	30,0 millions XPF
dont 15 millions XPF pour la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments et 9 millions XPF pour la réalisation du bilan carbone de la province	
▪ les dépôts et cautionnements	16,4 millions XPF
dont 13,7 millions XPF de cautions versées aux bailleurs sociaux, dans le cadre de l'accès des familles dans les logements sociaux	
▪ l'acquisition, la rectification d'images aériennes et la cartographie	15,0 millions XPF
▪ le gros entretien et les révisions techniques obligatoires de l'hélicoptère	10,0 millions XPF
▪ diverses études préalables à la définition de travaux à réaliser	3,0 millions XPF

## Programme 02 – Institutions

**3 millions XPF** de crédits pour l'acquisition de matériels pour le service communication.

## F. FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE

Les dépenses relevant de ce secteur s'établissent à **1,208 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### Programme 18 – Habitat social

**914,5 milliards XPF** répartis comme suit par opération et financement :

#### → L'aide à l'habitat individuel

**463 millions XPF** de crédits, dont 310 millions XPF au titre du projet de CD 2024-2027, pour les aides individuelles pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat (APRAH), les aides financières à l'accession à la propriété (AFAPS) et les aides pour les logements aidés en province Sud (LAPS) financées sous forme de subventions.

Les 153 millions XPF restants sont financés sur fonds propres de la province Sud, dont 83 millions XPF pour rémunérer la SEM SUD HABITAT, gestionnaire des dispositifs d'aides à l'habitat individuel et 70 millions XPF au titre des aides à l'habitat sous forme d'avances remboursables.

#### → L'aide à l'habitat groupé

**402,7 millions XPF** de crédits, dont 349,6 millions XPF sur CD 2017-2023 et sur le projet de CD 2024-2027.

Les principales opérations sur l'habitat groupé sont les suivantes :

- les opérations de requalification urbaine de 9 résidences 138,6 millions XPF  
comprenant :
  - 100 millions XPF pour les tours de Magenta à Nouméa
  - 21,7 millions XPF pour les résidences « Arue » et « Takutea » au Mont-Dore
  - 16,9 millions XPF pour les résidences « Arawa » et « Orona » à Dumbéa
- les opérations de construction ou de rachat-rénovation de 96 logements 127,4 millions XPF  
comprenant :
  - 81,2 millions XPF pour la construction de la résidence « Eridan » à Dumbéa
  - 44,8 millions XPF pour la construction de la résidence « Hanae » à Païta
  - 1,4 million XPF pour le rachat et la rénovation de l'immeuble « Talon » à Nouméa
- les programmes de rénovations urbaines 46,2 millions XPF
- les opérations d'amélioration du parc social 30,0 millions XPF
- les opérations de transition énergétique 7,5 millions XPF
- la pose de chauffe-eaux solaires dans 318 logements de la SEM SUD HABITAT 25,0 millions XPF

- la démolition de bâtiments sur le site de Tindu et Pierre Lenquette à Nouméa 14,0 millions XPF
- l'aménagement de la résidence « Juvena » à Nouméa pour les auteurs de violences intrafamiliales 14,0 millions XPF

→ **Les études relatives à l'habitat**

**38 millions XPF** de crédits dont 10 millions XPF sur le CD 2017-2023

et le projet de CD 2024-2027, répartis comme suit :

- l'assistance d'un expert en rénovation urbaine sur l'élaboration d'un cadre méthodologique pour les projets de requalification urbaine en province Sud et sur sa mise en œuvre pour les projets en cours 24,0 millions XPF
- la réalisation de nouvelles études stratégiques en lien avec le plan provincial du logement et de l'habitat en province Sud (PPLH) afin d'approfondir les sujets qui ont été identifiés lors des études sur le besoin en logement et le financement du logement social 14,0 millions XPF

→ **Les autres opérations**

**10,8 millions XPF** de crédits comprenant :

- le fonds de garantie des prêts accordés par le FSH dans le cadre d'opérations de construction ou de réhabilitation de logement sur terres coutumières 10,0 millions XPF
- le renouvellement du mobilier des appartements relais et des appartements du passeport 1<sup>er</sup> logement 0,8 million XPF

## Programme 20 – Santé publique

**191,5 millions XPF** répartis comme suit par opération et financement :

→ **La maison de la santé de Bourail**

**124 millions XPF** pour des travaux d'extension et de la réhabilitation de la maison de santé, dont 66 millions XPF financés sur le CD 2017-2023, comprenant notamment le réaménagement de l'accueil, du secrétariat, des salles de soins et d'urgence et du réseau d'eau chaude sanitaire.

→ **Les autres opérations**

**67,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- l'acquisition d'équipements médicaux 57,5 millions XPF
- les aides à l'installation des médecins et dentistes dans les zones en pénurie d'offres de soins 10,0 millions XPF

## Programme 01 – Administration

**69,7 millions XPF** comprenant :

- divers travaux d'aménagement et de signalétique dans les structures médicales 37,0 millions XPF
- l'acquisition de deux ambulances pour les centres médicaux de Yaté et Bourail 24,0 millions XPF
- l'acquisition de mobiliers et matériels pour les directions 8,7 millions XPF

## Programme 19 – Médico-social

**32,7 millions XPF** répartis comprenant notamment:

- les études pour la construction d'une maison de l'enfance d'une capacité de 12 places à Bourail 22,0 millions XPF
- la participation à l'acquisition d'équipement pour les associations 6,5 millions XPF  
dont 3,5 millions XPF pour Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CRHS)

et 3 millions XPF pour l'Association Calédonienne d'Aide aux Personnes Agées (ACAPA) sur Nouméa

## **G. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION**

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **785,5 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### **Programme 34 - Soutien à l'investissement**

Les crédits relatifs au soutien à l'investissement s'élèvent à **615 millions XPF** répartis comme suit :

- secteur rural 380 millions XPF  
dont :
  - 250 millions XPF pour les aides accordés au titre du soutien à la PPAP (DISPPAP)
  - 100 millions XPF pour le fonds AGRIP'EQUIP-PSUD afin d'accorder des bonifications d'intérêts aux prêts d'équipements du secteur agricole en faveur de projets de développement ciblés
  
- secteur commerce, industrie et artisanat 209 millions XPF  
dont :
  - 105 millions XPF pour les aides accordées au titre du Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE),
  - 54 millions XPF pour le plan d'urgence aux activités subaquatiques et nautiques
  - 20 millions XPF pour l'aide à la réduction des nuisances sonores
  - 15 millions XPF pour l'aide à la sécurisation des commerces
  - 10 millions XPF pour l'aide à la numérisation
  - 5 millions XPF pour la bonification des crédits d'équipement pour l'installation de jeunes artisans
  
- secteur touristique 20 millions XPF  
pour les aides accordées au titre du Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE)
  
- secteur maritime 6 millions XPF  
pour les aides accordées au titre Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE).

### **Programme 40 - Stations provinciales**

**133,2 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

#### → **La pépinière de Port-Laguerre à Païta**

**51,7 millions XPF** comprenant notamment :

- les études et travaux de construction d'une serre de préfiguration de structure de conservation, de multiplication et de diffusion des ressources végétales 30 millions XPF  
Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet Plan Innovation Outre-mer-Trajectoire Recherche Innovation pour une Alimentation Durable (PIOM-TRIAD)
- les études pour la modernisation et la transition énergétique de la pépinière 21 millions XPF

#### → **La station zootechnique de Port-Laguerre à Païta**

**46,1 millions XPF** comprenant notamment :

- les études pour la modernisation et la transition énergétique de la station 24 millions XPF
- le renouvellement du matériel de la station 15 millions XPF

→ **Les autres opérations**

**35,4 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- |  |                   |
|--|-------------------|
| ▪ le réaménagement de la bio fabrique de Port Laguerre à Païta         | 30,0 millions XPF |
| ▪ l'aménagement de la station aquacole de Saint-Vincent à Boulouparis  | 3,0 millions XPF  |
| ▪ l'acquisition de matériels techniques pour les stations provinciales | 1,5 million XPF   |

**Programme 33 – Insertion**

**20,7 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- 19 millions XPF pour la réalisation de chantiers d'insertion par la rénovation d'une villa au foyer de Néméara à Bourail
- 1,7 million XPF pour l'acquisition de matériels pour la mise en œuvre des Travaux d'Intérêt Général (TIG).

**Programme 37 – Agriculture**

**12,6 millions XPF** de crédits dont 10,5 millions XPF pour une subvention à l'Institut Agronomique néo-Calédonien (IAC) pour la lutte contre le papillon piqueur de fruits.

**Programme 01 – Administration**

**2 millions XPF** de crédits pour divers travaux et l'acquisition de matériels et mobiliers pour les services.

**Programme 31 – Emploi**

**2 millions XPF** de crédits pour l'acquisition de kits utilisés dans le cadre de méthode de recrutement par simulation (MRS).

**H. FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS**

Les crédits affectés à ce secteur s'élèvent à **570,5 millions XPF** répartis notamment sur les opérations suivantes :

**Programme 14 – Culture**

**239 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- |   |                    |
|---|--------------------|
| ▪ la construction de la maison de Wallis-et-Futuna et la rénovation du foyer wallisien et futunien à Magenta sur Nouméa   | 175,0 millions XPF |
| ▪ la participation au fonds d'aides à la création audiovisuelle et cinématographique  | 49,5 millions XPF  |
| ▪ la participation au renouvellement matériel des associations œuvrant dans le domaine culturel dont 11,7 millions XPF pour le changement du matériel lumineux du Chapitô | 14,5 millions XPF  |

**Programme 15 – Sports**

**157,9 millions XPF** répartis notamment sur les opérations suivantes :

- |   |                    |
|---|--------------------|
| ▪ la création d'une piste de BMX sur le site de Tina à Nouméa dont 80% sont financés par l'agence nationale du sport (ANS), | 100,0 millions XPF |
|---|--------------------|

avec pour objectif de créer un aménagement de niveau inter-challenge labélisée fédération française de cyclisme (FFC) adaptée au développement du BMX et à l'organisation de championnats de niveau local, régional, national et international

▪ les sentiers de randonnées	23,3 millions XPF
▪ la participation à l'acquisition d'équipements sportifs par les comités provinciaux et associations,	12,8 millions XPF
▪ l'aménagement du stade PLGC à Nouméa	9,5 millions XPF
▪ l'équipement du centre des activités nautiques (CAN) à Nouméa	6,8 millions XPF
▪ la création d'un circuit nautique sur La Foa et Moindou, avec la réalisation de zones d'embarquement et de débarquement pour les kayaks et stand-up paddle	3,0 millions XPF
▪ l'aménagement des boucles de Netcha à Yaté	2,0 millions XPF
▪ le renouvellement de matériels sportifs pour le public scolaire	0,5 million XPF

## Programme 13 – Patrimoine

Les crédits relatifs au patrimoine s'élèvent à **120,7 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

### → La conservation et la sauvegarde du patrimoine

**58,5 millions XPF** de crédits de subventions pour participer à la restauration et la sauvegarde de bâtiments historiques comprenant notamment :

▪ la restauration de la toiture et de la charpente du campanile du bâtiment des surveillants mariés sur le site Nouville à Nouméa	25,0 millions XPF
▪ la restauration de la cathédrale Saint Joseph à Nouméa	13,5 millions XPF
▪ diverses études en vue de travaux de restauration de sites historiques	7,0 millions XPF
▪ le dispositif d'aides à la restauration des bâtiments classés	5,0 millions XPF
▪ la restauration de l'église de la mission de Saint-Louis au Mont-Dore	5,0 millions XPF

### → La boulangerie de Nouville à Nouméa

**15 millions XPF** comprenant :

▪ l'aménagement du site archéologique du musée du bain	12,0 millions XPF
▪ le ravalement des façades et la réalisation de l'étanchéité du four	3,0 millions XPF

### → Les autres opérations

**47,2 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ l'agencement et l'acquisition de matériels au château Hagen à Nouméa dont 10 millions XPF pour l'embellissement de l'allée principale	13,8 millions XPF
▪ la sécurisation des vestiges de la maison des surveillants et la conservation du magasin situé sur Prony à Yaté	11,0 millions XPF
▪ les études pour l'aménagement du site archéologie des « Ecrins de Poé » à Bourail, sur le projet de CD 2024-2027	10,0 millions XPF
▪ la sécurisation des vestiges de Kuto à l'île des Pins	8,0 millions XPF
▪ la protection du patrimoine archéologique	2,0 millions XPF
▪ l'équipement de l'espace multiculturel de Déva à Bourail	1,0 million XPF
▪ l'acquisition de mobilier pour le stockage des collections provinciales	1,0 million XPF

## Programme 16 – Jeunesse

**52,7 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ la rénovation, la réhabilitation et l'équipement du dispositif de séjours de rupture de Néméra à Bourail	31,0 millions XPF
▪ le centre d'accueil permanent (CAP) de Poé à Bourail dont 8 millions XPF pour des travaux d'aménagement	16,9 millions XPF



- et 7,2 millions XPF pour l'acquisition de matériels
- la participation à l'acquisition d'équipements par les associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse 3,0 millions XPF
- l'aménagement de l'espace jeunes au quai Ferry à Nouméa 1,8 million XPF

## I. FONCTION 11 - LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit public ou privé. Le programme 46 – « travaux pour autre tiers » regroupe toutes les opérations réalisées en faveur de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou de tiers privés.

Il exclut les investissements en faveur des communes qui sont rattachés au programme 45 – « investissements communaux ».

Le traitement comptable de ces opérations est identique à celui du programme 45 – « investissements communaux ». Ainsi, chaque opération est présentée en dépenses et en recettes ce qui permet de présenter les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou des tiers pour l'opération concernée.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré. Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Pour 2024, les crédits proposés s'élèvent ainsi à **186,9 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION POUR TIERS	SECTEUR	DEPENSES	RECETTES (PM)
RESTRUCTURATION DE LA FOL	culture	80 000 000	64 485 488
COTE OUBLIEE	environnement	76 941 432	38 470 716
PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	environnement	22 000 000	3 000 000
REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	environnement	8 000 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>186 941 432</b>	<b>105 956 204</b>

### → La restructuration de la FOL à Nouméa

**80 millions XPF**, financés sur CI 2017-2023 pour la construction d'un bâtiment permettant d'accueillir les bureaux de la Fédération des œuvres Laïques (FOL), des bureaux pour les associations, un snack et un espace de pratique artistique autour d'un forum.

### → La côte oubliée entre Thio et Yaté

**76,9 millions XPF** de crédits sur Fonds Vert 2023, pour la restauration écologique d'anciens sites dégradés par le feu et l'activité minière au sein du parc de la côte oubliée à Thio

### → Le plan de prévention des feux de forêts

**22 millions XPF**, financés en partie sur Fonds Vert comprenant :

- la restauration écologique de la montagne des sources 7 millions XPF
- la réalisation d'études en prévision du 4<sup>ème</sup> plan de prévention des feux de forêts 6 millions XPF
- les études sur la régénération spontanée après incendie 6 millions XPF
- la poursuite du programme expérimental de détection précoce des incendies 3 millions XPF

### → La réhabilitation des sites dégradés

**8 millions XPF** pour la restauration écologique et la lutte contre l'érosion à Plum au Mont-Dore.

## SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Entre 2023 et 2024, les dépenses de fonctionnement affichent une hausse de 1,640 milliard XPF (+4%) décomposée comme suit :

- ➔ + 1,329 milliard XPF au titre des interventions et subventions,
- ➔ + 399 millions XPF au titre des rémunérations et charges afférentes,
- ➔ + 107 millions XPF au titre du fonctionnement des services,
- ➔ - 194 millions XPF au titre des mouvements financiers.

La structure de la section de fonctionnement se présente comme suit par grands postes :

POSTES	BP 2024	%	BP 2023	%	var %
Rémunérations et charges afférentes	<b>22 104 550 000</b>	53%	21 705 842 500	55%	2%
Fonctionnement des services	<b>1 526 162 823</b>	4%	1 419 009 518	4%	8%
Interventions directes et subventions	<b>17 346 001 593</b>	42%	16 017 311 232	40%	8%
Mouvements financiers	<b>437 313 144</b>	1%	631 311 904	2%	-31%
<b>TOTAL</b>	<b>41 414 027 560</b>	<b>100%</b>	<b>39 773 475 154</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>

### A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

#### A.1 - LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES

L'enveloppe relative au personnel provincial et aux élus s'élève à **22,104 milliards XPF**.

##### 1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

**21,633 milliards XPF** de crédits concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales des agents titulaires et non titulaires 20,386 milliards XPF

Sur la base d'une masse salariale estimée à 20,057 milliards XPF à la clôture de l'exercice 2023, les mesures suivantes seront prises en compte en 2024 :

- le glissement-vieillesse-technicité (GVT) à hauteur de 0,8%, soit environ 166 millions XPF ;
- l'augmentation de la cotisation à la Caisse Locale de Retraite (CLR) pour environ 63 millions XPF ;
- les aléas de gestion et une enveloppe dédiée aux demandes de rupture conventionnelle pour environ 100 millions XPF.

- les remplaçants d'enseignants du 1<sup>er</sup> degré 600,0 millions XPF
- les remplaçants sur les autres missions provinciales 350,0 millions XPF
- la formation du personnel provincial 202,3 millions XPF  
comprenant :
  - la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP) 138,3 millions XPF
  - les formations spécifiques hors IFAP 22,8 millions XPF
  - l'ouverture du bilinguisme dans les écoles primaires 21,6 millions XPF
  - les indemnités de formation, frais de transports et hébergement 19,5 millions XPF
- les frais communs relatifs au personnel permanent, 115,0 millions XPF  
dont 22,3 millions XPF pour le fonds d'insertion professionnelle des handicapés  
et 51,3 millions XPF de frais de transport de personnes et de bagages  
dont 2,35 millions XPF pour l'opération liée à l'ouverture du bilinguisme dans les écoles primaires
- les indemnités des stagiaires travaillant dans les services de la collectivité 4,1 millions XPF

L'instruction comptable M52 opère une répartition par fonction des crédits relatifs à la rémunération des agents provinciaux. Afin d'améliorer le pilotage de la masse salariale, un regroupement de directions est proposé au sein des chapitres 930-Administration générale (DAEM-DAJI-DFI-DRH-DSIN), 932-Enseignement (DERES-DCJS) et 939-Economie (DDDT-DDET-DEL).

La répartition par fonction, chapitre et direction de la rémunération des agents titulaires, des remplaçants, des stagiaires et des autres dépenses de personnels se présente ainsi comme suit :

FONCTION	Chap.	Directions	masse salariale	remplaçants	autres dép. de personnel	Indemnités aux stagiaires	BP 2024	répartition
0-ADM. DE LA COLLECT.	930	DAEM-DAJI-DFI-DRH-DSIN	3 665 000 000	350 000 000	317 850 000		4 332 850 000	20%
2-ENSEIGNEMENT	932	DERES-DCJS	11 027 025 000	600 000 000			11 627 025 000	54%
4-SANTE-SOCIAL	934	DPASS	3 002 000 000				3 002 000 000	14%
6-ECO, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROF.	936	DRH				4 100 000	4 100 000	0,02%
6-ECO, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROF.	939	DDDT-DDET-DEL	2 691 975 000				2 691 975 000	12%
<b>TOTAL</b>			<b>20 386 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>317 850 000</b>	<b>4 100 000</b>	<b>21 657 950 000</b>	<b>100%</b>

Les crédits relatifs aux remplaçants d'enseignants et les divers remplaçants sont affectés respectivement à la fonction 2-Enseignement et à la fonction 0-Administration générale.

## 2. Les indemnités des élus et les dépenses annexes

**446,6 millions XPF** de crédits concernant notamment :

- les indemnités et les charges sociales des élus 425,0 millions XPF
- les frais de transport et les indemnités liés aux missions 19,6 millions XPF
- la formation des élus 2,0 millions XPF

## A.2 - LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les crédits relatifs au fonctionnement courant de la collectivité s'élèvent à **1,526 milliard XPF**, en hausse de 8% par rapport à 2023 et répartis comme suit par poste de dépenses :

POSTES	BP 2024	%	BP 2023	%	var %
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	<b>972 366 779</b>	64%	909 543 824	64%	6,9%
ADMINISTRATION GENERALE	<b>352 526 044</b>	23%	301 356 153	21%	17,0%
PARC AUTOMOBILE	<b>116 200 000</b>	8%	117 250 000	8%	-0,9%
TELECOMMUNICATIONS - LIGNES SPECIALISEES	<b>28 000 000</b>	2%	40 000 000	3%	-30,0%
LOGEMENTS	<b>23 845 000</b>	2%	20 075 000	1%	18,8%
HELICOPTERE	<b>20 400 000</b>	1%	18 469 541	1%	10,5%
KO WE KARA	<b>8 950 000</b>	1%	8 950 000	1%	0,0%
STADE DU PLGC	<b>3 875 000</b>	0%	3 365 000	0%	15,2%
<b>TOTAL</b>	<b>1 526 162 823</b>	<b>100%</b>	<b>1 419 009 518</b>	<b>100%</b>	<b>7,6%</b>

La répartition par fonction, chapitre et direction de l'ensemble des dépenses communes se présente comme suit :

FONCTION	Chap.	Directions	Masse salariale	Remplaçants	Institutions (Elus)	Autres dép. de personnel	Indemnités stagiaires	Fonc. sces	BP 2024	%
0-ADM. DE LA COLLECTIVITE	930	DAEM-DAJI-DFI-DRH-DSIN	3 665 000 000	350 000 000	446 600 000	317 850 000		1 180 742 823	<b>5 960 192 823</b>	25%
2-ENSEIGNEMENT	932	DERES-DCJS	11 027 025 000	600 000 000				54 480 000	<b>11 681 505 000</b>	49%
3-CULT, JEUN., SPORTS, LOISIRS	933							16 245 000	<b>16 245 000</b>	0,1%
4-SANTE-SOCIAL	934	DASS-DEL	3 002 000 000					168 920 000	<b>3 170 920 000</b>	13%
	935	DEL						27 900 000	<b>27 900 000</b>	0,1%
6-ECO, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROF	936	DRH					4 100 000		<b>4 100 000</b>	0,02%
	939	DDET-DDDT	2 691 975 000					14 660 000	<b>2 706 635 000</b>	11,5%
7-AMENGM, ENVIR.	937	DDDT						63 215 000	<b>63 215 000</b>	0%
<b>TOTAL</b>			<b>20 386 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>446 600 000</b>	<b>317 850 000</b>	<b>4 100 000</b>	<b>1 526 162 823</b>	<b>23 630 712 823</b>	<b>100%</b>

## B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **17,346 milliards XPF**. Ces dépenses se répartissent sur les postes suivants :

POSTES	BP 2024	%	BP 2023	%
INTERVENTIONS SUR ET HORS CONTRAT	<b>14 621 868 210</b>	84%	13 570 960 384	85%
SUBVENTIONS HORS CONTRAT	<b>2 724 133 383</b>	16%	2 446 350 848	15%
<b>TOTAL</b>	<b>17 346 001 593</b>	<b>100%</b>	<b>16 017 311 232</b>	<b>100%</b>

Ces dépenses se répartissent sur les fonctions et programmes suivants :

PROGRAMME		BP 2024	BP 2023
17	AIDE MEDICALE	4 550 600 000	4 524 800 000
19	MEDICO-SOCIAL	2 542 482 280	2 404 755 600
20	SANTE PUBLIQUE	368 615 079	317 827 000
18	HABITAT SOCIAL	38 750 000	16 840 000
42	DROITS DES FEMMES ET EGALITE	20 233 000	16 600 000
<b>FONCTION 4-SANTE-SOCIAL</b>		<b>7 520 680 359</b>	<b>7 280 822 600</b>
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 033 140 000	1 073 635 800
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	527 150 000	416 626 267
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	491 000 000	280 000 000
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	392 250 000	349 060 000
07	COLLEGES PUBLICS	383 000 000	391 000 000
11	INTERNATS	177 921 000	168 021 000
<b>FONCTION 2-ENSEIGNEMENT</b>		<b>3 004 461 000</b>	<b>2 678 343 067</b>
31	EMPLOI	578 620 000	527 767 400
38	TOURISME	497 150 000	424 000 000
33	INSERTION	466 310 000	445 179 736
39	EXPANSION GENERALE	443 740 456	358 100 000
37	AGRICULTURE	380 375 000	324 496 100
36	FORMATION	74 500 000	69 500 000
35	PECHE ET AQUACULTURE	42 850 000	45 400 000
40	STATIONS PROVINCIALES	35 705 000	31 400 000
<b>FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>		<b>2 519 250 456</b>	<b>2 225 843 236</b>
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	979 000 000	825 000 000
21	RESEAU ROUTIER	624 985 000	584 330 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	263 500 000	263 500 000
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	57 070 000	59 835 407
<b>FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>		<b>1 924 555 000</b>	<b>1 732 665 407</b>
16	JEUNESSE	612 295 000	512 805 410
15	SPORTS	169 635 000	170 965 000
14	CULTURE	164 361 000	167 086 000
13	PATRIMOINE	104 280 000	86 905 000
<b>FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>1 050 571 000</b>	<b>937 761 410</b>
25	ENVIRONNEMENT	645 190 750	528 798 000
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	105 800 000	110 000 000
<b>FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>750 990 750</b>	<b>638 798 000</b>
02	INSTITUTIONS	235 836 680	192 071 164
01	ADMINISTRATION	172 656 348	164 006 348
<b>FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>408 493 028</b>	<b>356 077 512</b>
01	ADMINISTRATION	167 000 000	167 000 000
<b>FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>		<b>167 000 000</b>	<b>167 000 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>17 346 001 593</b>	<b>16 017 311 232</b>

## **B.1 - FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE**

Au budget 2024, les crédits sur cette fonction s'élèvent à **7,520 milliards XPF** en augmentation de 240 millions XPF par rapport à 2023 (+3%).

### **Programme 17 – Aide médicale**

Les dépenses d'aide médicale correspondant au volet des prestations s'élèvent à **4,550 milliards XPF** pour l'exercice 2024.

Les crédits proposés se répartissent sur les postes suivants :

▪ les liquidations des dépenses de santé	4,122 milliards XPF
▪ les liquidations des dépenses de santé au titre des frais d'évacuations sanitaires extérieures (Australie, Métropole, ...)	190 millions XPF
▪ les soins externes du CHT	149 millions XPF
▪ le Fonds Autonome de Compensation des Transports sanitaires terrestres et Urgences ambulancière (FACTUR)	44 millions XPF
▪ les liquidations province Sud pour les soins externes du CHS	25 millions XPF
▪ les dépenses de santé CAFAT, pour les consultations au centre médical du Receiving à Nouméa	20 millions XPF

### **Programme 19 – Médico-social**

**2,542 milliards XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **L'aide aux personnes âgées :**

**1,392 milliard XPF** de crédits, répartis sur les principales actions suivantes :

▪ les aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse	1,140 milliard XPF
▪ les frais de placement	211,0 millions XPF
▪ les indemnités personnelles	22,0 millions XPF
▪ la Contribution Calédonienne de Solidarité sur les aides versées	14,5 millions XPF
▪ le dispositif SOCIATEL	5,0 millions XPF

→ **Les subventions :**

**339,9 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **L'aide à la famille :**

**339,5 millions XPF** de crédits, comprenant notamment :

▪ les aides à l'entrée et au maintien dans les logements	144,0 millions XPF
▪ les aides de première nécessité	138,0 millions XPF
▪ les frais de transport	20,5 millions XPF
▪ les aides diverses à l'insertion	15,0 millions XPF
▪ les aides à la garderie	6,0 millions XPF

→ **L'aide aux enfants secourus :**

**331,5 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

▪ le coût des familles d'accueil	190,0 millions XPF
▪ les frais de placement familial et dans les foyers	81,0 millions XPF
▪ les frais de transport	47,0 millions XPF

→ **Les autres opérations :**

**139 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

▪ les vacances	63,3 millions XPF
----------------	-------------------

▪ la prévention de la déscolarisation au niveau primaire	30,5 millions XPF
▪ les frais de fonctionnement des foyers provinciaux	20,9 millions XPF
▪ le dispositif de séjours de rupture de Néméara à Bourail	14,1 millions XPF
▪ la formation des personnels des structures sociales et médico-sociales	8,0 millions XPF
▪ l'aide aux personnes handicapées essentiellement pour le dispositif SOCIATEL	2,1 millions XPF

## Programme 20 – Santé publique

**368,6 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ l'achat de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés aux centres médico-sociaux	123,3 millions XPF
▪ le fonctionnement des structures médico-sociales dont 57,1 millions XPF pour les honoraires médicaux	99,9 millions XPF
▪ les vacations et les charges sociales afférentes	60,5 millions XPF
▪ la participation aux fonds de compensation de dépistage et de prévention en santé publique	44,0 millions XPF
▪ l'entretien et la maintenance des équipements médicaux	14,8 millions XPF
▪ les subventions, le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.	11,7 millions XPF
▪ l'éducation sanitaire pour les campagnes et interventions de prévention dans les écoles et les tribus	8,3 millions XPF
▪ la mise en place d'un projet de parcours contre l'obésité en province Sud	6,1 millions XPF

## Programme 18 – Habitat social

**38,7 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ la restructuration de l'habitat spontané dans le cadre du mandat de gestion du site de Kawati à Dumbéa	25,0 millions XPF
▪ les frais de gestion relatifs aux aides individuelles à l'habitat	12,0 millions XPF

## Programme 42 – Droit des femmes et égalité

**20,2 millions XPF** de crédits comprenant :

▪ le fonctionnement de la mission, la promotion de l'autonomie des femmes et des actions de sensibilisation et de prévention auprès des publics cibles	11,8 millions XPF
▪ une enveloppe de crédits de subventions destinée à soutenir les associations Le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.	8,4 millions XPF

## B.2 - FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT

3 milliards XPF prévus en 2024, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 08 – Allocations d'enseignement

1,033 milliard XPF de crédits pour les bourses et allocations d'enseignement répartis sur les opérations suivantes :

OPERATIONS	BP 2024	BP 2023	var.	var %
Bourses demi-pension	420 000 000	393 210 000	26 790 000	6,8%
Complément bourses pension	349 500 000	342 910 000	6 590 000	1,9%
Bourses pension	31 000 000	56 754 000	-25 754 000	-45,4%
Complément bourses demi-pension	15 700 000	36 470 000	-20 770 000	-57,0%
Bourses internat demi-pension	17 500 000	15 381 500	2 118 500	13,8%
Bourses externat	9 230 000	10 028 800	-798 800	-8,0%
Bourses internat pension	5 800 000	10 111 500	-4 311 500	-42,6%
<b>TOTAL BOURSES</b>	<b>848 730 000</b>	<b>864 865 800</b>	<b>-16 135 800</b>	<b>-1,9%</b>
Allocations spéciale rentrée scolaire	114 560 000	125 490 000	-10 930 000	-8,7%
Frais de transport	67 150 000	70 680 000	-3 530 000	-5,0%
Mentorat	2 500 000	0	2 500 000	.
Frais communs	200 000	12 600 000	-12 400 000	-98,4%
<b>TOTAL</b>	<b>1 033 140 000</b>	<b>1 073 635 800</b>	<b>-40 495 800</b>	<b>-3,8%</b>

### Programme 10 – Enseignement supérieur

527,1 millions XPF de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

- l'accompagnement des étudiants 130,0 millions XPF  
dont 100 millions XPF pour une aide au départ et au retour en fin de cursus  
et aux billets aller/retour entre chaque année universitaire pour tout étudiant  
poursuivant un cursus sur le territoire français (hors NC), en Europe, au Canada,  
en Australie ou en Nouvelle-Zélande
- les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie 129,8 millions XPF
- les bourses d'excellence 116,9 millions XPF
- les frais de transports 37,2 millions XPF
- les primes d'installation des étudiants non boursiers en Métropole 32,2 millions XPF
- les allocations de rentrée 29,0 millions XPF
- la protection sociale des étudiants 17,2 millions XPF
- les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie 11,7 millions XPF
- les prix d'encouragement à la recherche 7,5 millions XPF
- les aides exceptionnelles sur avis de la commission de bourses 5,0 millions XPF
- les aides forfaitaires BTS 4,0 millions XPF
- les prix d'excellence 3,0 millions XPF
- les frais de transport des bagages des étudiants 1,0 million XPF

### Programme 09 – Enseignement privé

491 millions XPF de crédits destinés au fonctionnement de l'enseignement privé comprenant :

- à titre transitoire, 75% du financement des écoles primaires  
qui est, en principe, imputable aux communes 304,0 millions XPF
- le financement des dépenses des collèges qui relève des provinces 187,0 millions XPF

### Programme 12 – Vie scolaire et éducative

392,2 millions XPF de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

▪ la location et la maintenance de matériel informatique dans les écoles primaires dans le cadre de l'opération «Développement de l'Internet» (ODI)	150,0 millions XPF
▪ les actions liées à la vente des tenues communes pour la rentrée 2024	133,0 millions XPF
▪ les subventions, le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.	45,4 millions XPF
▪ les actions éducatives dans les écoles primaires dans le cadre du « passeport découvertes »	42,0 millions XPF
▪ les frais communs comprenant la centrale d'appel pour les inscriptions en ligne, les prestations d'empaquetage et de livraison aux écoles, la récompense des bacheliers avec mention « très bien » ainsi que les carnets de liaison	16,4 millions XPF
▪ la valorisation des actions menées au niveau de l'école primaire et des études supérieures	11,2 millions XPF
▪ les actions éducatives dans les écoles primaires comprenant des projets de médiations scolaires, les honoraires d'intervenants artistiques et des frais de transport	4,5 millions XPF
▪ le dispositif « Innov' écoles » visant à accompagner les établissements exerçant des expérimentations sur divers thèmes tels que les rythmes scolaires, l'école et la santé, l'école numérique ou les liaisons écoles-collèges	3,5 millions XPF
▪ les achats de fournitures pédagogiques et prestations de services liées à la mise en place d'écoles bilingues	3,0 millions XPF
▪ le projet d'école océanienne pour le développement et la valorisation des cultures présentes en province Sud	2,0 millions XPF
▪ les actions liées au dispositif de Classe d'Aide à la Socialisation et à la Scolarisation à dominante Educative (CLASSE)	1,3 million XPF

## Programme 07 – Collèges publics

**383 millions XPF** comprenant notamment :

▪ la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics	260,0 millions XPF
▪ la maintenance et l'assistance technique des matériels et logiciels	105,0 millions XPF
▪ l'entretien des bâtiments et des espaces verts	18,0 millions XPF

## Programme 11 – Internats

**177,9 millions XPF** de crédits pour les postes suivants :

▪ l'alimentation	85,4 millions XPF
▪ la gestion générale des internats de Bourail et de La Foa	48,7 millions XPF
▪ l'accompagnement à la réussite des élèves internes	18,0 millions XPF
▪ la gestion générale de l'internat de la réussite « Henriette Pentecost » à Dumbéa	13,4 millions XPF
▪ les subventions, le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2	8,0 millions XPF
▪ les frais de transport des élèves de l'île Ouen au Mont-Dore	4,3 millions XPF



## **B.3 - FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION**

**2,519 milliards XPF** prévus en 2024, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### **Programme 31 – Emploi**

**578,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

▪ le Programme Provincial d'Insertion Citoyenne (PPIC)	430,0 millions XPF
▪ l'accompagnement des demandeurs d'emplois dans leurs démarches	60,0 millions XPF
▪ les contrats provinciaux d'emploi et de formation	40,0 millions XPF
▪ le dispositif du service civique	26,4 millions XPF
▪ l'aide à la mobilité	10,0 millions XPF
▪ les aides au transport pour les demandeurs d'emploi	6,0 millions XPF
▪ les indemnités des personnes recrutées dans le cadre du dispositif « Job d'été »	3,8 millions XPF
▪ la formation des agents recrutés dans le cadre du PPIC	2,0 millions XPF

### **Programme 38 – Tourisme**

**497,1 millions XPF** de crédits prévus en 2024 répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**375,5 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres interventions en matière touristique :**

**121,6 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

▪ la participation au fonctionnement de l'Aquarium des lagons situé à Nouméa	79,2 millions XPF
▪ l'observatoire du tourisme dont 5 millions XPF pour des études sur la perception des touristes par les résidents de la province Sud, 4,3 millions XPF pour l'abonnement à un outil permettant de connaître les dépenses effectuées par les touristes et 3 millions XPF pour une étude de satisfaction des clientèles internationales et de croisière	15,8 millions XPF
▪ l'accompagnement des entreprises pour l'organisation de la semaine des métiers du tourisme, pour le développement du tourisme durable ainsi qu'une sensibilisation des scolaires au tourisme	7,6 millions XPF
▪ une étude de faisabilité pour la création d'une certification développement durable	7,0 millions XPF
▪ un audit de classement des hôtels et résidence de tourisme	5,0 millions XPF
▪ la participation au financement d'une étude d'impact économique et de faisabilité d'un projet de développement touristique du site du fort Téremba en collaboration avec l'association Marguerite	4,0 millions XPF
▪ l'adhésion à divers organismes œuvrant dans le domaine touristique afin de bénéficier de leur appui technique (GIE Atout France...)	3,0 millions XPF

### **Programme 33 – Insertion**

**466,3 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les chantiers de jeunes :**

**174,2 millions XPF** pour la réalisation de chantiers de jeunes dont 150 millions XPF dans le cadre du projet de contrat de développement 2024-2027.

→ **Les parcours d'insertion spécifiques et stages :**

**130 millions XPF** pour des parcours d'insertions socio-professionnelles longs de 7 à 9 mois mais également des mesures d'aide à la formation et à l'insertion socio-professionnelle rapide avec des remises à niveau. Ces deux parcours sont destinés aux demandeurs d'emploi éloignés des bassins d'emploi ou en situation de handicap

→ **La stratégie d'emploi et d'insertion**

**90 millions XPF** pour la lutte contre les exclusions dans le cadre du projet de contrat de développement 2024-2027 comprenant :

- 25 millions XPF pour des stages de formations à des travaux d'espaces verts et d'aménagements
- 20 millions XPF pour la lutte contre l'exclusion à Saint-Louis au Mont-Dore au travers un accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet professionnel
- 15 millions XPF pour la mise en place de dispositifs d'insertion par l'activité à destination des jeunes en difficultés notamment par le biais du projet de brigades vertes
- 17 millions XPF pour des chantiers d'insertion par le biais d'activité de recyclage d'ordinateurs
- 8 millions XPF pour des clauses d'insertions des demandeurs d'emploi dans les commandes publiques provinciale
- 5 millions XPF pour des modules de présentation auprès des entreprises à destination des jeunes demandeurs d'emploi

→ **Les stages d'insertion :**

**52 millions XPF** dont 30 millions XPF pour la campagne de job d'été, 15 millions XPF pour le dispositif MOZART relatifs aux stages professionnels en entreprise en faveur des étudiants en études supérieures en Nouvelle-Calédonie, le dispositif VIVALDI relatif à l'insertion professionnelle des étudiants en fin d'études supérieures hors de la Nouvelle-Calédonie et 6 millions XPF pour des cartes déjeuners en faveur des stagiaires

→ **Les autres opérations :**

**20,1 millions XPF** de crédits comprenant :

- les subventions, 18,0 millions XPF  
le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.
- l'acquisition de matériel et frais de transport au titre des travaux d'intérêt général (TIG) 2,1 millions XPF

## **Programme 39 – Expansion générale**

**443,7 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**417,2 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les interventions diverses en matière économique**

**26,5 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

- des diagnostics et études économiques permettant d'établir une stratégie provinciale de développement économique des filières 10,0 millions XPF
- la participation de la direction du développement économique et du tourisme à diverses expositions dont 6 millions XPF pour le Nouméa Women's Forum 8,5 millions XPF
- la participation à la réalisation d'une étude effectuée par le CNRT, l'ACE et le BRGM sur l'évaluation des ressources naturelles en province Sud 6,0 millions XPF
- le fonctionnement du bureau des investisseurs pour accompagner les porteurs locaux et internationaux de projets économiques dans leurs démarches d'installation en province Sud 1,0 million XPF

- l'accompagnement du tissu économique et des structures répondant aux critères de l'économie sociale et solidaire 1,0 million XPF

### Programme 37 – Agriculture

**380,4 millions XPF** de crédits prévus et répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**289,8 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**

**90,6 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la protection sociale des exploitants agricoles 30,0 millions XPF
- les frais communs relatifs à l'agriculture 29,4 millions XPF  
dont :
  - 10 millions XPF pour des parcours de formations dans les filières prioritaires et à enjeux
  - 8 millions XPF pour les prestations liées à l'organisation du salon de l'agriculture à Paris
  - 5 millions XPF pour les prestations liées à l'organisation des foires de Bourail, Thio et Yaté
  - 2,4 millions XPF pour une missions d'expertise de l'institut supérieur de l'agriculture du Rhône-Alpes pour des analyses globales d'exploitations agricoles
- l'aide aux soins vétérinaires des animaux de rente 22,0 millions XPF
- la poursuite de diverses études 9,2 millions XPF  
dont 8 millions XPF pour la mise à jour des données Agribase sur les sites de Bourail, Moindou et La Foa

### Programme 36 – Formation

**74,5 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'organisation de stages de formation 58,5 millions XPF
- les frais communs 6,0 millions XPF  
pour la formation et l'accompagnement des structures et filières économiques.
- la mise en place d'une aide à la formation du personnel des entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme 5,0 millions XPF
- l'appel à projet pour la mise en place d'accompagnement spécifiques des demandeurs d'emplois en situation d'illettrisme 5,0 millions XPF

### Programme 35 – Pêche et aquaculture

**42,8 millions XPF** de crédits prévus en 2024 répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**41,6 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation

→ **La pêche et l'aquaculture :**

**1,2 million XPF** de crédits pour l'entretien des dispositifs de concentration de poissons (DCP)

## Programme 40 – Stations provinciales

**35,7 millions XPF** comprenant des crédits pour le fonctionnement de :

- |  |                   |
|--|-------------------|
| ▪ la station zootechnique de Port-Laguerre à Païta | 19,6 millions XPF |
| ▪ la pépinière de Port-Laguerre à Païta            | 9,2 millions XPF  |
| ▪ les bio-fabriques                                | 6,9 millions XPF  |

## B.4 - FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

**1,924 milliard XPF** répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 30 – Transport public terrestre

**979 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les transports publics suburbains :**

**962 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement prévisionnel du réseau de transport publics géré par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU). La hausse de la participation est liée à l'adoption de la clé de répartition en septembre dernier ainsi que par le remboursement des emprunts liés au projet Néobus.

→ **les transports publics inter-urbains :**

**17 millions XPF** de crédits au titre de la participation provinciale au Syndicat Mixte des Transports Interurbains (SMTI)

### Programme 21 – Réseau routier

**624,9 millions XPF** de crédits comprenant :

- |   |                    |
|---|--------------------|
| ▪ l'entretien du réseau provincial  | 383,1 millions XPF |
| ▪ l'entretien du réseau territorial, délégué par convention et financé en intégralité par la Nouvelle-Calédonie | 145,0 millions XPF |
| ▪ les réparations suite aux dégradations causées par les usagers (accidents...)                                 | 41,8 millions XPF  |
| ▪ l'entretien des ouvrages d'arts   | 40,0 millions XPF  |
| ▪ l'entretien de routes communales  | 15,0 millions XPF  |

### Programme 24 – Infrastructure et transport maritime

**263,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- |  |                    |
|--|--------------------|
| ▪ la desserte maritime de passagers sur l'Ile des Pins avec une recette de 130 millions XPF inscrite au titre de cette opération | 250,0 millions XPF |
| ▪ l'entretien des wharfs et des ouvrages maritimes   | 13,5 millions XPF  |

### Programme 22 – Infrastructure aérienne

**57,1 millions XPF** de crédits principalement pour la gestion et le fonctionnement de l'aéroport de l'Ile des Pins

## **B.5 - FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS**

**1,050 milliard XPF** de crédits prévus en 2024, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### **Programme 16 – Jeunesse**

**612,3 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**217,7 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Le dispositif « Clic & Mouv »**

**188 millions XPF** pour la poursuite du dispositif « clic & mouv » tout en proposant, en 2024 l'extension du dispositif aux enfants âgés de 5 à 11 ans afin d'aider les familles à financer l'accès en centre de vacances et de loisirs habilités et ce, uniquement durant les vacances d'été. Les jeunes de 11-15 ans, déjà détenteurs du porte-monnaie « clic & mouv » auront également accès à cette offre.

→ **Le centre d'accueil de Poé à Bourail**

**66,6 millions XPF** pour le fonctionnement du centre dont 38 millions XPF pour la restauration et l'entretien de l'unité de chauffe et 8,9 millions XPF pour l'entretien des locaux.

→ **Le plan d'actions pour la jeunesse**

**50 millions XPF** pour la participation provinciale aux appels à projets en faveur de la jeunesse.

→ **L'espace provincial Jeunes à Nouméa**

**23,1 millions XPF** pour le fonctionnement de la structure et les actions menées à destination des jeunes.

→ **Le programme « Bien dans mes claquettes »**

**19,6 millions XPF** pour la mise en place d'un plan de prévention des conduites addictives et d'épanouissement de la jeunesse

→ **Les actions globalisées en faveur de la jeunesse**

**16,7 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- |  |                   |
|--|-------------------|
| ▪ la mise en œuvre d'actions visant à améliorer la qualité éducative durant le temps libre des jeunes par des ateliers, des certifications CVL | 11,0 millions XPF |
| ▪ les frais de formation, impression et insertion avec notamment la mise à jour du guide hygiène   | 3,1 millions XPF  |
| ▪ le dispositif de prise en charge des stagiaires BAFA assurant l'encadrement des enfants en CVL   | 2,3 millions XPF  |

→ **Le fonds expérimental pour la jeunesse**

**10,0 millions XPF** pour des interventions, en partenariat avec la DERES, d'éducateurs sportifs au sein des écoles primaires pour la pratique d'activités physiques et sportives afin de lutter contre les risques sanitaires et leurs conséquences néfastes.

→ **Les autres opérations :**

**20,4 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- |  |                  |
|--|------------------|
| ▪ l'accueil des volontaires du service civique universel                         | 8,9 millions XPF |
| ▪ la politique de la jeunesse, pour le dispositif Jeunesse Développement Durable | 7,9 millions XPF |
| ▪ l'organisation du carrefour vacances à l'Hôtel de la province Sud              | 2,4 millions XPF |
| ▪ les actions au titre du collectif jeunes                                       | 1,1 million XPF  |

## Programme 15 – Sports

169,6 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

103,6 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**

65,9 millions XPF de crédits pour les opérations suivantes :

- |   |                   |
|---|-------------------|
| ▪ l'entretien des sentiers de randonnées  | 19,8 millions XPF |
| ▪ l'entretien des pistes des boucles de Tina sur Nouméa   | 15,1 millions XPF |
| ▪ le fonctionnement du centre des activités nautiques à Nouméa  | 15,1 millions XPF |
| ▪ les actions en faveur de la pratique du sport pour l'encadrement des élèves du primaire, de l'école handisport et sport adapté avec l'accompagnement des bénévoles des associations | 7,8 millions XPF  |
| ▪ l'entretien des pistes des boucles de Netcha à Yaté   | 4,0 millions XPF  |
| ▪ la participation au fonctionnement du centre aquatique régional de Dumbéa   | 2,2 millions XPF  |
| ▪ les activités sur les sites de pleine nature  | 1,2 million XPF   |
| ▪ l'entretien du site d'escalade de Téréka à Nouméa   | 0,7 million XPF   |

## Programme 14 – Culture

164,4 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

108,1 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**

56,3 millions XPF de crédits pour les opérations suivantes :

- |   |                   |
|---|-------------------|
| ▪ la formation artistique pour l'attribution de bourses d'enseignement artistique | 16,3 millions XPF |
| ▪ les aides à la création artistique  | 9,5 millions XPF  |
| ▪ l'éducation artistique et culturelle  | 8,2 millions XPF  |
| ▪ l'organisation d'animations culturelles diverses                                | 8,1 millions XPF  |
| ▪ la création et la diffusion audiovisuelle                                       | 6,8 millions XPF  |
| ▪ le fonctionnement du bureau d'accueil de tournage                               | 3,8 millions XPF  |
| ▪ les actions en faveur des publics spécifiques                                   | 2,6 millions XPF  |
| ▪ la participation à la fête de la musique  | 1,0 million XPF   |

## Programme 13 – Patrimoine

104,3 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

43,5 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**

60,8 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- |   |                   |
|---|-------------------|
| ▪ l'entretien du château Hagen à Nouméa | 21,5 millions XPF |
|---|-------------------|

▪ l'institut d'archéologie de Nouvelle-Calédonie et du pacifique (IANCP)	21,0 millions XPF
▪ la gestion des collections provinciales	6,5 millions XPF
dont 2,5 millions XPF pour la location de dock pour la collection Paturel	
▪ diverses actions de valorisation et de sensibilisation	5,2 millions XPF
dont 1,1 million XPF pour des prestations durant le mois du patrimoine	
et 1 million XPF pour des publication et valorisation du patrimoine	
▪ les frais de fonctionnement de l'espace culturel de Déva à Bourail	4,3 millions XPF
▪ diverses actions de conservation et de sauvegarde du patrimoine	2,2 millions XPF
dont 1,1 million XPF pour des prestations durant la journée de l'archéologie	
et 0,5 million XPF pour des publication et valorisation du patrimoine	

## **B.6 - FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT**

**751 millions XPF** prévus en 2024, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### **Programme 25 – Environnement**

**645,2 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**270,2 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La gestion et l'entretien des aires protégées aménagées :**

**65,5 millions XPF** de crédits comprenant les principales actions suivantes :

▪ la gestion des aires de la Netcha, de la Madeleine et des Bois du Sud à Yaté	32,5 millions XPF
▪ l'entretien des mouillages et balisages	8,9 millions XPF
▪ l'entretien des aires aménagées et des îlots	7,0 millions XPF
▪ l'organisation de l'événementiel des 10 ans de RAMSAR et la préparation de la conférence	4,7 millions XPF
▪ la lutte contre les espèces envahissantes	3,5 millions XPF
dont 2,5 millions XPF pour la lutte contre le Miconia	

→ **La gestion des déchets :**

**56,1 millions XPF** de crédits comprenant les principales actions suivantes :

→ Dans le cadre du fonds TAP (taxe anti-pollution) avec un financement à 100% :

▪ la gestion des médicaments non utilisés	23,0 millions XPF
▪ la gestion des navires hors d'usage	15,0 millions XPF

→ Dans le cadre du projet d'accord-cadre ADEME 2024-2027 avec un financement à 50% :

▪ les études techniques suite à des appels à projets	15,0 millions XPF
--	-------------------

→ Dans le cadre du solde de l'accord-cadre ADEME 2017-2023 avec un financement à 50% :

▪ l'organisation de la semaine européenne de réduction des déchets (SERD)	1,5 million XPF
▪ l'organisation d'ateliers technique ADEME	1,0 million XPF

→ **Le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud :**

**56 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement (ŒIL)

→ **Les installations classées :**

**47 millions XPF** pour le suivi et la surveillance des installations classées dont 46,9 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Energie de Nouvelle-Calédonie (DIMENC).

→ **Le parc zoologique et forestier situé sur Nouméa :**

**42,6 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc comprenant notamment :

- l'alimentation des animaux 8,5 millions XPF
- l'entretien et les réparations 6,0 millions XPF
- les honoraires pour le suivi médical des animaux 5,0 millions XPF

→ **Le parc provincial de la rivière-bleue à Yaté :**

**36,2 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc dont 6,5 millions XPF pour le plan de gestion et 5 millions XPF pour le carburant.

→ **La surveillance des milieux naturels :**

**24,9 millions XPF** de crédits comprenant les principaux postes suivants :

- le carburant des unités de surveillance 10,0 millions XPF
- l'entretien et la réparation du matériel et des bateaux 5,0 millions XPF
- la poursuite des actions de lutte contre les chats harets et les rats au Dzumac à Dumbéa et pour la poursuite de la protection des pétrels de Gould en voie d'extinction 2,4 millions XPF
- les primes d'assurance des unités de surveillance 1,9 millions XPF

→ **Le domaine de Déva à Bourail :**

**18,5 millions XPF** de crédits comprenant les principaux postes suivants :

- la maintenance du réseau d'adduction d'eau brute 11,0 millions XPF
- la consommation électrique du captage du Cap 5,0 millions XPF
- l'entretien et la réparation des voies et réseaux 2,5 millions XPF

→ **La conservation et la gestion de la biodiversité**

**8,5 millions XPF** de crédits comprenant les principaux postes suivants :

- le plan directeur de conservation de la vallée de Tontouta en lien avec le conservatoire botanique 6,0 millions XPF
- la poursuite de la valorisation et le suivi des mangroves rurales 1,5 million XPF

→ **Les autres opérations :**

**19,7 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- le fonctionnement du parc provincial des grandes fougères sur les communes de Farino, Moindou et Sarraméa 6,9 millions XPF
- les actions de sensibilisation à l'environnement 5,6 millions XPF
- l'acquisition d'équipements ombrières, d'irrigations et de tables de culture pour la pépinière forêt 4,5 millions XPF
- les frais d'enquêtes relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) 1,9 million XPF

## **Programme 41 – Développement forestier**

**105,8 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**85 millions XPF** de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La sylviculture et reboisement :**

**20,8 millions XPF** de crédits comprenant :

- l'achat de plants forestiers destinés au reverdissement des sites dégradés 16,8 millions XPF
- la réalisation d'un inventaire du santal à l'Île des Pins 4,0 millions XPF



## **B.7 - FONCTION 0 - L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS**

**408,5 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions**

**173,3 millions XPF** de crédits de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La communication et l'information**

Pour l'exercice 2024, les crédits relatifs à la communication s'élèvent à **170 millions XPF**, pour la promotion des actions provinciales dans les différents domaines d'action de la collectivité et comprenant notamment :

▪ les frais d'insertion et de diffusions publicitaires	35 millions XPF
▪ les actions de communication sur Internet	30 millions XPF
▪ les frais de communication pour les diverses campagnes	23 millions XPF
▪ la réalisation de films et de spots radio	22 millions XPF
▪ l'impression de brochures, flyers et affiches	17 millions XPF

→ **Les relations publiques**

**56,9 millions XPF** de crédits pour diverses actions dont 37,9 millions XPF pour l'impression et la diffusion du magazine « Sud Mag »

→ **L'écomobilité**

**6,1 millions XPF** de crédits dont 5 millions XPF pour une enquête sur les modalités de déplacement des ménages et 1,1 million XPF pour une solution dynamique de covoiturage.

→ **La cartographie**

**1,6 million XPF** de frais d'assurance et de réparation du matériel topographique

## **B.8 - FONCTION 1 - LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC**

Pour 2024, il est proposé **167 millions XPF** de crédits de paiement.

Cette enveloppe de fonctionnement sera destinée aux missions de protection des personnes, de surveillance des bâtiments assurées par les communes de la province Sud ou la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM).

### SECTION 3 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS

Les mouvements financiers s'élèvent à **3,750 milliards XPF** répartis comme suit par rubrique :

RUBRIQUES	INV	FONC	TOTAL
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	2 665 100 000	578 300 000	3 243 400 000
LIGNE DE TRESORERIE	0	70 000 000	70 000 000
AUTRES MOUVEMENTS	0	437 313 144	437 313 144
<b>TOTAL</b>	<b>2 665 100 000</b>	<b>1 085 613 144</b>	<b>3 750 713 144</b>

#### A – LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Le remboursement en capital s'élève, pour 2024, à **2,665 milliards XPF** contre 2,723 milliards XPF en 2023 soit une baisse de 58 millions XPF (-2%). La charge des intérêts s'établit à **578,3 millions XPF** en hausse de 39,7 millions XPF par rapport à 2023 (+7%).

Ces crédits, d'un montant total de **3,243 milliards XPF**, comprennent les annuités de la dette en place. Les prévisions de mobilisation 2024 seront effectués en fin d'exercice avec un début de remboursement qu'en 2025.

	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
<b>DETTE EN PLACE</b>	<b>473 800 000</b>	<b>2 634 000 000</b>	<b>3 107 800 000</b>
AFD	177 000 000	1 730 000 000	1 907 000 000
BNC	92 000 000	221 000 000	313 000 000
BDT	172 000 000	405 000 000	577 000 000
CFFL	12 000 000	91 000 000	103 000 000
BCI	16 000 000	67 000 000	83 000 000
SGCB	4 800 000	120 000 000	124 800 000
<b>AUTRES FRAIS FINANCIERS</b>	<b>44 000 000</b>	<b>0</b>	<b>44 000 000</b>
ICNE <sup>1</sup>	0	0	0
BCI-CAP BRED	3 000 000	0	3 000 000
SGCB-SWAP de taux	11 000 000	0	11 000 000
Provision pour variation de taux	30 000 000	0	30 000 000
<b>PREVISION DE MOBILISATION 2024</b>	<b>60 500 000</b>	<b>31 100 000</b>	<b>91 600 000</b>
3 Mdf à 6% sur 15 ans - éch. trimest. Frais : 0,15% du prêt (vers. estimé le 13-09-24 avec 1 <sup>ère</sup> échéance le 13-12-24)	60 500 000	31 100 000	91 600 000
<b>PREVISION BP 24</b>	<b>578 300 000</b>	<b>2 665 100 000</b>	<b>3 243 400 000</b>

<sup>1</sup> Contraction des ICNE 2023 moins ICNE 2024 soit environ -15 MF

#### B – LA LIGNE DE TRESORERIE

Pour 2024, les intérêts et commission de non-utilisation prévus au titre des lignes de trésorerie s'élèvent à **70 millions XPF**, pour une enveloppe de tirage maximal de 6 milliards XPF.

#### C – LES AUTRES MOUVEMENTS

Sont retenues principalement les opérations suivantes :

- 195,8 millions XPF en opérations non ventilées destinés à divers ajustements comptables dont, notamment, les provisions pour créances irrécouvrables, litiges, frais d'actes et de contentieux et ajustements des opérations contractualisées
- 156,5 millions XPF au titre des frais de collecte des centimes additionnels à reverser à la Nouvelle-Calédonie mais ce montant pourrait évoluer si de tel frais sont appliqués sur la fiscalité de répartition
- 45 millions XPF d'admission en non-valeur de créances qui ne sont plus en mesure d'être recouvrées au terme des procédures habituelles appliquées par le trésorier de la collectivité
- 25 millions XPF au titre d'annulations de titres émis à tort
- 12 millions XPF au titre de dommages et intérêts éventuels à verser
- 3 millions XPF au titre de remises gracieuses

## CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

### A. LES AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements 2024 est estimée pour son montant net à **2,7 milliards XPF** et décomposée comme suit :

- 6,5 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements
- 2,7 milliards XPF au titre de la neutralisation de l'amortissement des subventions d'équipements
- 1,1 milliard XPF au titre de la reprise des subventions d'équipements reçues

Les deux dernières inscriptions s'effectuent en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement et viennent en diminution des 6,5 milliards XPF d'amortissement.

### B. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES

**1,310 milliard XPF** sont prévus au titre des reclassements comptables suivants :

- les avances opérées dans le cadre des aides individuelles à l'habitat social reclassées en subventions d'équipement 500 millions XPF
- les frais d'études et de recherche qui ont abouti à des travaux 500 millions XPF
- les avances effectués dans le cadre des fonds de développement 230 millions XPF
- la transformation des avances en compte-courant d'associé ouvert dans les comptes de la SAEM Sud Forêt au profit de la province Sud 80 millions XPF

## CHAPITRE 4 – L'AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement est constitué de l'ensemble des mouvements d'ordre qui permettent de financer les dépenses d'investissement à partir des ressources de fonctionnement.

L'autofinancement est constitué :

- d'une partie obligatoire avec la dotation aux amortissements des biens acquis, des subventions d'équipements versées et des frais d'étude et de recherche en faveur de tiers,
- d'une partie facultative avec le prélèvement sur l'excédent de recettes de fonctionnement affecté à la section d'investissement.

Pour 2024, l'autofinancement s'élève à **2,7 milliards XPF** au titre du montant net de la dotation aux amortissements. La structure de financement du budget primitif 2024 se présente comme suit :

RECETTES	BP 2024		BP 2023		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
RESSOURCES REELLES	4 564 655 657	44 762 327 560	5 079 375 163	43 187 075 154	2,2%
EMPRUNTS	7 500 000 000		7 000 000 000		7,1%
AUTOFINANCEMENT	2 700 000 000		2 800 000 000		.
<b>TOTAL</b>	<b>14 764 655 657</b>	<b>44 762 327 560</b>	<b>14 879 375 163</b>	<b>43 187 075 154</b>	<b>2,5%</b>

DEPENSES	BP 2024		BP 2023		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	12 099 555 657		12 156 375 163		-0,5%
MOUVEMENTS FINANCIERS		437 313 144		631 311 904	
DEPENSES DE GESTION		40 976 714 416		39 142 163 250	4,7%
EMPRUNTS	2 665 100 000	648 300 000	2 723 000 000	613 600 000	-0,7%
AUTOFINANCEMENT		2 700 000 000		2 800 000 000	-3,6%
<b>TOTAL</b>	<b>14 764 655 657</b>	<b>44 762 327 560</b>	<b>14 879 375 163</b>	<b>43 187 075 154</b>	<b>2,5%</b>

Pour 2024, le niveau de l'épargne de gestion, de l'épargne brute et nette se présente comme suit :

		<b>BP 2024</b>	<b>BP 2023</b>
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	<i>A</i>	44 762 327 560	43 187 075 154
DEPENSES DE GESTION	<i>B</i>	41 414 027 560	39 773 475 154
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<i>C (A-B)</i>	<b>3 348 300 000</b>	<b>3 413 600 000</b>
Intérêts sur emprunts	<i>D</i>	648 300 000	613 600 000
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<i>E (C-D)</i>	<b>2 700 000 000</b>	<b>2 800 000 000</b>
<i>Taux</i>		<i>6,0%</i>	<i>6,5%</i>
Remb. en capital des emprunts	<i>F</i>	2 665 100 000	2 723 000 000
<b>EPARGNE NETTE</b>	<i>G (E-F)</i>	<b>34 900 000</b>	<b>77 000 000</b>

## TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par délibération modifiée n° 37-2019/APS du 20 juin 2019, à chaque session budgétaire, un état récapitulatif des autorisations de programmes et d'engagement est joint en annexe des rapports de présentation des documents budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décision modificative).

A ce titre, les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programmes et d'engagement dans le cadre du présent budget primitif 2024 vous sont présentés en annexe du projet de délibération.

## TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE

Conformément aux dispositions de la délibération N° 11-2011/APS du 26 mai 2011, l'assemblée de province Sud a opté pour un vote par fonction de son budget élaboré sous le régime de l'instruction M.52.

En application de cette modalité de vote par fonction, il vous est donc proposé, ci-après, une présentation de la balance générale du budget par chapitre, conformément à l'instruction comptable M52 en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'annexe n°01 du présent rapport présente, ensuite, les mesures nouvelles par chapitre. Au sein de chaque chapitre, les propositions de crédits sont listées par nature, programme et opération pour permettre une meilleure lisibilité des actions provinciales.

Ainsi, pour 2024, le projet de budget primitif s'élève donc à **68,45 milliards XPF** décomposés comme suit :

- 19,884 milliards XPF en section d'investissement ;
- 48,572 milliards XPF en section de fonctionnement.

En mouvements réels, les dépenses s'élèvent à **56,8 milliards XPF** dont 14,7 milliards XPF en section d'investissement et 42,1 milliards XPF en fonctionnement.

**Recettes et dépenses par section et chapitre**

§ Chapitre - libellé chapitre	RECETTE		Total RECETTE	DEPENSE		Total DEPENSE
	INV	FONC		INV	FONC	
900-ADMINISTRATION GENERALE	35 400 000	0	35 400 000	2 281 119 494	0	2 281 119 494
901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000
902-ENSEIGNEMENT	1 269 473 838	0	1 269 473 838	2 369 913 662	0	2 369 913 662
903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	89 500 000	0	89 500 000	575 500 250	0	575 500 250
904-SANTE	25 304 678	0	25 304 678	258 200 000	0	258 200 000
905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	250 481 322	0	250 481 322	955 141 241	0	955 141 241
906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	0	0	0	22 700 000	0	22 700 000
907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	126 366 163	0	126 366 163	1 905 314 278	0	1 905 314 278
908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	703 673 452	0	703 673 452	2 130 000 000	0	2 130 000 000
909-ECONOMIE	0	0	0	762 825 300	0	762 825 300
922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 672 000 000	0	1 672 000 000	0	0	0
923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	7 504 500 000	0	7 504 500 000	2 681 500 000	0	2 681 500 000
924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	0	0	0	8 000 000	0	8 000 000
924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA	0	0	0	5 500 000	0	5 500 000
924079-YATE-RM10 & RM13	0	0	0	415 000 000	0	415 000 000
924086-PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	3 000 000	0	3 000 000	22 000 000	0	22 000 000
924087-RESTRUCTURATION DE LA FOL	64 485 488	0	64 485 488	80 000 000	0	80 000 000
924089-FARINO-ROUTES MUNICIPALES	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000
924091-COTE OUBLIEE	38 470 716	0	38 470 716	76 941 432	0	76 941 432
925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE)	1 310 000 000	0	1 310 000 000	1 310 000 000	0	1 310 000 000
926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE)	6 510 000 000	0	6 510 000 000	3 810 000 000	0	3 810 000 000
954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	282 000 000	0	282 000 000	0	0	0
<b>. INV</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>0</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>0</b>	<b>19 884 655 657</b>
930-ADMINISTRATION GENERALE	0	259 560 000	259 560 000	0	6 649 498 995	6 649 498 995
931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	0	167 000 000	167 000 000
932-ENSEIGNEMENT	0	267 437 649	267 437 649	0	14 685 966 000	14 685 966 000
933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0	60 078 408	60 078 408	0	1 066 816 000	1 066 816 000
934-SANTE	0	277 888 599	277 888 599	0	3 539 535 079	3 539 535 079
935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	0	1 997 452 904	1 997 452 904	0	7 179 965 280	7 179 965 280
936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	0	427 500 000	427 500 000	0	1 123 530 000	1 123 530 000
937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0	98 150 000	98 150 000	0	814 205 750	814 205 750
938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	0	277 510 000	277 510 000	0	1 924 555 000	1 924 555 000
939-ECONOMIE	0	20 000 000	20 000 000	0	4 106 455 456	4 106 455 456
940-IMPOSITIONS DIRECTES	0	1 120 000 000	1 120 000 000	0	0	0
941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	0	7 130 000 000	7 130 000 000	0	156 500 000	156 500 000
942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0	32 757 750 000	32 757 750 000	0	0	0
943-OPERATIONS FINANCIERES	0	69 000 000	69 000 000	0	648 300 000	648 300 000
946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE)	0	3 810 000 000	3 810 000 000	0	6 510 000 000	6 510 000 000
<b>. FONC</b>	<b>0</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>0</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>48 572 327 560</b>
<b>Total général</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>68 456 983 217</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>68 456 983 217</b>

## **Annexes au rapport**

Annexe n° 01 – Les propositions de crédits par chapitre, nature, programme et opération.

Annexe n° 02 – Les prévisions de subventions de fonctionnement (sur crédits de paiement ouverts au budget par l'assemblée).

Annexe n° 03 – Le projet de délibération, ses annexes relatives aux autorisations de programmes et d'engagement et le fascicule budgétaire.

**DETAIL DES CREDITS**  
**PAR CHAPITRE**



CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00205	HELICOPTERE	0	10 000 000	0	18 900 000
	06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	0	0	0	61 500 000
	06D00299	CARTOGRAPHIE	2 000 000	15 000 000	2 000 000	27 180 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	115 500 000	0	119 500 000
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	34 800 000	0	22 650 000
	15D05098	AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	27 000 000	0	0	0
	15D05111	INFORMATIQUE	0	311 300 000	0	286 200 000
	15D05192	ETUDES PRE-PROGRAMMES	0	3 000 000	0	10 000 000
	17D05786	CREANCES SUR CESSIONS DE BIENS IMMOBILIERS	0	0	38 000 000	0
	18D05923	AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	6 400 000	30 000 000	0	26 000 000
	18D05924	BAT PROV-GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS	0	208 000 000	0	182 470 000
	18D05925	LOGEMENTS	0	79 100 000	0	600 000
	19D06020	NOUMEA-POLE TECHNIQUE	0	377 700 000	0	561 000 000
	20D06200	BUDGET PARTICIPATIF	0	200 000 000	0	206 490 000
	22D06467	BATIMENTS ADMINISTRATIFS (ROUTE DES ARTIFICES)	0	100 000 000	0	65 000 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>35 400 000</b>	<b>1 484 400 000</b>	<b>40 000 000</b>	<b>1 587 490 000</b>
	12D03739	COMMUNICATION-INFORMATION	0	3 000 000	0	1 500 000
	<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>		<b>0</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 500 000</b>
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	0	793 719 494	0	509 335 597
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>793 719 494</b>	<b>0</b>	<b>509 335 597</b>
<b>CHAPITRE 900-ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>35 400 000</b>	<b>2 281 119 494</b>	<b>40 000 000</b>	<b>2 098 325 597</b>
	19D06031	SECURITE	0	200 000 000	0	102 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>102 000 000</b>
<b>CHAPITRE 901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>			<b>0</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>102 000 000</b>
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	0	2 000 000	0	26 500 000
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	5 000 000	0	700 000
	06D00406	PRETS ETUDIANTS	0	0	0	200 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0</b>	<b>27 400 000</b>
	06D00018	DGE - COLLEGE	978 000 000	0	997 000 000	0
	06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS	0	135 000 000	0	135 000 000
	06D00073	TOUS COLLEGES	0	260 000 000	0	270 000 000
	08D01427	COLLEGES-CABLAGE INFORMATIQUE	0	25 000 000	0	20 000 000
	14D04842	COLLEGES-INFORMATIQUE	121 898 838	417 297 675	23 166 217	371 332 434
	16D05400	ECONOMIE D'ENERGIE-COLLEGES	0	40 000 000	0	116 030 000
	19D05964	SECURISATION DES COLLEGES	66 250 000	106 500 000	145 600 000	260 800 000
	20D06190	COLLEGE DE KAMERE	0	63 000 000	0	8 875 000
	21D06320	COLLEGE DE BOULARI	0	127 000 000	0	143 200 000
	21D06321	COLLEGE LEOPOLD DJIET- BOURAIL	0	73 000 000	0	40 000 000
	21D06322	COLLEGE FRANCIS CARCO	0	63 000 000	0	185 000 000
	21D06323	COLLEGE DE NORMANDIE	0	118 500 000	0	0
	21D06339	COLLEGE D'AUTEUIL	0	0	0	39 200 000
	21D06369	COLLEGE LOUISE MICHEL-EXTENSION	0	200 000 000	0	365 000 000
	22D06474	COLLEGES NOUVELLE GENERATION	0	150 000 000	0	55 000 000
	<b>Programme 07-COLLEGES PUBLICS</b>		<b>1 166 148 838</b>	<b>1 778 297 675</b>	<b>1 165 766 217</b>	<b>2 009 437 434</b>
	06D00466	MISE AUX NORMES & RENOVATION BATIMENTS	16 125 000	21 500 000	50 538 362	75 000 000
	23D06501	AAP-SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT PRIVE	87 200 000	109 000 000	0	0
	<b>Programme 09-ENSEIGNEMENT PRIVE</b>		<b>103 325 000</b>	<b>130 500 000</b>	<b>50 538 362</b>	<b>75 000 000</b>
	16D05403	INTERNAT DE BOURAIL	0	10 000 000	0	27 702 000
	16D05404	INTERNAT DE LA FOA	0	86 300 000	0	12 850 000
	20D06192	INTERNAT DE LA REUSSITE HENRIETTE PENTECOST	0	4 700 000	0	7 102 000
	<b>Programme 11-INTERNATS</b>		<b>0</b>	<b>101 000 000</b>	<b>0</b>	<b>47 654 000</b>
	18D05918	INNOV ECOLES	0	500 000	0	500 000
	21D06334	EQUIPEMENT NUMERIQUE DES ECOLES	0	120 000 000	0	100 000 000
	22D06472	VALORISATION DES ACTIONS	0	1 000 000	0	400 000
	<b>Programme 12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>		<b>0</b>	<b>121 500 000</b>	<b>0</b>	<b>100 900 000</b>
	17D05685	CA-EQUIPEMENTS SCOLAIRES	0	0	0	2 584 933
	20D06237	CONFORT THERMIQUE ET PHONIQUE ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	0	231 615 987	0	48 450 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>231 615 987</b>	<b>0</b>	<b>51 034 933</b>
<b>CHAPITRE 902-ENSEIGNEMENT</b>			<b>1 269 473 838</b>	<b>2 369 913 662</b>	<b>1 216 304 579</b>	<b>2 311 426 367</b>
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	100 000	0	100 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
	06D00051	NEA-BOULANGERIE DE NOUVILLE	0	15 000 000	0	0
	06D00057	PAT BATI-CHATEAU HAGEN	0	13 785 000	0	11 750 000
	08D01310	PAT BATI-CONSERVATION & SAUVEGARDE	0	58 500 000	0	75 000 000
	11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES	0	1 000 000	0	0
	12D04355	PAT BATI-PROTECTION-ILE DES PINS	0	8 000 000	0	0
	13D04436	PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	0	400 000	0	400 000
	17D05675	PAT ARCHEOLOGIQUE	0	2 000 000	0	2 000 000
	18D05919	RESTAURATION BATIMENTS PROVINCIAUX	0	11 000 000	0	17 000 000
	24D06611	ESPACE CULTUREL DE DEVA	0	1 000 000	0	0
	24D06628	SITE ARCHEOLOGIQUE LES ECRINS DE POE	0	10 000 000	0	0
	<b>Programme 13-PATRIMOINE</b>		<b>0</b>	<b>120 685 000</b>	<b>0</b>	<b>106 150 000</b>
	15D05256	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-CULTURE	0	14 535 250	0	2 000 000
	16D05427	AIDES AUX PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES ET CINEMATOGRAPHIQUES	0	49 500 000	0	49 000 000
	20D06240	MAISON DE WALLIS ET FUTUNA	0	175 000 000	0	30 000 000
	<b>Programme 14-CULTURE</b>		<b>0</b>	<b>239 035 250</b>	<b>0</b>	<b>81 000 000</b>
	06D00153	ACTIONS SPORTS - GLOBALISEES	0	500 000	0	1 620 000
	10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	0	2 000 000	0	6 300 000
	11D03655	EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR TIERS	0	12 800 000	0	10 800 000
	12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	0	23 300 000	0	17 500 000
	15D05091	STADE DU PLGC	0	9 500 000	0	5 850 000
	15D05095	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	0	6 850 000	0	10 300 000
	22D06479	PISTES BMX DE TINA	89 500 000	100 000 000	89 500 000	100 000 000
	24D06617	CIRCUITS NAUTIQUES	0	3 000 000	0	0
	<b>Programme 15-SPORTS</b>		<b>89 500 000</b>	<b>157 950 000</b>	<b>89 500 000</b>	<b>152 370 000</b>
	06D00150	ACTIONS JEUNESSE - GLOBALISEES	0	0	0	50 000
	13D04212	EQUIPEMENTS STRUCTURES SOCIO EDUCATIVES POUR TIERS	0	3 000 000	0	3 000 000
	15D05096	BRL-CAP POE	0	16 930 000	0	9 930 000
	21D06331	ESPACE JEUNES	0	1 800 000	0	3 500 000

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	21D06357	FOYERS POUR JEUNES ADOLESCENTS	0	31 000 000	7 500 000	27 500 000
	<b>Programme 16-JEUNESSE</b>		0	52 730 000	7 500 000	43 980 000
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	0	5 000 000	0	0
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		0	5 000 000	0	0
<b>CHAPITRE 903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS</b>			<b>89 500 000</b>	<b>575 500 250</b>	<b>97 000 000</b>	<b>383 600 000</b>
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	0	35 000 000	0	8 500 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	24 000 000	0	24 000 000
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	7 700 000	0	5 400 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		0	66 700 000	0	37 900 000
	11D03155	IDP-CMS DE VAO	0	0	1 125 000	1 500 000
	11D03185	EQUIPEMENTS MEDICAUX	0	57 500 000	0	30 000 000
	17D05705	THIO-MAISON DE SANTE THIO	0	0	228 750	305 000
	20D06244	BRL-MAISON DE SANTE BOURAIL	25 304 678	124 000 000	53 550 000	129 901 780
	22D06476	AIDE A L'INSTALLATION DE MEDECINS ET DENTISTES	0	10 000 000	0	30 000 000
	<b>Programme 20-SANTE PUBLIQUE</b>		25 304 678	191 500 000	54 903 750	191 706 780
<b>CHAPITRE 904-SANTE</b>			<b>25 304 678</b>	<b>258 200 000</b>	<b>54 903 750</b>	<b>229 606 780</b>
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	0	2 000 000	0	500 000
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	1 000 000	0	610 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		0	3 000 000	0	1 110 000
	06D00259	AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	45 000 000	0	56 000 000	0
	07D00605	FONDS DE GARANTIE HABITAT SOCIAL	0	10 000 000	0	10 000 000
	17D05723	AIDE A L'HABITAT GROUPE	199 481 322	402 675 097	338 163 852	645 085 136
	17D05725	AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	0	463 000 000	0	138 000 000
	17D05735	ETUDES HABITAT SOCIAL	6 000 000	38 000 000	32 812 500	47 750 000
	21D06330	APPARTEMENT RELAIS	0	800 000	0	800 000
	<b>Programme 18-HABITAT SOCIAL</b>		250 481 322	914 475 097	426 976 352	841 635 136
	15D05235	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-MEDICO SOCIAL	0	6 500 000	0	6 500 000
	19D06019	FOYER POUR ADOLESCENTS	0	0	257 500	515 000
	21D06342	MAISON DE L'ENFANCE DE BOURAIL	0	22 000 000	0	8 000 000
	23D06493	MAISON DE L'ENFANCE-DSM	0	1 207 144	0	0
	23D06494	FOYER MARCELLE JORDA	0	550 000	0	0
	23D06495	DISPOSITIF DE SEJOURS DE RUPTURE DE NEMEARA	0	1 700 000	0	0
	23D06496	VILLA GAJAC	0	709 000	0	0
	<b>Programme 19-MEDICO-SOCIAL</b>		0	32 666 144	257 500	15 015 000
	17D05689	CPEC-EQUIPEMENTS URBAINS	0	5 000 000	0	9 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		0	5 000 000	0	9 000 000
<b>CHAPITRE 905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>			<b>250 481 322</b>	<b>955 141 241</b>	<b>427 233 852</b>	<b>866 760 136</b>
	08D02194	EMPLOIS-FRAIS COMMUNS	0	2 000 000	0	2 000 000
	<b>Programme 31-EMPLOI</b>		0	2 000 000	0	2 000 000
	08D01769	CHANTIERS DE JEUNES	0	19 000 000	0	0
	16D05413	TRAVAUX D'INTERET GENERAL-TIG	0	1 700 000	4 300 000	1 300 000
	<b>Programme 33-INSERTION</b>		0	20 700 000	4 300 000	1 300 000
<b>CHAPITRE 906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			<b>0</b>	<b>22 700 000</b>	<b>4 300 000</b>	<b>3 300 000</b>
	07D00526	GESTION DES DECHETS	0	35 000 000	22 844 666	45 689 333
	08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	101 066 163	362 000 000	87 750 000	192 000 000
	12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	0	4 220 000	0	5 980 000
	12D03718	CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	7 500 000	85 859 875	0	21 745 000
	13D04181	AIRES PROTEGEES AMENAGEES	0	29 980 215	4 400 000	38 400 000
	15D05090	MD-PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	0	151 800 000	0	119 800 000
	15D05092	NEA-PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	0	31 500 000	0	23 700 000
	19D06015	PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	0	7 000 000	10 500 000	21 000 000
	19D06017	COTE OUBLIEE	0	0	14 482 997	28 965 992
	21D06335	PARC PROVINCIAL DES GRANDES FOUGERES	0	74 989 536	0	142 000 000
	22D06458	RESTAURATION SITES DEGRADEES	0	15 000 000	0	11 500 000
	23D06498	RESTAURATION DE LA FORET SECHE	7 800 000	19 500 000	0	15 000 000
	24D06625	EROSION ILOT ENJEUX TOURISTIQUE-ENVIRONNEMENTAL	0	105 000 000	0	0
	<b>Programme 25-ENVIRONNEMENT</b>		116 366 163	921 849 626	139 977 663	665 780 325
	13D04194	SCHEMAS PROVINCIAUX D'AMENAGEMENT	0	8 000 000	0	27 000 000
	21D06329	SITE DE KOUTIO KOUETA	0	53 000 000	0	82 000 000
	<b>Programme 26-URBANISME</b>		0	61 000 000	0	109 000 000
	16D05423	ZAC-EQUILIBRE FINANCIER	0	450 000 000	0	500 000 000
	20D06242	ECOPOLE RECYCLERIE	0	203 589 652	0	115 000 000
	<b>Programme 27-ZIZA-ZAC</b>		0	653 589 652	0	615 000 000
	15D05076	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	0	3 000 000	0	10 000 000
	<b>Programme 29-AMENAGEMENT RURAL</b>		0	3 000 000	0	10 000 000
	21D06341	SUD FORET	0	75 000 000	0	155 000 000
	<b>Programme 41-DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>		0	75 000 000	0	155 000 000
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	0	15 000 000	0	24 000 000
	17D05682	CA-AEP	0	0	0	7 956 867
	17D05683	CA-ASSAINISSEMENT	0	0	0	69 475 602
	17D05684	CA-EQUIPEMENTS URBAINS	0	140 875 000	0	198 500 435
	17D05688	CPEC-ASSAINISSEMENT	0	0	0	13 604 400
	17D05689	CPEC-EQUIPEMENTS URBAINS	0	15 000 000	0	31 993 584
	17D05691	CPEC-AEP	0	0	0	51 586 733
	17D05734	ADEME-ACCORD CADRE 2017-2021	10 000 000	20 000 000	25 000 000	50 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		10 000 000	190 875 000	25 000 000	447 117 621
<b>CHAPITRE 907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT</b>			<b>126 366 163</b>	<b>1 905 314 278</b>	<b>164 977 663</b>	<b>2 001 897 946</b>
	06D00286	TERRAINS - RESEAU ROUTIER	0	1 000 000	0	0
	16D05425	AMELIORATION DE LA DESSERTE DU SUD EST	0	50 000 000	28 000 000	70 000 000
	18D05927	RENFORCEMENT RP RESEAU SUD	0	400 000 000	0	300 000 000
	18D05930	RENFORCEMENT RP RESEAU NORD	0	170 000 000	0	170 000 000
	18D05931	RECONSTRUCTIONS OUVRAGES D'ART	160 946 531	210 000 000	188 250 000	251 000 000
	18D05932	SECURISATION	0	48 000 000	0	75 000 000
	18D05934	SECURISATION DES TALUS	132 822 838	170 000 000	0	94 000 000
	18D05935	ETUDES SUR RESEAU ROUTIER	0	40 000 000	0	40 000 000

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	18D05936	MATERIEL D'ENTRETIEN DE VOIRIE	0	12 000 000	0	2 000 000
	18D05937	REPARATIONS ET CONFORMITE OUVRAGES D'ART	0	130 000 000	0	14 000 000
	18D05938	AMENAGEMENT DES ROUTES	136 209 277	205 000 000	289 002 702	824 000 000
	21D06362	DOUBLEMENT DES VOIES ET SECURISATION ECHANGEUR PAITA NORD	252 094 806	500 000 000	315 118 508	700 000 000
	<b>Programme 21-RESEAU ROUTIER</b>		<b>682 073 452</b>	<b>1 936 000 000</b>	<b>820 371 210</b>	<b>2 540 000 000</b>
	07D00552	BRL-AERODROME DE POE	0	20 000 000	0	50 000 000
	15D05089	IDP-AERODROME DE MOUE	21 600 000	12 500 000	0	142 500 000
	<b>Programme 22-INFRA &amp; TRSPRT - AERIE</b>		<b>21 600 000</b>	<b>32 500 000</b>	<b>0</b>	<b>192 500 000</b>
	17D05779	CDI-ACCUEIL DES CROISIERISTES	0	0	0	5 344 000
	18D05943	REHABILITATION OUVRAGES MARITIMES	0	50 000 000	0	18 500 000
	<b>Programme 24-INFRA &amp; TRSPRT - MARITIME</b>		<b>0</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>23 844 000</b>
	17D05686	CA-ROUTES	0	11 500 000	0	33 876 988
	17D05690	CPEC-ROUTES	0	0	0	41 682 647
	22D06464	PAITA-RENFORCEMENT ROUTE DU LITTORAL	0	100 000 000	0	60 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>111 500 000</b>	<b>0</b>	<b>135 559 635</b>
<b>CHAPITRE 908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>			<b>703 673 452</b>	<b>2 130 000 000</b>	<b>820 371 210</b>	<b>2 891 903 635</b>
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	0	1 500 000	0	0
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	0	500 000	0	4 800 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 800 000</b>
	15D05077	CASE MARITIME - MISE EN OEUVRE PPAP	0	6 000 000	0	10 000 000
	15D05085	CASE - INDUSTRIE & COMMERCE-15/19	0	0	0	5 000 000
	15D05086	CASE - TOURISME-15/19	0	0	0	5 000 000
	17D05698	DISPOSITIF SOUTIEN PPAP 2017-2021	0	0	0	250 000 000
	18D05945	AIDE A LA SECURISATION DES COMMERCES	0	15 000 000	0	20 000 000
	20D06155	FONDS AGRTEQUIP-PSUD	0	100 000 000	0	80 000 000
	20D06157	CASE - INDUSTRIE ET COMMERCE 2020-2025	0	105 000 000	0	69 000 000
	20D06158	CASE - TOURISME 2020-2025	0	20 000 000	0	20 000 000
	20D06251	CD-CASE-INDUSTRIE ET COMMERCE	0	0	2 184 899	4 369 797
	21D06343	BONIFICATION DES CREDITS D'EQUIPEMENT POUR L'INSTALLATION DE JEUNES AR	0	5 000 000	0	0
	21D06368	ACCOMPAGNEMENT JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES	0	0	0	100 000 000
	21D06374	AIDE A LA NUMERISATION	0	10 000 000	0	20 000 000
	21D06375	SOUTIEN A L'EMPLOI SALARIE INDUSTRIE ET COMMERCE	0	0	0	20 000 000
	21D06376	SOUTIEN A L'EMPLOI SALARIE TOURISME	0	0	0	1 000 000
	23D06491	DISPOSITIF SOUTIEN PPAP 2023-2027	0	250 000 000	0	0
	23D06503	PLAN D'URGENCE AUX ACTIVITES SUBAQUATIQUES ET NAUTIQUES	0	54 000 000	0	0
	23D06603	OPERATIONS NON VENTILEES	0	30 000 000	0	0
	24D06620	AIDE REDUCTION NUISANCE SONORE	0	20 000 000	0	0
	<b>Programme 34-SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>615 000 000</b>	<b>2 184 899</b>	<b>604 369 797</b>
	06D00257	EQUIPEMENTS TECHNIQUES	0	400 000	0	500 000
	15D05258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-AGRICULTURE	0	10 475 300	0	0
	23D06604	OPERATIONS NON VENTILEES	0	1 700 000	0	0
	<b>Programme 37-AGRICULTURE</b>		<b>0</b>	<b>12 575 300</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
	15D05106	IDP-ZONE ACCUEIL DES CROISIERISTES KUTO	0	0	0	15 000 000
	23D06487	CYCLO-TOURISME	0	0	0	10 000 000
	<b>Programme 38-TOURISME</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 000 000</b>
	18D06075	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-EXPANSION GENERALE	0	0	0	10 000 000
	<b>Programme 39-EXPANSION GENERALE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>
	06D00361	EQUIPEMENTS GLOBALISES - STATIONS PROVINCIALES	0	1 500 000	0	0
	15D05080	BIOFABRIQUES	0	900 000	0	1 500 000
	15D05081	PEPINIERE DE PORT-LAGUERRE	0	51 700 000	0	6 500 000
	15D05082	STATION AQUACOLE DE ST-VINCENT	0	3 000 000	0	3 000 000
	15D05083	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	0	46 150 000	0	28 700 000
	18D05940	BIOFABRIQUE DE PORT-LAGUERRE	0	30 000 000	0	0
	<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>		<b>0</b>	<b>133 250 000</b>	<b>0</b>	<b>39 700 000</b>
	20D06249	CPEC-ECONOMIE	0	0	0	5 034 905
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 034 905</b>
<b>CHAPITRE 909-ECONOMIE</b>			<b>0</b>	<b>762 825 300</b>	<b>2 184 899</b>	<b>689 404 702</b>
	06D00013	DGE-NC	1 672 000 000	0	1 626 400 000	0
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>1 672 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 626 400 000</b>	<b>0</b>
<b>CHAPITRE 922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>			<b>1 672 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 626 400 000</b>	<b>0</b>
	09D02354	CONSIGNATIONS-DEPOTS-CAUTIONNEMENTS	4 500 000	16 400 000	0	21 150 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>4 500 000</b>	<b>16 400 000</b>	<b>0</b>	<b>21 150 000</b>
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	7 500 000 000	2 665 100 000	7 000 000 000	2 723 000 000
	<b>Programme 03-EMPRUNTS</b>		<b>7 500 000 000</b>	<b>2 665 100 000</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>2 723 000 000</b>
<b>CHAPITRE 923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES</b>			<b>7 504 500 000</b>	<b>2 681 500 000</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>2 744 150 000</b>
	11D03597	SITES DEGRADES	0	8 000 000	0	0
	<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>		<b>0</b>	<b>8 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHAPITRE 924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADES</b>			<b>0</b>	<b>8 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	12D03813	EXTENSION DES PISTES DE TINA	0	0	17 500 000	0
		PISTES DE TINA	0	5 500 000	0	4 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>5 500 000</b>	<b>17 500 000</b>	<b>4 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA</b>			<b>0</b>	<b>5 500 000</b>	<b>17 500 000</b>	<b>4 000 000</b>
	15D05107	NEA-BOUCLES DE TINA	0	0	0	40 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924073-BOUCLES DE TINA</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000 000</b>
	17D05717	YATE-RM10 & RM12	0	415 000 000	0	140 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>415 000 000</b>	<b>0</b>	<b>140 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924079-YATE-RM10 &amp; RM13</b>			<b>0</b>	<b>415 000 000</b>	<b>0</b>	<b>140 000 000</b>
	20D06238	PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	3 000 000	22 000 000	28 000 000	56 000 000
	<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>		<b>3 000 000</b>	<b>22 000 000</b>	<b>28 000 000</b>	<b>56 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924086-PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS</b>			<b>3 000 000</b>	<b>22 000 000</b>	<b>28 000 000</b>	<b>56 000 000</b>
	20D06243	RESTRUCTURATION DE LA FOL	64 485 488	80 000 000	225 699 210	280 000 000
	<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>		<b>64 485 488</b>	<b>80 000 000</b>	<b>225 699 210</b>	<b>280 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924087-RESTRUCTURATION DE LA FOL</b>			<b>64 485 488</b>	<b>80 000 000</b>	<b>225 699 210</b>	<b>280 000 000</b>
	21D06336	CD-DECHETS INFRASTRUCTURES COMMUNALES	0	0	10 500 000	21 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 500 000</b>	<b>21 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924088-RESORPTION DEPOTS SAUVAGES</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 500 000</b>	<b>21 000 000</b>
	22D06463	FARINO-ROUTE MUNICIPALE 22	0	15 000 000	0	15 000 000
	<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>		<b>0</b>	<b>15 000 000</b>	<b>0</b>	<b>15 000 000</b>

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
<b>CHAPITRE 924089-FARINO-ROUTES MUNICIPALES</b>			<b>0</b>	<b>15 000 000</b>	<b>0</b>	<b>15 000 000</b>
	23D06492	CONSERVATION DES SITES PRIORITAIRES DE FORET SECHE	0	0	0	1 000 000
	<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>
<b>CHAPITRE 924090-CONSERVATION DES SITES PRIORITAIRES DE FORET SECHE</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>
	24D06624	COTE OUBLIEE	38 470 716	76 941 432	0	0
	<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>		<b>38 470 716</b>	<b>76 941 432</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHAPITRE 924091-COTE OUBLIEE</b>			<b>38 470 716</b>	<b>76 941 432</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	06D00360	RECLASSEMENT D'INVESTISSEMENT	230 000 000	230 000 000	409 118 800	409 118 800
	09D02594	HABITAT SOCIAL	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	13D04655	RECLASSEMENT DES FERDI	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	21D06379	SUD FORET	80 000 000	80 000 000	235 000 000	235 000 000
	22D06465	SEM SUD HABITAT	0	0	400 000 000	400 000 000
	<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>		<b>1 310 000 000</b>	<b>1 310 000 000</b>	<b>2 044 118 800</b>	<b>2 044 118 800</b>
<b>CHAPITRE 925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE)</b>			<b>1 310 000 000</b>	<b>1 310 000 000</b>	<b>2 044 118 800</b>	<b>2 044 118 800</b>
	06D00321	AMORTISSEMENTS	6 510 000 000	1 110 000 000	5 900 000 000	1 080 000 000
	18D05941	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	0	2 700 000 000	0	2 020 000 000
	<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>		<b>6 510 000 000</b>	<b>3 810 000 000</b>	<b>5 900 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>
<b>CHAPITRE 926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE)</b>			<b>6 510 000 000</b>	<b>3 810 000 000</b>	<b>5 900 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>
	11D03610	CESSIONS DE BIENS IMMOBILIERS & MOBILIERS	268 000 000	0	330 000 000	0
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>268 000 000</b>	<b>0</b>	<b>330 000 000</b>	<b>0</b>
	06D00362	PDTS DOMANIAUX ET D'EXPLOITATION - STATIONS PROVINCIALES	14 000 000	0	14 000 000	0
	<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>		<b>14 000 000</b>	<b>0</b>	<b>14 000 000</b>	<b>0</b>
<b>CHAPITRE 954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)</b>			<b>282 000 000</b>	<b>0</b>	<b>344 000 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL SECTION INVESTISSEMENT</b>			<b>19 884 655 657</b>	<b>19 884 655 657</b>	<b>20 023 493 963</b>	<b>20 023 493 963</b>
	06D00031	DOMAINE PUBLIC MARITIME	125 000 000	0	125 900 000	0
	06D00033	DOMMAGES, INTERETS ET PENALITES	0	12 000 000	0	4 000 000
	06D00047	LOGEMENTS	3 500 000	23 845 000	5 000 000	20 075 000
	06D00102	REMISES GRACIEUSES	0	3 000 000	0	3 000 000
	06D00109	REPLACEMENTS DIVERS	0	350 000 000	0	380 000 000
	06D00117	FORMATION DU PERSONNEL PROVINCIAL	0	202 350 000	0	182 500 000
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	147 631 044	0	119 825 753
	06D00190	ADMISSION EN NON-VALEUR	0	45 000 000	0	45 000 000
	06D00205	HELICOPTERE	0	20 400 000	0	18 469 541
	06D00212	MASSE SALARIALE	0	3 665 000 000	0	3 700 000 000
	06D00274	TELECOMMUNICATIONS - LIGNES SPECIALISEES	0	28 000 000	0	40 000 000
	06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	106 560 000	0	90 560 000	0
	06D00287	PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES ET CARTOGRAPHIQUES	3 000 000	0	4 000 000	0
	06D00294	TITRES ANNULES	0	25 000 000	0	22 000 000
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	888 666 779	0	827 463 824
	06D00299	CARTOGRAPHIE	0	1 600 000	0	1 600 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	63 250 000	0	59 700 000
	06D00319	IMMEUBLES - ADMINISTRATION	9 300 000	0	8 800 000	0
	06D00371	PERSONNEL PERMANENT - FRAIS COMMUNS	0	115 000 000	0	93 252 500
	07D00613	SUBVENTIONS HCD	0	164 406 348	0	162 406 348
	09D02114	AIDES AUX AGENTS PROVINCIAUX HANDICAPES	0	500 000	0	250 000
	11D03602	KO WE KARA	5 800 000	8 950 000	5 500 000	8 950 000
	12D03799	OPERATIONS NON VENTILEES	0	195 813 144	0	422 311 904
	15D05098	AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	6 400 000	550 000	0	0
	19D05961	ECOMOBILITE	0	6 100 000	0	0
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>259 560 000</b>	<b>5 967 062 315</b>	<b>239 760 000</b>	<b>6 110 804 870</b>
	06D00099	RELATIONS PUBLIQUES	0	56 936 680	0	18 171 164
	06D00222	MISSIONS	0	19 600 000	0	19 600 000
	06D00246	INDEMNITES ELUS	0	425 000 000	7 944 696	416 000 000
	07D00567	FORMATION DES ELUS	0	2 000 000	0	200 000
	07D00614	SUBVENTIONS HCD	0	8 900 000	0	8 900 000
	12D03739	COMMUNICATION-INFORMATION	0	170 000 000	0	165 000 000
	<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>		<b>0</b>	<b>682 436 680</b>	<b>7 944 696</b>	<b>627 871 164</b>
<b>CHAPITRE 930-ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>259 560 000</b>	<b>6 649 498 995</b>	<b>247 704 696</b>	<b>6 738 676 034</b>
	13D04203	SECURITE	0	167 000 000	0	167 000 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>167 000 000</b>	<b>0</b>	<b>167 000 000</b>
<b>CHAPITRE 931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>			<b>0</b>	<b>167 000 000</b>	<b>0</b>	<b>167 000 000</b>
	06D00115	REPLACEMENTS ENSEIGNANTS	0	600 000 000	0	600 000 000
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	43 530 000	0	51 000 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	0	11 027 025 000	0	10 214 000 000
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	10 150 000	0	9 130 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	800 000	0	1 200 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>11 681 505 000</b>	<b>0</b>	<b>10 875 330 000</b>
	06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS	0	260 000 000	0	288 000 000
	15D05097	COLLEGES NUMERIQUES - ASSISTANCE ET MAINTENANCE	0	105 000 000	0	85 000 000
	15D05176	ENTRETIEN DES COLLEGES	0	18 000 000	0	18 000 000
	<b>Programme 07-COLLEGES PUBLICS</b>		<b>0</b>	<b>383 000 000</b>	<b>0</b>	<b>391 000 000</b>
	06D00170	TRANSPORTS	0	67 150 000	0	70 680 000
	06D00302	ALLOC.SPECIALE DE RENTREE SCOLAIRE	0	114 560 000	0	125 490 000
	06D00359	BOURSES - EXTERNAT	0	9 230 000	0	10 028 800
	10D02817	BOURSES - PENSION	0	31 000 000	0	56 754 000
	10D02819	BOURSES - DEMI-PENSION	0	420 000 000	0	393 210 000
	11D03611	BOURSES - IP PENSION	5 954 914	5 800 000	10 111 500	10 111 500
	11D03612	BOURSES - IP DEMI-PENSION	14 300 214	17 500 000	15 381 500	15 381 500
	20D06196	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT-FRAIS COMMUNS	0	200 000	0	12 600 000
	21D06325	COMPLEMENT BOURSES - DEMI-PENSION	2 894 409	349 500 000	5 470 000	342 910 000
	21D06326	COMPLEMENT BOURSE PENSION	8 902 112	15 700 000	6 070 000	36 470 000
	23D06506	MENTORAT	0	2 500 000	0	0
	<b>Programme 08-ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT</b>		<b>32 051 649</b>	<b>1 033 140 000</b>	<b>37 033 000</b>	<b>1 073 635 800</b>
	06D00048	DOTATION GLOBALE - ENSEIGNEMENT PRIVE	0	491 000 000	0	280 000 000
	<b>Programme 09-ENSEIGNEMENT PRIVE</b>		<b>0</b>	<b>491 000 000</b>	<b>0</b>	<b>280 000 000</b>
	06D00175	FRAIS DE TRANSPORTS - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	37 270 000	0	41 520 000

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00239	OPERATIONS NON VENTILEES - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	19 750 000	0	19 315 000
	06D00305	ALLOCATION DE RENTREE	0	29 050 000	0	29 050 000
	06D00314	PRIX D'ENCOURAGEMENT	0	7 449 000	0	6 685 000
	06D00345	BONIFICATION PRETS	0	0	0	147 400
	06D00369	BOURSES HORS TERRITOIRE	0	129 834 000	0	123 270 440
	06D00373	BOURSES NC	0	11 680 000	0	11 854 000
	07D00554	AIDES FORFAITAIRES BTS	0	4 000 000	0	8 000 000
	07D00555	PRIX D'EXCELLENCE	0	3 000 000	0	3 000 000
	07D00557	FRET BAGAGES DES ETUDIANTS	0	1 000 000	0	1 000 000
	07D00658	AIDES EXCEPTIONNELLES	0	5 000 000	0	2 000 000
	13D04495	BOURSES D'EXCELLENCE	0	116 867 000	0	109 926 500
	16D05406	PRIME D'INSTALLATIONS	0	32 250 000	0	25 800 000
	17D05719	UNC-EVOLUTION IUT & ACCES JEUNES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	0	0	7 682 927
	17D05781	PLAN JEUNESSE OUTRE-MER - PARCOURS EXCELLENCE ET PROJETS INNOVANTS	0	0	0	5 525 000
	20D06241	ACCOMPAGNEMENT DES ETUDIANTS	0	130 000 000	0	21 850 000
	<b>Programme 10-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>		<b>0</b>	<b>527 150 000</b>	<b>0</b>	<b>416 626 267</b>
	06D00188	GESTION GENERALE	70 616 000	4 300 000	77 600 000	4 300 000
	06D00301	ALIMENTATION	0	85 400 000	0	80 400 000
	10D03203	INTERNATS D'EXCELLENCE	0	0	17 250 000	23 000 000
	16D05403	INTERNAT DE BOURAIL	0	19 761 000	0	19 761 000
	16D05404	INTERNAT DE LA FOA	0	29 010 000	0	24 720 000
	20D06192	INTERNAT DE LA REUSSITE HENRIETTE PENTECOST	0	13 450 000	0	15 840 000
	23D06488	SUBVENTIONS HCD	0	8 000 000	0	0
	23D06599	ACCOMPAGNEMENT A LA REUSSITE DES ELEVES INTERNES	0	18 000 000	0	0
	<b>Programme 11-INTERNATS</b>		<b>70 616 000</b>	<b>177 921 000</b>	<b>94 850 000</b>	<b>168 021 000</b>
	06D00187	ENSEIGNEMENT - FRAIS COMMUNS	0	16 300 000	0	19 410 000
	07D00616	SUBVENTIONS HCD	0	45 400 000	0	38 550 000
	08D01145	ACTIONS EDUCATIVES 1ER DEGRE	0	4 500 000	0	4 600 000
	08D01146	OPERATION ODI	114 770 000	150 000 000	114 770 000	150 000 000
	08D01147	SANTE SCOLAIRE ET HANDICAP	0	1 300 000	0	800 000
	17D05704	ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	0	0	49 500 000	66 000 000
	17D05721	CA-FONCTIONNEMENT-JEUNESSE	0	0	0	21 000 000
	18D05918	INNOV' ECOLES	0	3 500 000	0	3 500 000
	20D06194	PASSEPORT DECOUVERTE	0	42 000 000	0	42 000 000
	22D06455	ECOLE OCEANIENNE	0	2 050 000	0	1 500 000
	22D06472	VALORISATION DES ACTIONS	0	11 200 000	0	1 700 000
	23D06596	TENUE COMMUNE DANS LES ECOLES PRIMAIRES PSUD	50 000 000	113 000 000	0	0
	23D06597	ECOLE BILINGUE	0	3 000 000	0	0
	<b>Programme 12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>		<b>164 770 000</b>	<b>392 250 000</b>	<b>164 270 000</b>	<b>349 060 000</b>
<b>CHAPITRE 932-ENSEIGNEMENT</b>			<b>267 437 649</b>	<b>14 685 966 000</b>	<b>296 153 000</b>	<b>13 553 673 067</b>
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	8 920 000	0	8 620 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	7 308 408	0	7 308 408	0
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	600 000	0	600 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	2 850 000	0	2 650 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>7 308 408</b>	<b>12 370 000</b>	<b>7 308 408</b>	<b>11 870 000</b>
	06D00057	PAT BATI-CHATEAU HAGEN	0	21 530 000	0	17 375 000
	07D00601	PAT BATI-CHS DE NOUVILLE	0	100 000	0	100 000
	07D00617	SUBVENTIONS HCD	0	43 500 000	0	38 500 000
	08D01306	PAT BATI-VALORISATION SENSIBILISATION	0	5 200 000	0	3 200 000
	11D03149	PAT BATI-ANSE N'DU	0	0	0	400 000
	11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES	0	6 490 000	0	4 690 000
	13D04216	VALORISATION DU PATRIMOINE	0	1 600 000	0	1 100 000
	16D05433	PAT BATI-DOCK DE BOULOUPARIS	0	20 000	0	40 000
	17D05788	ARCHEOLOGIE	0	21 000 000	0	21 000 000
	18D05919	RESTAURATION BATIMENTS PROVINCIAUX	0	500 000	0	500 000
	24D06611	ESPACE CULTUREL DE DEVA	0	4 340 000	0	0
	<b>Programme 13-PATRIMOINE</b>		<b>0</b>	<b>104 280 000</b>	<b>0</b>	<b>86 905 000</b>
	11D03619	ANIMATIONS CULTURELLES DIVERSES	0	8 060 000	0	7 110 000
	11D03621	SUBVENTIONS HCD	0	108 073 500	0	117 293 500
	11D03622	PUBLIC SPECIFIQUE	0	2 600 000	0	2 600 000
	11D03626	FORMATION ARTISTIQUE	0	16 278 000	0	11 700 000
	11D03627	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	870 000	8 200 000	870 000	7 300 000
	11D03631	CREATION DIFFUSION AUDIOVISUELLE / UN ETE AU CINE	0	6 823 000	0	6 823 000
	12D03798	BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGE	0	3 800 000	0	3 920 000
	14D04840	FETE DE LA MUSIQUE	0	1 000 000	0	1 000 000
	22D06462	AIDES A LA CREATION ARTISTIQUE	0	9 526 500	0	9 339 500
	<b>Programme 14-CULTURE</b>		<b>870 000</b>	<b>164 361 000</b>	<b>870 000</b>	<b>167 086 000</b>
	06D00061	STADE DU PLGC	900 000	3 875 000	900 000	3 365 000
	06D00153	ACTIONS SPORTS - GLOBALISEES	0	7 800 000	0	7 900 000
	06D00475	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	10 000 000	15 090 000	25 000 000	15 995 000
	07D00619	SUBVENTIONS HCD	0	103 655 000	0	106 980 000
	10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	0	4 000 000	0	2 800 000
	11D03412	SITE D'ESCALADE DE TEREKA	0	750 000	0	750 000
	12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	0	19 800 000	0	18 600 000
	12D03764	SPORTS NATURES	0	1 190 000	0	790 000
	13D04177	PISTES DE TINA	0	15 150 000	0	14 950 000
	18D05915	SPL DE DUMBEA	0	2 200 000	0	2 200 000
	<b>Programme 15-SPORTS</b>		<b>10 900 000</b>	<b>173 510 000</b>	<b>25 900 000</b>	<b>174 330 000</b>
	06D00150	ACTIONS JEUNESSE - GLOBALISEES	0	16 705 000	0	12 850 000
	06D00276	CENTRE D'ACCUEIL DE POE	24 000 000	66 600 000	24 000 000	62 500 000
	07D00523	CARREFOUR VACANCES	0	2 450 000	0	2 450 000
	07D00620	SUBVENTIONS HCD	0	217 700 000	0	195 800 000
	07D00720	CONTROLE DES CVL	17 000 000	0	17 000 000	0
	09D02007	POLITIQUE DE LA JEUNESSE	0	7 970 000	0	7 970 000
	17D05676	CA-FONCTIONNEMENT-JEUNESSE	0	0	0	86 677 500
	17D05687	CPEC-JEUNESSE	0	0	0	8 000 000
	17D05875	BIEN DANS MES CLAQUETTES	0	19 600 000	0	4 300 000
	19D05951	SERVICE CIVIQUE UNIVERSEL	0	8 900 000	0	5 100 000
	20D06252	FONDS D'EXPERIMENTATION POUR LA JEUNESSE	0	10 000 000	0	29 287 910

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	21D06331	ESPACE JEUNES	0	23 170 000	0	24 870 000
	22D06470	CLIC & MOUV'	0	188 100 000	0	73 000 000
	23D06499	COLLECTIF JEUNES	0	1 100 000	0	0
	24D06655	PLAN D'ACTION POUR LA JEUNESSE	0	50 000 000	0	0
	<b>Programme 16-JEUNESSE</b>		<b>41 000 000</b>	<b>612 295 000</b>	<b>41 000 000</b>	<b>512 805 410</b>
<b>CHAPITRE 933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS</b>			<b>60 078 408</b>	<b>1 066 816 000</b>	<b>75 078 408</b>	<b>952 996 410</b>
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	99 120 000	0	66 340 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	0	3 002 000 000	0	3 100 000 000
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	51 200 000	0	47 950 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	18 600 000	0	18 600 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>3 170 920 000</b>	<b>0</b>	<b>3 232 890 000</b>
	06D00120	EDUCATION SANITAIRE	0	8 350 000	0	5 350 000
	06D00161	SANTE SCOLAIRE	150 388 599	0	150 000 000	0
	06D00195	VACATIONS - SANTE PUBLIQUE	2 500 000	60 500 000	2 500 000	53 500 000
	06D00199	SOINS CMS	60 000 000	0	35 000 000	0
	06D00315	CENTRES MEDICO-SOCIAUX	0	99 900 000	0	67 860 000
	06D00317	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	123 300 000	0	117 300 000
	06D00411	CAFAT CMS	6 000 000	0	6 000 000	0
	07D00624	SUBVENTIONS HCD	0	11 710 079	0	11 037 000
	09D02396	FONDS DE COMPENSATION DEPISTAGE ET PREVENTION EN SANTE PUBLIQUE	0	44 000 000	0	44 000 000
	11D03185	EQUIPEMENTS MEDICAUX	0	14 780 000	0	14 780 000
	21D06366	DEPISTAGE	59 000 000	0	59 000 000	0
	23D06489	PROJET PARCOURS OBESITE VISION SUD	0	6 075 000	0	4 000 000
	<b>Programme 20-SANTE PUBLIQUE</b>		<b>277 888 599</b>	<b>368 615 079</b>	<b>252 500 000</b>	<b>317 827 000</b>
<b>CHAPITRE 934-SANTE</b>			<b>277 888 599</b>	<b>3 539 535 079</b>	<b>252 500 000</b>	<b>3 550 717 000</b>
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	17 000 000	0	14 445 000
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	9 300 000	0	9 750 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	1 600 000	0	2 700 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>27 900 000</b>	<b>0</b>	<b>26 895 000</b>
	06D00119	CAFAT - LIQUIDATIONS DEPENSES DE SANTE	430 000 000	190 000 000	430 000 000	260 000 000
	06D00126	PROVINCE - SOINS EXTERNES CHT	0	149 000 000	0	480 000 000
	07D00964	PROVINCE - SOINS EXTERNES CHS	0	25 000 000	0	36 000 000
	13D04204	CONVENTION-MOYENS SEJOURS	0	0	0	25 000 000
	15D05575	PROVINCE - FONDS FACTUR	0	44 000 000	0	40 000 000
	17D05701	PROVINCE - LIQUIDATIONS DEP SANTE	0	4 122 600 000	0	3 663 800 000
	20D06246	PROVINCE - DEPENSE DE SANTE CAFAT	0	20 000 000	0	20 000 000
	<b>Programme 17-AIDE MEDICALE</b>		<b>430 000 000</b>	<b>4 550 600 000</b>	<b>430 000 000</b>	<b>4 524 800 000</b>
	06D00183	GESTION DES AIDES INDIVIDUELLES	0	12 000 000	0	13 590 000
	09D02314	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	0	650 000	0	650 000
	09D02415	ACTIONS COLLECTIVES	0	750 000	0	650 000
	11D03393	RESTRUCTURATION DE L'HABITAT SPONTANE	0	25 000 000	0	0
	17D05681	CA-FONCTIONNEMENT-HABITAT	0	0	0	1 950 000
	17D05735	ETUDES HABITAT SOCIAL	0	350 000	0	0
	<b>Programme 18-HABITAT SOCIAL</b>		<b>0</b>	<b>38 750 000</b>	<b>0</b>	<b>16 840 000</b>
	06D00088	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ACT° SANITAIRES	5 000 000	0	5 140 000	0
	06D00211	AIDE A LA FAMILLE	0	339 500 000	0	332 000 000
	06D00231	AIDE AUX ENFANTS ASSISTES	0	331 500 000	0	300 000 000
	06D00238	AIDE AUX PERSONNES AGEES	789 452 904	1 392 500 000	840 000 000	1 312 525 000
	06D00248	OPERATIONS NON VENTILEES - MEDICO SOCIAL	7 000 000	0	7 000 000	0
	06D00254	AIDE AUX PERSONNES HANDICAPEES	0	2 100 000	0	2 700 000
	06D00384	PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	680 000 000	0	680 000 000	0
	07D00623	SUBVENTIONS HCD	0	339 970 000	0	347 470 000
	09D01886	VACATIONS - MEDICO-SOCIAL	0	63 308 920	0	69 770 600
	13D04223	ACCOMPAGNEMENTS DES ORGANISATIONS MEDICO-SOCIALES	0	8 000 000	0	8 000 000
	19D06135	RAPPEL A LA RESPONSABILITE PARENTALE	6 000 000	0	6 000 000	0
	21D06364	DELEGATION EN MATIERE SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE	55 000 000	0	55 000 000	0
	21D06365	DELEGATION PETITE ENFANCE	25 000 000	0	25 000 000	0
	23D06493	MAISON DE L'ENFANCE-DSM	0	10 711 000	0	10 471 000
	23D06494	FOYER MARCELLE JORDA	0	4 908 000	0	4 460 000
	23D06495	DISPOSITIF DE SEJOURS DE RUPTURE DE NEMEARA	0	14 156 500	0	12 485 000
	23D06496	VILLA GAIA	0	5 313 000	0	4 874 000
	24D06627	PREVENTION DE LA DESCOLARISATION DANS PRIMAIRE	0	30 514 860	0	0
	<b>Programme 19-MEDICO-SOCIAL</b>		<b>1 567 452 904</b>	<b>2 542 482 280</b>	<b>1 618 140 000</b>	<b>2 404 755 600</b>
	06D00272	OP NON VENTILEES-DROITS DES FEMMES ET EGALITE	0	11 833 000	0	9 000 000
	07D00625	SUBVENTIONS HCD	0	8 400 000	0	7 600 000
	<b>Programme 42-DROITS DES FEMMES ET EGALITE</b>		<b>0</b>	<b>20 233 000</b>	<b>0</b>	<b>16 600 000</b>
<b>CHAPITRE 935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>			<b>1 997 452 904</b>	<b>7 179 965 280</b>	<b>2 048 140 000</b>	<b>6 989 890 600</b>
	06D00265	AIDES AU TRANSPORT	0	6 000 000	0	6 000 000
	06D00278	PPIC	0	430 000 000	0	400 000 000
	06D00291	CONTRATS EMPLOI FORMATION	0	40 000 000	0	25 000 000
	07D00568	FORMATION DES PPIC	0	2 000 000	0	940 000
	07D00760	AIDE A LA MOBILITE	0	10 000 000	0	10 000 000
	07D00924	INDEMNITES AUX STAGIAIRES	0	4 100 000	0	4 000 000
	08D02194	EMPLOIS-FRAIS COMMUNS	0	370 000	0	0
	11D03232	SERVICE CIVIQUE	0	26 450 000	0	18 500 000
	12D04035	PLACEMENT ET FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI	427 500 000	0	427 500 000	0
	16D05436	JOBS D'ETE	0	3 800 000	0	3 367 400
	18D05946	ACCOMPAGNEMENT DEMANDEURS D'EMPLOI	0	60 000 000	0	60 000 000
	<b>Programme 31-EMPLOI</b>		<b>427 500 000</b>	<b>582 720 000</b>	<b>427 500 000</b>	<b>527 807 400</b>
	07D00631	SUBVENTIONS HCD	0	18 000 000	0	18 000 000
	08D01769	CHANTIERS DE JEUNES	0	174 200 000	143 754 050	200 825 400
	16D05413	TRAVAUX D'INTERET GENERAL-TIG	0	2 110 000	0	1 810 000
	17D05680	CA-FONCTIONNEMENT-INSERTION	0	0	0	8 544 336
	17D05722	LUTTE EXCLUSION TRIBU DE ST LOUIS	0	0	15 000 000	20 000 000
	21D06327	STAGES D'INSERTION	0	52 000 000	0	66 000 000
	22D06555	PARCOURS D'INSERTIONS SPECIFIQUES	0	130 000 000	0	130 000 000

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	24D06616	STRATEGIE EMPLOI ET INSERTION	0	90 000 000	0	0
	<b>Programme 33-INSERTION</b>		0	466 310 000	158 754 050	445 179 736
	06D00112	FORMATION-FRAIS COMMUNS	0	6 000 000	0	6 000 000
	06D00227	STAGES - OP GLOBALISEE	0	58 500 000	0	56 000 000
	07D00633	SUBVENTIONS HCD	0	0	0	2 000 000
	17D05780	FORMATION DES AGENTS COMMUNAUX	0	0	0	500 000
	21D06372	APPEL A PROJET CONTRE L'ILLETRISME	0	5 000 000	0	5 000 000
	24D06615	FORMATION PERSONNES HOTELIERIE ET ACTIVITES DE LOISIRS	0	5 000 000	0	0
	<b>Programme 36-FORMATION</b>		0	74 500 000	0	69 500 000
<b>CHAPITRE 936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			<b>427 500 000</b>	<b>1 123 530 000</b>	<b>586 254 050</b>	<b>1 042 487 136</b>
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	28 615 000	0	33 770 400
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	7 500 000	0	9 700 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	27 100 000	0	30 400 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		0	63 215 000	0	73 870 400
	06D00068	PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	15 000 000	36 210 000	17 000 000	27 520 000
	06D00092	INSTALLATIONS CLASSEES	0	46 976 000	0	43 520 000
	06D00176	ENQUETES ICPE	1 600 000	1 900 000	1 000 000	1 900 000
	06D00308	AMENAGEMENT ET GESTION SITES TERRESTRES	5 000 000	0	5 000 000	0
	07D00526	GESTION DES DECHETS	39 450 000	56 100 000	4 450 000	9 100 000
	07D00528	SUIVI PROJETS INDUSTRIELS & MINIERIS DU GRAND SUD	0	56 000 000	0	45 000 000
	07D00627	SUBVENTIONS HCD	0	270 203 000	5 000 000	215 214 000
	08D01190	PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	20 000 000	42 585 000	25 000 000	38 985 000
	08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	6 000 000	18 500 000	6 000 000	18 600 000
	09D02027	ACTION DE SENSIBILISATION A L'ENVIRONNEMENT	0	5 600 000	0	6 100 000
	12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	0	24 941 750	0	25 981 000
	12D03718	CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	0	8 500 000	0	20 600 000
	13D04181	AIRES PROTEGEES AMENAGEES	0	65 525 000	0	66 750 000
	19D06015	PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	0	700 000	0	1 490 000
	21D06319	PLANTS DE BOISEMENT	0	0	0	1 000 000
	21D06335	PARC PROVINCIAL DES GRANDES FOUGERES	4 200 000	6 950 000	4 200 000	7 038 000
	24D06619	REBOISEMENT	0	4 500 000	0	0
	<b>Programme 25-ENVIRONNEMENT</b>		<b>91 250 000</b>	<b>645 190 750</b>	<b>67 650 000</b>	<b>528 798 000</b>
	06D00017	AMENAGEMENTS URBAINS	900 000	0	0	0
	16D05424	STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	6 000 000	0	40 000 000	0
	<b>Programme 26-URBANISME</b>		<b>6 900 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000 000</b>	<b>0</b>
	06D00260	SYLVICULTURE	0	4 000 000	0	10 000 000
	06D00398	PLANTS DE REBOISEMENT - DEV FORESTIER	0	16 800 000	0	25 000 000
	07D00637	SUBVENTIONS HCD	0	85 000 000	0	75 000 000
	<b>Programme 41-DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>		<b>0</b>	<b>105 800 000</b>	<b>0</b>	<b>110 000 000</b>
<b>CHAPITRE 937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT</b>			<b>98 150 000</b>	<b>814 205 750</b>	<b>107 650 000</b>	<b>712 668 400</b>
	06D00324	ENTRETIEN DU RESEAU	0	383 185 000	0	373 680 000
	06D00393	DEGATS ROUTIERS	0	41 800 000	0	40 500 000
	08D01244	PROG CALEDONIEN - ENTRETIEN DES ROUTES TERRITORIALES	145 000 000	145 000 000	114 000 000	115 150 000
	11D03188	ENTRETIEN ROUTES COMMUNALES	0	15 000 000	0	15 000 000
	15D05177	ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ARTS	0	40 000 000	0	40 000 000
	<b>Programme 21-RESEAU ROUTIER</b>		<b>145 000 000</b>	<b>624 985 000</b>	<b>114 000 000</b>	<b>584 330 000</b>
	06D00003	IDP-AERODROME DE MOUE	600 000	0	0	0
	06D00472	AERODROME DE OUATOM	1 470 000	0	650 000	0
	07D00552	BRL-AERODROME DE POE	440 000	0	320 000	0
	14D05195	HELISTATIONS	0	60 000	250 000	0
	15D05089	IDP-AERODROME DE MOUE	0	57 010 000	6 500 000	59 835 407
	<b>Programme 22-INFRA &amp; TRSPRT - AERIEN</b>		<b>2 510 000</b>	<b>57 070 000</b>	<b>7 720 000</b>	<b>59 835 407</b>
	06D00288	ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES	0	13 500 000	0	13 500 000
	20D06197	DESERTE MARITIME ILE DES PINS	130 000 000	250 000 000	125 000 000	250 000 000
	<b>Programme 24-INFRA &amp; TRSPRT - MARITIME</b>		<b>130 000 000</b>	<b>263 500 000</b>	<b>125 000 000</b>	<b>263 500 000</b>
	06D00165	TRANSPORTS PUBLICS SUBURBAINS	0	962 000 000	0	800 000 000
	11D03187	TRANSPORTS PUBLICS INTERURBAINS	0	17 000 000	0	25 000 000
	<b>Programme 30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>		<b>0</b>	<b>979 000 000</b>	<b>0</b>	<b>825 000 000</b>
<b>CHAPITRE 938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>			<b>277 510 000</b>	<b>1 924 555 000</b>	<b>246 720 000</b>	<b>1 732 665 407</b>
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	0	7 710 000	0	7 355 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	0	2 691 975 000	0	3 000 000 000
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	0	4 950 000	0	4 950 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	0	2 000 000	0	2 000 000
	<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>		<b>0</b>	<b>2 706 635 000</b>	<b>0</b>	<b>3 014 305 000</b>
	06D00368	PECHE ET AQUACULTURE	0	1 200 000	0	1 200 000
	07D00632	SUBVENTIONS HCD	0	41 650 000	0	44 200 000
	<b>Programme 35-PECHE ET AQUACULTURE</b>		<b>0</b>	<b>42 850 000</b>	<b>0</b>	<b>45 400 000</b>
	06D00207	AGRICULTURE - FRAIS COMMUNS	0	29 400 000	0	21 170 000
	06D00356	PROTECTION SOCIALE EXPLOITANTS AGRICOLES	0	30 000 000	0	50 000 000
	06D00399	ETUDES - AGRICULTURE	0	9 200 000	0	5 026 100
	07D00634	SUBVENTIONS HCD	0	289 775 000	0	226 300 000
	15D05182	COURSES HIPPIQUES - PMU	20 000 000	0	20 000 000	0
	20D06198	AIDES AUX SOINS VETERINAIRES	0	22 000 000	0	22 000 000
	<b>Programme 37-AGRICULTURE</b>		<b>20 000 000</b>	<b>380 375 000</b>	<b>20 000 000</b>	<b>324 496 100</b>
	06D00151	TOURISME - INTERVENTIONS	0	105 800 000	0	88 500 000
	07D00635	SUBVENTIONS HCD	0	375 550 000	0	325 500 000
	19D05960	OBSERVATOIRE DU TOURISME	0	15 800 000	0	10 000 000
	<b>Programme 38-TOURISME</b>		<b>0</b>	<b>497 150 000</b>	<b>0</b>	<b>424 000 000</b>
	06D00262	OPERATIONS NON VENTILEES - EXPANSION GENERALE	0	16 000 000	0	8 000 000
	07D00630	SUBVENTIONS HCD	0	417 240 456	0	338 600 000
	19D05956	FOIRES, EXPOSITIONS ET SEMINAIRES	0	8 500 000	3 000 000	10 000 000
	21D06328	BUREAU DES INVESTISSEURS	0	1 000 000	0	1 500 000
	23D06504	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	0	1 000 000	0	0
	<b>Programme 39-EXPANSION GENERALE</b>		<b>0</b>	<b>443 740 456</b>	<b>3 000 000</b>	<b>358 100 000</b>
	15D05080	BIOFABRIQUES	0	6 885 000	0	6 530 000
	15D05081	PEPINIERE DE PORT-LAGUERRE	0	9 200 000	0	5 250 000
	15D05083	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	0	19 620 000	0	19 620 000
	<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>		<b>0</b>	<b>35 705 000</b>	<b>0</b>	<b>31 400 000</b>
<b>CHAPITRE 939-ECONOMIE</b>			<b>20 000 000</b>	<b>4 106 455 456</b>	<b>23 000 000</b>	<b>4 197 701 100</b>

CHAPITRE	PROG	OPERATION	BP 2024		BP 2023	
			RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00320	COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 120 000 000	0	1 200 000 000	0
		<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>	<b>1 120 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>0</b>
		<b>CHAPITRE 940-IMPOSITIONS DIRECTES</b>	<b>1 120 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>0</b>
	06D00059	DROIT D'ENREGISTREMENT	1 750 000 000	0	1 400 000 000	0
	06D00114	LICENCE DEBITS DE BOISSONS	55 000 000	0	60 000 000	0
	06D00307	CENTIMES ADDITIONNELS	0	156 500 000	0	135 000 000
	06D00329	CONTRIBUTION FONCIERE	580 000 000	0	500 000 000	0
	06D00355	PATENTES	1 795 000 000	0	1 400 000 000	0
	15D05183	IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES	700 000 000	0	750 000 000	0
	15D05184	TAXE SUR LE PRODUIT DES JEUX	2 250 000 000	0	1 900 000 000	0
		<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>	<b>7 130 000 000</b>	<b>156 500 000</b>	<b>6 010 000 000</b>	<b>135 000 000</b>
		<b>CHAPITRE 941-AUTRES IMPOTS ET TAXES</b>	<b>7 130 000 000</b>	<b>156 500 000</b>	<b>6 010 000 000</b>	<b>135 000 000</b>
	08D01606	DGF-NC	26 908 750 000	0	26 174 875 000	0
	08D01607	DGF-ETAT	5 849 000 000	0	5 850 000 000	0
		<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>	<b>32 757 750 000</b>	<b>0</b>	<b>32 024 875 000</b>	<b>0</b>
		<b>CHAPITRE 942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>32 757 750 000</b>	<b>0</b>	<b>32 024 875 000</b>	<b>0</b>
	06D00116	LIGNE DE TRESORERIE	0	70 000 000	0	75 000 000
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	0	578 300 000	0	538 600 000
		<b>Programme 03-EMPRUNTS</b>	<b>0</b>	<b>648 300 000</b>	<b>0</b>	<b>613 600 000</b>
	06D00237	STCPI	69 000 000	0	69 000 000	0
		<b>Programme 32-PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>	<b>69 000 000</b>	<b>0</b>	<b>69 000 000</b>	<b>0</b>
		<b>CHAPITRE 943-OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>69 000 000</b>	<b>648 300 000</b>	<b>69 000 000</b>	<b>613 600 000</b>
	06D00321	AMORTISSEMENTS	1 110 000 000	6 510 000 000	1 080 000 000	5 900 000 000
	18D05941	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	2 700 000 000	0	2 020 000 000	0
		<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>	<b>3 810 000 000</b>	<b>6 510 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>5 900 000 000</b>
		<b>CHAPITRE 946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE)</b>	<b>3 810 000 000</b>	<b>6 510 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>5 900 000 000</b>
		<b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>48 572 327 560</b>	<b>46 287 075 154</b>	<b>46 287 075 154</b>
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>68 456 983 217</b>	<b>68 456 983 217</b>	<b>66 310 569 117</b>	<b>66 310 569 117</b>



**PREVISIONS DE SUBVENTIONS  
DE FONCTIONNEMENT**

## BUDGET PRIMITIF 2024 DE LA PROVINCE SUD

### Annexe 02 - prévision de subventions de fonctionnement

F <sup>o</sup>	CREDITS GLOBALISES DE SUBVENTIONS (1)	DIR	FONCTION	CHAP	Montant
01-ADMINISTRATION					331 406 348
02-INSTITUTIONS					8 900 000
11-INTERNATS					8 000 000
12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE					45 400 000
13-PATRIMOINE					43 500 000
14-CULTURE					108 073 500
15-SPORTS					103 655 000
16-JEUNESSE					217 700 000
19-MEDICO-SOCIAL					339 970 000
20-SANTE PUBLIQUE					11 710 079
25-ENVIRONNEMENT					270 203 000
33-INSERTION					18 000 000
35-PECHE ET AQUACULTURE					41 650 000
37-AGRICULTURE					289 775 000
38-TOURISME					375 550 000
39-EXPANSION GENERALE					417 240 456
41-DEVELOPPEMENT FORESTIER					85 000 000
42-DROITS DES FEMMES ET EGALITE					8 400 000
<b>Total général</b>					<b>2 724 133 383</b>

F <sup>o</sup>	CREDITS GLOBALISES DE SUBVENTIONS (1)	DIR	FONCTION	CHAP	Montant
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES		SGPS	1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	931	162 000 000
		DAEM	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	134 000 000
		DAJI	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	22 406 348
SUBV-AMICALE DES PERSONNELS DE LA PROVINCE SUD		DAJI	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	6 000 000
AE1-21-1*SNSM-FONCTIONNEMENT		SGPS	1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	931	5 000 000
SUBV-SOUTIEN A L'ACCOMPAGNEMENT DES USAGERS		DAJI	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	2 000 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>					<b>331 406 348</b>
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS		SGPS	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	6 000 000
SUBVENTIONS AUX AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PARA-PUBLICS		SGPS	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	2 700 000
SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS		SGPS	0-ADMINISTRATION GENERALE	930	200 000
<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>					<b>8 900 000</b>
CF24*AE11-24-1*ACCOMPAGNEMENT A LA REUSSITE DES ELEVES		DERES	2-ENSEIGNEMENT	932	8 000 000
<b>Programme 11-INTERNATS</b>					<b>8 000 000</b>
SUBV-ASSOCIATION LES LUCIOLES		DERES	2-ENSEIGNEMENT	932	17 400 000
PROJETS D' ACTIONS EDUCATIVES AUX ORGANISMES PRIVES		DERES	2-ENSEIGNEMENT	932	16 000 000
SUBV-DISPOSITIF DE PREVENTION DE DESCOLARISATION DANS LES COLLEGES		DERES	2-ENSEIGNEMENT	932	8 000 000
SUBV-APEI		DERES	2-ENSEIGNEMENT	932	4 000 000
<b>Programme 12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>					<b>45 400 000</b>
AE13-14-2*ASSOCIATION MARGUERITE FONCTIONNEMENT		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	18 000 000
AE13-14-1*MUSEE MARITIME-FONCTIONNEMENT		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	10 000 000
AE13-16-1*ASSOCIATION TMOIGNAGE D'UN PASSE ATUP		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	8 000 000
AE13-19-1*MOIS DU PATRIMOINE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	3 600 000
AE13-16-2*MUSEE MINE DE THIO		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 200 000
EDUC ARTIS-CLASSES PATRIMOINE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	900 000
PAT HISTO-SUBVENTIONS PATRIMONIALES HCD		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
SUBV-ASS FORTUNES DES MERS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	400 000
PAT HISTO-SOCIETE D'ETUDES HISTORIQUES		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	400 000
<b>Programme 13-PATRIMOINE</b>					<b>43 500 000</b>
AE14-14-1*THEATRE DE L'ILE FONCTIONNEMENT		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	15 700 000
CREA DIF LIVRE LECTURE-MAISON DU LIVRE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	12 100 000
PUB SPE-CULTURES URBAINES		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	10 000 000
AE14-16-3*ASSOCIATION LE CHAPITO		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	9 600 000
SUBV-ORCHESTRE A L'ECOLE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	7 500 000
SUBV-FESTIVAL MUSIQUE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	6 360 000
CREA ART VIVANT-AIDE CREAT° COMPAGNIES PROF. DE THEATRE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	5 100 000
AE14-16-2*ECOLE DE CIRQUE DE NOUVELLE CALEDONIE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	4 335 000
CREA ART VIVANT-AIDE CREAT° COMPAGNIES PROF. DE DANSE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	4 250 000
SUBV-SOUTIEN A LA LECTURE PUBLIQUE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	4 000 000
ASSOCIATION SALLE D'ICI ET D'AILLEURS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	3 576 000
SUBV-PROJET LABEL ECOLE EN SANTE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	3 000 000
SUBV-FESTIVAL CINEMA LA FOA		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 805 000
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 740 000
CREA DIF ART VIVANT-LE MOUV'		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 000 000
SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS SCOLAIRES		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 655 000
CREA DIF ART VIVANT-MUSIQUE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 580 000
EDUC ARTISTIQUE-JEUNES PUBLICS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 275 000
EDUC ARTIS-CLASSES PAC-ATELIERS ARTISTIQUES ASSOCIATIONS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 210 000
CREA DIF LIVRE LECTURE-SOUTIEN ASSOC-PROMO LIVRE LECTURE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 200 000
CREA ART VISUEL-PROJET EN ARTS VISUELS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 000 000
CREA DIF ART VIVANT		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 000 000
SUBV-COMITE MISS NC		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 000 000
CREA DIF AUDIO-AIDE AUX FESTIVALS		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	950 000
SUBVENTION ASSOCIATIONS BROUSSE		DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	935 000

**BUDGET PRIMITIF 2024 DE LA PROVINCE SUD**

**Annexe 02 - prévision de subventions de fonctionnement**

F <sup>o</sup>	CREDITS GLOBALISES DE SUBVENTIONS (1)	DIR	FONCTION	CHAP	Montant
	PUBLICS SPECIFIQUES	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	800 000
	SUBV-ASSOCIATIONS WALLISIENNES ET FUTUNIENNES	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	700 000
	ACCES A LA CULTURE-SUBVENTION ASSOCIATION POEMART	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	637 500
	EDUC ARTIS-CLASSES PAC-ATELIERS ARTISTIQUES PRIVE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	565 000
	CREA DIF AUDIO-AIDES AUX SALLES	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	<b>Programme 14-CULTURE</b>				<b>108 073 500</b>
	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	38 000 000
	GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	7 500 000
	SUBV-GROUPEMENT D'EMPLOYEURS SPORTS ET LOISIRS SUD	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	7 500 000
	AIDES AUX SPORTIFS-CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	7 000 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	6 000 000
	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	5 000 000
	SUBV-PIROGUIERS DU MONT-DORE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	5 000 000
	SUBV-UNSS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	5 000 000
	AIDES DEPLACEMENTS EXTERIEURS SPORTS COLLECTIFS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	3 900 000
	SUBV-CENTRE INTERNATIONAL SPORT ET EXPERTISE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 500 000
	AIDES DEPLACEMENTS INTERIEURS SPORTS COLLECTIFS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 400 000
	SUBV-CNC BASE ELIOTT	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 000 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD FOOTBALL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 500 000
	SOUTIEN DISPOSITIF BOURSIER SPORT POUR TOUS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 200 000
	SUBV-USEP	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	1 200 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD EQUESTRE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	800 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD HANDISPORT	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	800 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD VOLLEY	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	800 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD TENNIS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	650 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD HANDBALL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	600 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD CYCLISME	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD TENNIS DE TABLE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD CRICKET	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD ATHLETISME	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD BASKET	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	450 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD ESCALADE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	375 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD BADMINTON	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	330 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD TIR A L'ARC	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	300 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD AIKIDO	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	300 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD PETANQUE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	300 000
	SOUTIEN COMITE PROVINCIAL SUD BASEBALL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	250 000
	<b>Programme 15-SPORTS</b>				<b>103 655 000</b>
	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-CONTRIBUTION FORFAITAIRE CVL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	105 000 000
	SUBV-VACANCES POUR TOUS	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	90 000 000
	AE16-16-1*SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-ORGANISMES CONVENTIONNES FOL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	9 700 000
	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-CONTRIBUTION FORFAITAIRE FORMATION	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	6 300 000
	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	3 600 000
	AE16-16-1*SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS-ORGANISMES CONVENTIONNES VILLAGE	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	2 000 000
	SUBV-ORGANISATION CVL	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	600 000
	SUBV-EXCEPTIONNELLE JDD	DCJS	3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	500 000
	<b>Programme 16-JEUNESSE</b>				<b>217 700 000</b>
	SUBV-L'ACCUEIL	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	148 000 000
	SUBV-FOYER BETHANIE ASS D'ENTRAIDE SOCIALE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	73 000 000
	SUBV-ACSMS (LE REFUGE)	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	25 000 000
	SUBV-ASS DE REINTEGRATION DES ANCIENS PRISONNIERS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	20 000 000
	AE19-19-1*SUBV-AIDES AUX VICTIMES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	9 000 000
	SUBV-ASS CAL. D'AIDE AUX PERSONNES AGEES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	9 000 000
	SUBV-ASS P/SOUTIEN DES ENFANTS & ADOLESCENTS DEFICIENTS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	8 500 000
	SUBV-AIDES AUX VICTIMES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	7 000 000
	SUBV-CHS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	6 500 000
	SUBV-AMICALE DES PERSONNES AGEES DE N'GEA	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	5 800 000
	SUBV-ASS CENTRE DE RETRAITE DE LA FOA	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	5 000 000
	SUBV-SAINT VINCENT DE PAUL	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	5 000 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	4 520 000
	SUBV-ASS AU SERVICE DE NOS RETRAITES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	4 000 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	2 150 000
	SUBV-CROIX ROUGE FRANCAISE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	2 000 000
	SUBV-ASS PARENTS D'ENFANTS HANDICAPES	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	1 500 000
	SUBV-ASS POUR LA SURDITE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	1 500 000
	SUBV-SECOURS CATHOLIQUE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	1 000 000
	SUBV-ADMN	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	500 000
	SUBV-UAFAM NC	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	500 000
	SUBV-ASS AUTISM'ESPOIR NC	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	300 000
	SUBV-UNION PROFESSIONNELS PETITE ENFANCE UPPE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	935	200 000
	<b>Programme 19-MEDICO-SOCIAL</b>				<b>339 970 000</b>
	SUBV-ASS MEDICALE LUTTE CONTRE IVRESSE PUBLIQUE ET MANIFESTE	DASS	4-SANTE-SOCIAL	934	5 590 079
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	934	5 120 000
	SUBV-AIDE VOLONTAIRE AUX EVACUES CALEDONIENS	DASS	4-SANTE-SOCIAL	934	1 000 000
	<b>Programme 20-SANTE PUBLIQUE</b>				<b>11 710 079</b>
	AE25-16-3*AMENAGEMENT DOMAINE DEVA	DAEM	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	127 000 000
	SUBVENTIONS AUX AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PARA-PUBLICS	DFI	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	18 775 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	15 000 000

**BUDGET PRIMITIF 2024 DE LA PROVINCE SUD**

**Annexe 02 - prévision de subventions de fonctionnement**

F°	CREDITS GLOBALISES DE SUBVENTIONS (1)	DIR	FONCTION	CHAP	Montant
	AE25-15-12*CENTRE D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	14 800 000
	SUBV-AQUARIUM DES LAGONS-TURTLE WATCHING	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	11 373 000
	AE25-24-5*CCA24-SUBVENTIONS (A REPARTIR P/COMITE GESTION)	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	10 000 000
	AE25-15-11*FEDERATION CHASSE ET FAUNE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	7 000 000
	SUBV-AIRE DE GESTION EDUCATIVE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	6 600 000
	AE25-16-1*COMITE GESTION ZONE COTIERE OUEST (ZCO)	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	5 500 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	5 300 000
	AE25-23-7*ASS CALEDOCLEAN	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	5 200 000
	SUBV-RLA ENDEMIAS	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	5 000 000
	AE25-15-5*ASSOCIATION SCAL'AIR	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	5 000 000
	AE25-23-7*ASS SYMBIOSE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	4 000 000
	AE25-18-5*SUIVI PATRIMOINE MONDIAL DE L'HUMANITE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	4 000 000
	SUBV-ASS BWARA	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	3 500 000
	AE25-23-7*ASS MOCAMANA	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	3 200 000
	AP25-23-3*CONSERVATOIRE BOTANIQUE NC IAC	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	3 000 000
	SUBV-DUMBEA RIVIERE VIVANTE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	2 500 000
	SUBV-SOS MANGROVE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	2 000 000
	SUBV-BIRD CONSERVATION	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	2 000 000
	SUBV-AMI LUCICAT-IRD	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	1 920 000
	AE25-23-7*ASS AGIR	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	1 800 000
	AE25-23-7*ASS PALA DALIK	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	1 300 000
	SUBV-CENTRE D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	1 250 000
	SUBV-CLASSES VERTES	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	1 200 000
	SUBV-COMITES DE GESTION	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	900 000
	AE25-23-7*ASS FORET SECHE MT-VENUS	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	600 000
	SUBV-PROJET A LIES A L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	485 000
	<b>Programme 25-ENVIRONNEMENT</b>				<b>270 203 000</b>
	SUBV-RSMA	DEL	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	936	18 000 000
	<b>Programme 33-INSERTION</b>				<b>18 000 000</b>
	AE35-16-1*PECHEURS PROFESSIONNELS COTIERS 16-18	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	28 000 000
	SUBV-SYNDICAT DES PECHERS PROFESSIONNELS COTIERS	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	6 250 000
	SUBV-GROUPEMENT DES FERMES AQUACOLES	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	6 000 000
	AUTRES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	1 400 000
	<b>Programme 35-PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>41 650 000</b>
	SUBV-CHAMBRE AGRICULTURE (AIDE AUX ENGRAIS)	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	100 000 000
	AE37-23-2*INSTITUT AGRONOMIQUE NEO-CALEDONIEN	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	45 325 000
	SUBV-COURSES HIPPIQUES	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	42 000 000
	AE37-23-1*AGENCE RURALE	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	20 000 000
	SUBV-RESEAU PRO P/AGRICULTURE INNOVANTE & RESPONSABLE (REPAIR)	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	16 000 000
	SUBV-UPRA EQUINE	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	12 000 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	10 650 000
	SUBV-COMITE DE FOIRE DE BOURAIL	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	10 000 000
	SUBV-BIOCALEDONIA	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	9 000 000
	SUBV-UPRA BOVINE	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	7 000 000
	AE37-19-1*NC-CAMPAGNE STERILISATION ANIMAUX	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	5 000 000
	AE37-17-5*AIDE A LA CONVERSION	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	3 000 000
	SUBV-ETS D'ELEVAGE DE CERVIDES	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	2 500 000
	AE37-15-2*AIDE A LA LOCATION DE TERRES	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	2 500 000
	SUBV-CONSEIL DU CHEVAL DE NOUVELLE-CALÉDONIE	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	2 000 000
	SUBV-STE PROTECTRICE DES ANIMAUX	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	1 000 000
	SUBV-UPRA CALEDONIE SELECTION	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	1 000 000
	SUBV-FNSEA	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	500 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	300 000
	<b>Programme 37-AGRICULTURE</b>				<b>289 775 000</b>
	AE38-22-1*SUBV-SPL TOURISME	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	372 800 000
	AIDE AUX MATERIELS PROMOTIONNELS	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	2 000 000
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	750 000
	<b>Programme 38-TOURISME</b>				<b>375 550 000</b>
	AE39-19-4*SUBV-ADECAL TECHNOPOLE 19-21	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	90 000 000
	SUBV-GIP MNC	SGPS	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	70 000 000
	SUBV-RADIOS	SGPS	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	63 000 000
	SUBV-TELEVISION	SGPS	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	50 000 000
	AE39-23-1*SUBV-ADIE 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	36 000 000
	AE39-23-11*SUBV-INC 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	11 500 000
	SUBV-EGC	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	10 000 000
	SUBV-INC CREASUD	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	6 500 000
	SUBV-SOUTIEN INC DECLIK	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	6 500 000
	SUBV-ADIE-JE DEVIENS ENTREPRENEURS	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	6 000 000
	AE39-23-7*SUBV-CLUSTER MARITIME 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-9*SUBV-CAP AGRO 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-24-1*SUBVENTION AVEX 24-26	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-24-2*SUBVENTION ECOCONSTRUCTION 24-26	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-8*SUBV-AMD 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-4*SUBV-SYNERGIE 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-5*SUBV-SUBSTANCES NATURELLES 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-6*SUBV-OPEN 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-19-3*SUBV-CLUSTER DECHETS ORGANIQUES	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	AE39-23-10*SUBV-ACOTRED 23-25	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	939	4 000 000

## BUDGET PRIMITIF 2024 DE LA PROVINCE SUD

### Annexe 02 - prévision de subventions de fonctionnement

F <sup>o</sup>	CREDITS GLOBALISES DE SUBVENTIONS (1)	DIR	FONCTION	CHAP	Montant
	SUBV-CHAMBRE DES METIERS	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	SOUTIEN A L'ADIE	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	4 000 000
	SUBV-GRAPPE CLUSTER EXPORT	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	3 000 000
	SUBV-SOUTIEN ADIE TREMLIN	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	2 100 000
	SUBV-UNC PEPITES SUD	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	2 000 000
	SUBV-FRENCH TECH	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	2 000 000
	SUBV-MARAJATI ASSOCIATION	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 600 000
	SUBV-ADEVY ASSOCIATION	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 600 000
	AE39-24-3*SUBVENTION EDUCATION ALIMENTATION ET REDUCTION GASPILLAGE	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 500 000
	AE39-23-3*CRESICA	DDDT	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 300 000
	SUBV-FINC	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 000 000
	SUBV-TALENT CALEDONIEN FONCTIONNEMENT	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	1 000 000
	AE39-24-3*CELLULE ADOSESSEMENT ET TRANSFERT	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	990 456
	SUBV-ASS AIDE PSYCHOLOGIQUE ENTREPRENEURS EN SOUFFRANCE AIGUE NC	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	500 000
	SUBV-DIGINOVA	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	500 000
	SUBV-ASS UFC QUE CHOISIR	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	300 000
	SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	200 000
	SUBV-ASSOCIATION ZAC PANDA	DDET	6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	150 000
	<b>Programme 39-EXPANSION GENERALE</b>				<b>417 240 456</b>
	SUBV-SAEM SUD FORET	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	75 000 000
	SUBV-SYLVICULTURE	DDDT	7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	10 000 000
	<b>Programme 41-DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>				<b>85 000 000</b>
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS	SGPS	4-SANTE-SOCIAL	935	5 600 000
	SUBV-SOS VIOLENCES SEXUELLES ET INTRA FAMILIALE	SGPS	4-SANTE-SOCIAL	935	2 800 000
	<b>Programme 42-DROITS DES FEMMES ET EGALITE</b>				<b>8 400 000</b>
	<b>Total général</b>				<b>2 724 133 383</b>

(1) Conformément aux dispositions du titre 2 de la délibération modifiée n° 64-2010 du 21-12-2010, le montant des crédits de subventions par bénéficiaire n'est donné qu'à titre indicatif et fera l'objet d'une répartition et attribution par le Bureau de l'Assemblée de la Province Sud. Aucun crédit n'est spécialisé.